



Mémoire Présenté

**par : Mlle Anna
Louise SARR**

**UNIVERSITE GASTON BERGER-SAINT-
LOUIS**

**U.F.R. LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
SECTION DE SOCIOLOGIE**

**Production agricole et changement social:
conséquences démographiques et socio-
économiques de la banane à Missirah, région de
Tambacounda**

Année Académique 1998-1999

18 AOUT 1999

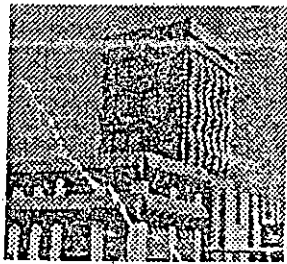
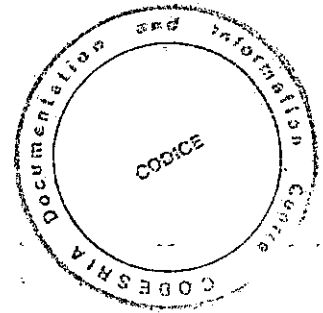
070501
SAR
11828

UNIVERSITE GASTON BERGER-SAINT-LOUIS

U.F.R. LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

SECTION DE SOCIOLOGIE

OPTION : SOCIOLOGIE DU DEVELOPPEMENT



PRODUCTION AGRICOLE ET CHANGEMENT SOCIAL
*CONSEQUENCES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIO-
ECONOMIQUES DE LA BANANE A MISSIRAH*
(Région de Tambacounda)

MEMOIRE DE MAITRISE

Présenté par :

Mlle Anna Louise SARR

Dirigé par :

le Professeur Issiaka-Prosper
LALÈYÉ

Année Académique 1998-1999

070501
SAR
11828

REMERCIEMENTS

Un proverbe Wolof dit qu'une seule main ne peut pas applaudir et un proverbe français dit qu'une seule hirondelle ne fait pas le printemps. Si ce mémoire a pu se faire dans de bonnes conditions, c'est grâce à la générosité, au soutien et à l'encadrement de vous tous, parents, amis, professeurs qui aviez toujours répondu généreusement à mes sollicitations.

Mes remerciements vont particulièrement à l'endroit de tous mes professeurs qui se sont donnés corps et âme pour m'assurer une formation de qualité.

A Monsieur Lalèyê qui a accepté de diriger ce mémoire,

A Monsieur Warr, qui par ses conseils, m'a aidé à améliorer ce travail,

A Messieurs Sané, Niang et A.S. Fall qui ont toujours répondu favorablement à mes sollicitations.

Je remercie également l'Abbé Rémi Mingou, Monsieur François et Madame Suzanne NDèye de Tamba, Monsieur Elih Pepsine Boubane et son épouse Christine Boubane de Wassadou, Monsieur Paul Thiaw et son épouse Martine Thiaw à Saal, ainsi que leur neveu François Thiaw (étudiant à l'U.G.B.) qui m'a recommandée à eux. Sans oublier ceux qui, avec dévouement, n'ont ménagé aucun effort pour me fournir les renseignements dont j'avais besoin :

-Monsieur Serigne Mor Guissé de l'Inspection Régionale de l'Agriculture de Tambacounda actuelle en service à Diourbel.

- Monsieur Bâ de la Direction de la Prévision et de la Statistique de Tambacounda.
- Monsieur Sène du Développement à la Base de Tambacounda.
- Messieurs Konaté et Bèye du service de l'Agriculture de Dakar.
- Monsieur Diallo le sous-préfet de Missirah.
- Et tous les membres de l'APROVAG et des GIE de Saal et Wassadou qui n'ont pas hésité à répondre à mes questions.
- Merci à Mademoiselle Mame Nahé Diouf, Monsieur Jacob Diatta et son épouse Madeleine. A Bambey, j'ai trouvé dans vos maisons un endroit idéal pour rédiger ce mémoire en toute tranquillité.
- Et à vous Irène, Berthe et Jean-Louis , je dis MERCI pour toutes ces heures passées devant l'ordinateur pour saisir ce travail.
- Merci aussi à toi Tata Nana (Madame Coly) et Monsieur Idrissa Ly pour votre aide précieuse dans ces derniers moments les plus difficiles pour la finalisation du mémoire.

Mention spéciale au CODESRIA qui a bien voulu subventionner ce mémoire. Par ces subventions et bourses distribuées tous les ans aux étudiants africains, vous montrez votre attachement au développement de la Science en général et en particulier de la recherche en Afrique.

Je vous remercie particulièrement car, par ce geste vous avez contribué à rehausser la qualité de mon travail.

DEDICACE

Je dédie ce travail

à mon père et à ma mère qui m'ont toujours encouragée à persévérer dans les études et n'ont ménagé aucun effort pour ma réussite. Ce travail est le vôtre, puisque c'est grâce à votre générosité et votre amour qu'il a pu en être ainsi.

à vous tous, parents, amis et camarades étudiants, particulièrement à mes frères et sœurs de la Communauté et à tous les promotionnaires de Sanar III qui avez par vos prières et vos encouragements participé de près ou de loin à la réussite de ce travail, recevez ici, l'expression de ma profonde gratitude.

Odile, Marc et Aloïse, je ne pense pas que sans vous, ce travail serait arrivé à son terme. Merci pour votre réconfort dans les moments de lassitude et de découragement.

TABLE DES MATIERES

Liste des abréviations	VIII
Liste des cartes, figures et tableaux	IX
Introduction générale	1
Première partie : CADRE THEORIQUE	5
Chapitre I : Analyse Théorique	6
Introduction	6
Section I : Problématique	8
A – Définition du concept de « changement social »	8
B – Etat des savoirs	12
C – Enoncé du problème de recherche	25
Section II : Hypothèses et Opérationnalisation des concepts	28
A – Enoncée des hypothèses	28
B – Opérationnalisation des concepts	29
Chapitre II : Méthodologie de recherche et Cadre de l'étude	33
Section I : Méthodologie de recherche	33
A – Echantillonnage	33
B – Histoire de la collecte	35
B1 – L'exploration	35
B2 – Technique de recueil des données et déroulement de l'enquête	36
B3 – Technique d'analyse des résultats d'enquête	38
C – Difficultés rencontrées	38

Section II : Cadre de l'étude	40
A – Présentation de la région de Tambacounda	40
A1 – Aspects physiques et climatiques	42
A2 – Etat de la population	44
A3 – Situation Economique et Sociale	46
B – Situation générale de la communauté rurale de Missirah	51
B1 – Données géo-climatiques de la C.R. de Missirah	53
B2 – Données démographiques de la C.R. de Missirah	53
B3 – Situation économique et sociale : les problèmes de développement	54
C – Etude monographique des villages de Saal et de Wassadou	57
C1 – Monographie du village de Saal	57
C2 – Monographie du village de Wassadou	58
Deuxième partie : PRESENTATION DES RESULTATS D'ENQUETE	61
Chapitre III : L'introduction de la banane à Missirah	62
Section I : Approche historique	62
A – Les structures engagées dans l'oeuvre	62
B – L'encadrement technique	65
Section II : Evaluation de la production	75
Chapitre IV : Les changements démographiques	81
Section I : Les déplacements de populations	81
A – Les populations autochtones	82
B – Les mouvements trans-régionaux	85

A – Déplacement de populations et culture de la banane	149
B – Les changements intervenus dans la structure démographique	152
Section II : Analyse de la relation entre la banane, le Développement économique et la migration.	161
Chapitre VII : Interprétation des résultats	167
Section I : Interprétation de l'interdépendance entre les variables économiques et démographiques : Banane/Développement économique/Migration.	167
Section II : Production agricole et changement social : degré d'explication des hypothèses principales.	174
Conclusion	180
Bibliographie	184
Annexes	188
Annexe I : Guides d'entretien	189
Annexe II : Questionnaires	192

LISTE DES ABREVIATIONS

- A.C.D.I. : Agence Canadienne de Développement International.
- A.S.C. : Association Sportive et Culturelle
- A.PRO.VAG : Association des Producteurs de la Vallée du Fleuve
Gambie.
- C.A. : Conseil d'Administration.
- F.E.D. : Fonds Européen de développement.
- G.I.E. : Groupement d'Intérêt Economique.
- G.I.E.H.K. : GIE des Horticulteurs de Koar.
- O.C.C.D.P. : Organisation Catholique Canadienne pour le Développement
et la Paix.
- O.F.A.D.E.C. : Office Africain pour le Développement et la Coopération.
- O.N.G. : Organisation non Gouvernementale.
- P.I.V. : Périmètre Irrigué Villageois.
- R.G.P.H. : Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

LISTE DES CARTES, FIGURES et TABLEAUX

I – LISTE DES CARTES

1. Carte du Sénégal	41
2. Carte de la région de Tambacounda	43
3. Carte de la localisation des sites d'intervention du projet OFADEC à Tambacounda.	59

II – LISTE DES FIGURES

1. Figure I : Diagramme de la Répartition des ménages agricoles de Wassadou selon leur taille	102
2. Figure II : Histogramme de la répartition des chefs de ménage de Wassadou selon les tranches d'âge	107
3. Figure III : Diagramme de la répartition des ménages agricoles de Saal, selon le nombre de membres	112
4. Figure IV : Histogramme de la répartition des chefs de ménage de Saal, selon les tranches d'âge.	115
5. Figure V : Diagramme de la répartition des ménages agricoles de Wassadou selon l'activité pratiquée (Banane, Agriculture, Maraîchage)	134
6. Figure VI : Diagramme de la répartition des ménages agricoles de Saal selon l'activité pratiquée (Maraîchage, Banane, Agriculture)	135
7. Figure VII : Diagramme de la répartition des ménages de Wassadou suivant l'activité pratiquée (Elevage, Exploitation Forestière, Banane).	137
8. Figure VIII : Diagramme de la répartition des ménages de Saal Suivant l'activité pratiquée (Elevage, Exploitation forestière, Banane).	138

III – LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : Répartition de la population selon le niveau d'instruction (Région de Tambacounda)	47
Tableau n°2 : Répartition de la population de l'arrondissement de Missirah dans les différentes communautés rurales	52
Tableau n°3 : Dispositif d'encadrement de l'OFADEC	66
Tableau n°4 : Résultats définitifs de la parcelle de Koar.	71
Tableau n°5 : Planning d'installation des parcelles Individuelles	72
Tableau n°6 : Evolution de la population encadrée par l'OFADEC	74
Tableau n°7 : Evolution de la production bananière	77
Tableau n°8 : Commercialisation de bananes. Janvier 1984- Décembre 1984	78
Tableau n°9 : répartition de l'échantillon selon le lieu de provenance et l'année d'arrivée à Wassadou	85
Tableau n°10 : Répartition de la population immigrée entre 77 et 97 selon l'âge et la situation matrimoniale (Wassadou)	88
Tableau n°11 : Répartition des migrants selon le niveau d'instruction et la catégorie socio-professionnelle à Wassadou	89
Tableau n°12 : Répartition des migrants selon l'ethnie et la Religion à Wassadou	91
Tableau n°13 : Répartition de l'échantillon selon le lieu de provenance des migrants et leur année d'arrivée à Saal	95
Tableau n°14 : Répartition de l'échantillon selon la situation Matrimoniale et l'âge des migrants à Saal	96
Tableau n°15 : Répartition de l'échantillon selon le niveau d'instruction et la dernière profession exercée à Saal	97

Tableau n°16 : Répartition de l'échantillon selon la religion et l'ethnie des migrants à Saal	98
Tableau n°17 : Evolution de la population entre 1977 et 1997 dans les villages de Saal et Wassadou	100
Tableau n°18 : Evaluation de la taille des ménages agricoles de Wassadou en décembre 1997	104
Tableau n°19 : Répartition des chefs de ménage de Wassadou selon leur tranche d'âge	108
Tableau n°20 : Répartition des ménages de Saal selon leur taille	111
Tableau n°21 : Répartition des chefs de ménage de Saal selon les tranches d'âge	114
Tableau n°22 : Répartition des ménages agricoles selon le village et l'activité économique	139
Tableau n°23 : Comparaison de l'âge dans le village de Saal et de l'âge dans les périmètres.	158

INTRODUCTION GENERALE

Ce travail centré sur le changement sociale, décrit au passage l'intervention réussie d'une ONG en milieu rural. Cette réussite n'est cependant pas absolue, mais est relative aux objectifs fixés par celle-ci. Car elle ne vise pas un développement total mais cible certains domaines particuliers de la vie sociale.

Dans ce mémoire nous avons étudié le changement social en relation avec la production agricole. Nous avons cherché à montrer que les changements démographiques et socio-économiques aujourd'hui observables et qui sont apparus depuis l'intervention de l'OFADEC à Missirah, sont le signe d'un changement profond et durable de la structure sociale des zones d'intervention.

La culture de la banane a eu un grand impact sur l'affluence des populations à Missirah ainsi que sur l'augmentation du niveau de vie des paysans-producteurs. Car elle représente une triple innovation en ce sens qu'elle constitue un nouveau système de culture pour les paysans, nécessitant une organisation socio-professionnelle différente des organisations paysannes connues jusqu'alors, et introduisant les paysans dans un nouveau système économique.

L'action des ONG entre généralement dans le cadre des politiques définies au niveau national et international : *lutte contre la pauvreté, santé pour tous en l'an 2000, lutte contre l'analphabétisme, accès à l'eau potable,*

lutte contre la désertification. Sur le terrain, ces thèmes sont rarement appliqués de façon concomitante en vue d'un développement total.

Avec la mondialisation, la définition de ces thèmes vise des intérêts d'uniformisation à l'échelle de la planète. Mais plus le diagnostic est global, plus il a de chance de s'éloigner des besoins réels des petites entités comme nos villages. Cette situation est d'autant plus grave lorsqu'il s'agit de problèmes plus spécifiques aux pays du Nord vivant des réalités tout autres. Mais les masses d'argent importantes qui sont injectées dans ces programmes de lutte par les bailleurs de fonds, guident les choix d'intervention des gouvernements et des ONG même si les masses rurales ne comprennent pas toujours l'utilité des actions entreprises. L'enjeu économique est souvent important dans l'adhésion des pays sous-développés aux programmes internationaux de développement.

Dans le cas que nous avons étudié, le «Programme Tambacounda» ou projet OFADEC s'inscrit dans le cadre de la politique d'auto-suffisance alimentaire. Les buts visés par les ONG canadiennes et l'OFADEC étaient principalement d'ordre économique. Si durant l'encadrement des populations rurales de Missirah, tous les autres domaines ont été pris en compte par les encadreurs, (santé, éducation, développement communautaire...), seul le développement économique a été intériorisé et pris en compte par les populations rurales après le départ de ces ONG.

Lorsqu'on dit donc du projet OFADEC qu'il a réussi, c'est par rapport à cet objectif qu'il s'est fixé de rendre les paysans financièrement autonomes. Mais à quoi servirait un développement économique, s'il n'était pas le point de départ d'un développement plus global de toute la vie sociale ?

Dans le village de Saal par exemple, malgré l'augmentation des revenus agricoles, les femmes se plaignent encore qu'elles passent trop de temps pour chercher de l'eau, car un seul puits existe dans le village. Aucune action n'a été entreprise pour sécuriser davantage la consommation en eau potable. La case de santé qui existait du temps de l'OFADEC est longtemps restée dans un état peu propice à la prise en charge des malades. Concernant l'éducation des enfants, il existe une école publique à cycles incomplets dont la qualité de l'enseignement laisse à désirer. Face à cela les parents préfèrent payer la scolarité à leurs enfants pour qu'ils aillent étudier dans le village voisin de Nguène. Mais aucune solution n'a été envisagée par ceux-ci pour créer au sein de leur village les conditions pour un enseignement de qualité.

Il serait temps sans doute, que les organismes d'encadrement se mettent à cultiver chez les populations en général et les populations rurales en particulier, une culture du développement et que celles-ci puissent nourrir un projet de société qui leur soit propre et s'atteler à sa construction.

Le danger de cette situation que nous avons constatée, serait la montée de l'individualisme au sein du village : chacun prenant en charge ses propres besoins. Mais qu'elle soit organique ou mécanique (selon les termes de Durkheim), la solidarité est un élément fondamental de la communauté.

Nous avons articulé notre étude en trois grandes parties.

- Le cadre théorique comprend l'analyse théorique dans un premier chapitre et la méthodologie et le cadre de l'étude dans un second chapitre. Ici il s'agissait de clarifier le concept de « changement social », d'énoncer la problématique et les hypothèses, et de présenter la méthodologie que nous avons suivie ainsi que notre terrain d'étude.

- La deuxième partie présente les résultats d'enquête avec trois chapitres qui traitent tour à tour de l'introduction de la banane à Missirah, des changements démographiques et des changements socio-économiques. Cette partie est la plus importante de toutes par le volume et le contenu, du fait qu'elle concentre l'essentiel des données que nous avons recueillies.
- La troisième partie est un effort d'analyse et d'interprétation des données présentées dans la seconde partie du travail. Nous avons analysé au chapitre VII les différents changements, alors que dans le chapitre VIII, nous avons tenté d'apporter une réponse définitive à notre question de recherche et vérifier la validité de nos hypothèses principales.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

PREMIERE PARTIE

CADRE THEORIQUE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre I. ANALYSE THEORIQUE

INTRODUCTION PARTIELLE

Au Sénégal, comme dans la majeure partie des pays africains, l'exode rural prend des dimensions inquiétantes. Les campagnes sont désertées au profit des villes vu l'extrême pauvreté des paysans. Touchée par l'analphabétisme, la sécheresse, la pauvreté, la famine durant les périodes de soudure, cette importante masse de la population sénégalaise est mise en marge des décisions politiques et économiques du pays. Devant cette situation, la seule réaction est de partir. Les jeunes et les moins jeunes, hommes et femmes s'exilent dans les grandes villes pour tenter de faire fortune.

Pourtant Dakar et les grands centres urbains ne sont pas les seuls points de mire de ces populations migrantes. Depuis près de deux décennies, la région de Tambacounda accueille des immigrés à la recherche de travail. Dans l'arrondissement de Missirah, la culture de la banane initiée par l'OFADEC a eu des échos au-delà de la région et draine beaucoup de monde. Nous nous sommes donc posée la question de savoir quelle relation existait entre la culture de la banane et les flux migratoires se déversant dans l'arrondissement de Missirah ?

Cette culture semble être le moteur d'un changement dans la vie des populations rurales et il ressort de nos lectures, que les revenus importants qu'elle génère, exercent un grand attrait sur les populations, qu'elles soient rurales ou urbaines. Jean Menaug dans son ouvrage *Planteurs et Plantations*

*de Banane en Guadeloupe. Type d'agriculture commerciale*¹, parle de colonisation de régions entières spécialisées dans cette culture. Ces régions dans lesquelles le niveau de vie des planteurs augmente considérablement par rapport à celui des autres agriculteurs, reçoivent d'importantes vagues de migration. L'acquisition de biens d'équipement, l'amélioration du logement ainsi que les types de produits consommés, témoignent du mieux-être des planteurs.

Cependant, des inégalités sociales apparaissent et l'on peut voir d'un côté, de riches planteurs avec de grandes superficies et employant un grand nombre d'ouvriers agricoles et de l'autre, de pauvres paysans exploitant de minuscules lopins de terre avec une fortune rudement soumise aux aléas du marché international et aux catastrophes naturelles telles que les typhons. Entre ces deux extrêmes, il existe quand même une classe intermédiaire de producteurs moyennement riches.

Le même phénomène se rencontre au Gabon selon Yawo-Ganyo Galley². Les campagnes gabonaises se déversent habituellement dans les centres urbains. Mais depuis que la banane plantain est devenue une culture commerciale dans la région de l'Orembo-Nkomi, celle-ci attire beaucoup de monde. Grâce à l'immigration qui a doté cette région (faiblement peuplée) de travailleurs, et grâce au soutien logistique de l'Etat, la culture bananière s'est développée et a entraîné l'essor de l'économie régionale.

« La volonté obstinée des planteurs de faire rapidement fortune, leur a permis à la fois de se débarrasser du complexe de travailleurs manuels et de faire preuve d'une véritable mentalité pionnière »³.

¹ Jean Menaue. *Planteurs et Plantations de banane en Guadeloupe. Type d'agriculture commerciale*. Talence. Centre d'étude de géographie tropicale, centre national de documentation des départements d'outre-mer. Thèse 3^{ème} cycle, Bordeaux 1974. 276p.

² Yawo-Ganyo Galley. Le Bananier Plantain : une culture commerciale au Fernan-Vaz. In *Muntu* n°6, pp.153-169.

³ op. cit., p.169.

Ces études montrent donc que les migrations de travail ne se font pas forcément en direction de la ville, mais vers tous les foyers susceptibles de transformer la vie du migrant et de lui procurer des revenus substantiels. Ainsi, développer certaines zones rurales permettrait de fixer les populations et de désengorger les villes.

Cette étude aura donc pour objet de voir les divers changements imputables à la culture de la banane dans l'arrondissement de Missirah.

Section I - Problématique

A - Définition du concept de « changement social »

Le changement défini littéralement signifie modification, évolution, transformation, il fait référence au passage d'un état à un autre. Il peut se réaliser à des degrés différents, allant d'une modification simple et partielle à une mutation totale ou métamorphose. On parle de « changement social » lorsqu'il se rattache à une société ou à un groupe social quelconque. Pour comprendre ce concept et le définir, nous ferons appel à Auguste Comte, Michel Crozier et Guy Rocher.

Comte explique le changement qui s'opère dans les sociétés par l'existence de lois. Toutes les sociétés changent et l'humanité passe nécessairement par ces trois stades de développement : l'état théologique fait de superstition, l'état métaphysique qui est le stade de la rationalité et l'état positif qui lie le réel et la pensée. Il classe les différentes sociétés selon cette typologie de la loi des trois états⁴.

Comte reste attaché aux notions de statique et dynamique. La sociologie de la statique lui permet de connaître les lois et principes de la

⁴ Jean-Pierre Durand et Robert Weil. *Sociologie contemporaine*, Paris, Vigot, 1984, 644p.

société, alors que la sociologie de la dynamique fait l'étude des variations et mouvements conduisant la société au changement. Il a donc une conception déterministe et évolutionniste du changement social qui s'explique par la nature même des choses et suit un même itinéraire quelle que soit la société.

Crozier refuse que le changement des sociétés soit lié à cette évolution de l'humanité ainsi qu'à des lois (rapports nécessaires dérivant de la nature des choses). Mais en concevant le changement en terme de système⁵, il reconnaît implicitement la nature changeante de la société. En effet, le système se définit par rapport à trois propriétés. Il est une totalité où chaque partie est en relation avec le tout, il s'auto régule par des mécanismes de maintien de l'équilibre, enfin il se transforme pour s'enrichir ou se conserver.

Il faut cependant reconnaître que ces transformations « naturelles » ne bouleversent pas le système, mais s'opèrent dans une certaine limite afin de lui laisser ses propriétés fondamentales. Le changement qui découle de ces transformations, Crozier ne le considère pas comme social, car pour lui le changement social est une rupture et non un changement d'équilibre.

Le changement social n'est ni une étape logique d'un développement humain inéluctable, ni l'opposition d'un modèle d'organisation meilleur parce que plus rationnel, ni même le résultat naturel de lutte entre les hommes et de leur rapport de force ; il est d'abord la transformation d'un système d'action⁶.

Le changement social n'est pas une étape logique d'un développement humain inéluctable. Par cette affirmation, Crozier rejette l'explication déterministe de Comte qui lie le changement à la progression et à la destinée

⁵ (...) En d'autres termes, tout comme la décision, le changement est systémique, c'est-à-dire contingent au système d'action qui l'élabore et auquel il s'applique '' M. Crozier, E. Friedberg, *L'acteur et le Système*, Paris. Seuil 1977, p.333. In Durand et Weil 1989, p.133.

⁶ Crozier et Friedberg, *L'acteur et le Système*. Paris . Seuil 1977, Point 1981, p.383.

de l'humanité. Le changement social n'est pas non plus un modèle d'organisation sociale meilleur parce que plus rationnel. Les fonctionnalistes (Parsons en l'occurrence) considèrent que le système social se transforme en vue d'une meilleure adaptation⁷. Pour Crozier, le progrès technique ne conduit pas au changement social. De même que la lutte des classes n'entraîne pas un changement de structure. En cela, il remet en cause les théories marxistes.

Dans la tradition marxiste, les affrontements, entre des classes sociales ayant des intérêts divergents, provoquent le changement en modifiant les rapports d'autorité (Dahrendorf) ou en faisant passer la propriété des moyens de production d'une classe à l'autre (Marx)⁸.

Après avoir rejeté ces différentes théories, Crozier définit le changement social comme la transformation d'un système d'action. Il considère le système d'action concret comme la structure où se déroule l'action. En d'autres termes il y a changement social lorsque les transformations s'opèrent au niveau de la structure de l'action sociale. Ces transformations étant introduites de l'intérieur par les acteurs eux-mêmes modifient l'action collective. Ce qui rend possible ce changement, c'est la stratégie de l'acteur qui lui procure une certaine marge de liberté malgré les contraintes exercées par la société. Crozier reconnaît donc les déterminants sociétaux et systémiques, mais limite leurs effets sur l'acteur en insistant sur les notions d'incertitude et de stratégie pour rendre possible le changement⁹.

⁷ "Cette formulation quelque peu hybride [le changement évolutionnaire] pour désigner l'évolution sociale et/ou le changement social a été forgée par Parsons lui-même. Elle repose sur une perspective évolutionniste que l'auteur assied sur un facteur directionnel, celui du progrès de la capacité adaptative généralisée." Durand et Weil, 1989, p.101.

⁸ Durand et Weil, 1989, p.282.

⁹ M. Grawitz. Méthodes des Sciences Sociales. Paris. Dalloz 1990. 1140p.. p.185.

Ce qui leur est reproché, c'est de n'avoir pas tenu compte des idées, des représentations et de la culture de l'acteur.

Guy Rocher quant à lui, rejoint cette position individualiste de Crozier en mettant en exergue le rôle de l'acteur dans le changement d'une société. Le changement social est pour lui une action historique de certains acteurs ou groupes à l'intérieur d'une même collectivité. Une fois de plus, l'on considère que le changement se déroule dans la collectivité et est impulsé de l'intérieur par un membre de cette collectivité. Guy Rocher qualifie l'action transformatrice d'historique : ce n'est donc pas une action isolée dans le temps, événementielle ou accidentelle, sans suite ni répercussion sur la vie du groupe. L'action historique doit transformer les modes de vie, les représentations ou l'univers mental de tout le groupe. En cela, le changement est collectif, car affectant tout le groupe. Par rapport à cet auteur soutenant que le changement est un phénomène collectif induit par un acteur concret, la question est de savoir comment celui-ci a pu, au-delà des représentations collectives et des déterminants socioculturels, (normes, valeurs, contraintes sociales...) connaître l'innovation et l'introduire de façon historique dans la vie du groupe.

Le débat s'ouvre au niveau de la nature du changement social. Changement qui peut être endogène ou exogène, c'est-à-dire provoqué des éléments internes ou externes à la structure ou à l'entité changeante.

Avant de nous impliquer dans ce débat, nous tenterons une première définition du concept à la lumière de ces quelques auteurs, en attendant que la réalité du terrain nous en donne une plus large connaissance. D'abord essayons de voir les caractéristiques sans lesquelles le changement social n'est pas. La transformation du champ de l'action collective en est une. Cette

transformation doit être durable et repérable dans le temps à travers le changement des modes de vie ou de l'univers mental de la collectivité. Le changement social n'éradique pas l'ancienne structure, mais la nouvelle se construit à partir de l'ancienne. Enfin, il n'est pas un phénomène allant de soi, mais provoqué par un acteur ou un groupe d'acteurs (nous ne nous prononçons pas encore sur le fait que cet acteur appartienne ou non à la structure sociale en question).

Nous dirons donc que le changement social est la transformation de la structure sociale et des mécanismes de régulation de celle-ci grâce à l'action innovante d'un acteur. Cette transformation est repérable dans les modes de vie et l'univers mental d'une collectivité ou d'une Société.

B – Etat des savoirs

Après avoir défini le changement social nous pouvons revenir à cette question causale : comment se fait le changement, est-il dû à des facteurs exogènes ou endogènes ? L'acteur responsable du changement est-il un individu, un groupe ou la société elle-même ; pose-t-elle l'action transformatrice de façon consciente ou inconsciente ; quels sont les voies et moyens qu'il utilise pour atteindre le changement ? Voilà autant de questions qui peuvent aider à mieux cerner ce phénomène afin de le reconnaître de façon pratique et théorique. Plusieurs théoriciens ont essayé de cerner les facteurs explicatifs du changement social.

Durand et Weil citent le facteur démographique comme cause du changement social. On rencontre avec Durkheim l'idée que la croissance démographique est à l'origine du changement. Dans la sociologie du développement, ce facteur est mis en première place dans l'analyse des phénomènes tels que l'exode rural, la sous-nutrition et l'urbanisation. Pour

Riesman, la modification du rapport entre taux de natalité et taux de mortalité oriente l'évolution des mentalités. Dans *La Foule Solitaire*, il distingue trois types de sociétés correspondant respectivement aux phases de stabilité démographique, de croissance démographique transitoire et au déclin démographique¹⁰. A la première phase caractérisée par une forte mortalité compensant une forte natalité, Riesman fait correspondre une société de subsistance marquée par l'importance de la famille et la faiblesse du changement. Il désigne par le terme de « détermination traditionnelle », la conformité conventionnelle qui prévaut.

Dans la seconde phase, la mortalité diminue : c'est la croissance démographique transitoire. Elle coïncide avec l'apparition d'un caractère « intro-déterminé » chez l'individu, « *la source de la détermination est 'intérieure', en ce sens qu'elle est inculquée très tôt par les aînés et orientée vers des buts généraux, mais néanmoins inévitables.* »¹¹

Dans la dernière phase où la baisse de la natalité a rattrapé la baisse de la mortalité, les individus ont un caractère « extro-déterminé ».

*Les buts que l'individu extro-déterminé se fixe varie avec et selon cette influence ; seul l'effort en tant qu'attitude et l'attention constamment accordée aux réactions d'autrui persistent sans changement durant toute l'existence.*¹²

Selon Durand et Weil, l'extro-déterminé désire plus être aimé, qu'estimé. Son comportement et son attitude sont orientés en vue de garder le contact avec ses contemporains et cela, de façon directe ou par la médiation des communications de masse.

¹⁰ Durand et Weil, 1989, p.279.

¹¹ D. Riesman. *La Foule Solitaire*. Paris. Arthaud, 1964. 381p. (1952). in Durand et Weil (1989). p.279.

¹² Op. cit., p.279.

Pour Ester Boserup¹³ la pression du peuplement influence l'innovation technique. Par exemple le passage d'un système de longue jachère à un système de courte jachère s'explique par l'augmentation de la population sur un même espace. Enfin l'utilisation du terme « pression » démographique révèle que l'augmentation de la population est dans plusieurs cas non désirée : elle pose de nouveaux problèmes d'ordre économique. Cette situation appelle donc un effort de réflexion de la part des autorités politiques pour planifier les ressources en rapport avec la population existante. Mais est-ce que ces nouvelles politiques suffisent à elles seules pour parler de changement social ? Certainement pas.

Analysons ce facteur à partir des questions que nous nous sommes posée précédemment . Si la démographie est un facteur de changement social, provoque-t-elle un changement exogène ou endogène ? Nous serions tentée de répondre qu'il s'agit d'un facteur exclusivement endogène, car c'est cette population, objet de son étude, qui est l'élément constitutif de la société. Mais en réalité, s'il est vrai que la démographie étudie les populations humaines (ensemble de personnes occupant une même aire géographique et ayant des caractéristiques communes qui les distinguent d'autres ensembles) , il est tout aussi vrai qu'aucune population (hormis quelques groupes isolés) n'est fermée sur elle-même et l'on peut voir en leur sein plusieurs peuples différents (ensemble de personnes ayant des caractéristiques socioculturelles communes).

La société est donc composée de populations autochtones (ou de souche) et de populations étrangères (ou immigrées). L'évènement

¹³ Ester Boserup. *Evolution Agricole et pression démographique* (1970), in Gilles Ferréol (direction). *Dictionnaire de Sociologie*. Paris. Armand Colin. 1991, 1995, 315p., p.18.

démographique peut être provoqué par les premières comme par les secondes ou par les deux à la fois. C'est à partir de là que nous pouvons dire si la pression démographique est un facteur exogène ou endogène. Prenons l'exemple des pays développés où le taux de natalité décroît, entraînant le vieillissement de la population. Les groupes immigrés y jouent généralement un rôle important dans le renouvellement de la population. En ce moment, une analyse sociologique ne peut considérer de la même façon ce renouvellement lié à la population immigrée et un autre qui serait le fait de la population de souche. Même si ces deux groupes partagent le même habitat, les considérations socioculturelles en font des phénomènes socio-démographiques distincts. L'on considérera donc l'un comme un facteur endogène et l'autre comme un facteur exogène. Le facteur démographique peut donc être considéré comme endogène mais aussi comme endogène et exogène à la fois.

La deuxième question que nous nous sommes posée concernant la démographie est la suivante : le facteur de changement est-il lié à une action individuelle ou collective ? La pression démographique fortement liée à la natalité appelle un comportement généralisé . Si un seul acteur ou un seul groupe d'acteurs a un fort taux de fécondité, cela ne se répercutera pas sur l'évolution de la population. Mais si par exemple c'est le gouvernement d'un Etat qui définit une politique pour encourager les naissances, il s'ensuivra probablement une évolution nette de la population. En effet, des moyens seront mis en œuvre pour que toute la population se mobilise en vue d'atteindre cet objectif. La pression démographique est donc une action collective en ce sens qu'elle dépend du comportement de toute la population . Si ce gouvernement définissait une politique sans que la population y adhère, il n'y aurait jamais de changement.

La troisième question à laquelle nous tenterons de répondre pour mieux cerner ce facteur est la suivante : la pression démographique constitue-t-elle en elle-même le changement social ou l'est-elle par les effets qu'elle provoque ? Revenons à la définition que nous avons donnée du concept de « changement social » la pression démographique est un phénomène durable car elle n'apparaît généralement qu'au terme d'un long processus. Elle est profonde en ce sens qu'elle atteint la structure de la population dans ses caractéristiques fondamentales et ses mécanismes de régulation. Elle est aussi repérable à travers ses effets induits. Par rapport au mode de vie de la société référons-nous à Boserup qui donne l'exemple du passage d'un système de longue jachère à un système de jachère courte. De multiples stratégies de survie apparaissent au niveau de toutes les couches sociales. Riesman quant à lui se réfère aux effets sur les représentations mentales : dès l'instant où la croissance démographique est forte, les individus ont un caractère « introdéterminé », façonné par les aînés et orienté vers des buts.

Après l'étude du facteur démographique Durand et Weil ont identifié le progrès technique comme facteur de changement social. Mais l'enchaînement causal n'est pas toujours évident et certains comme Boudon¹⁴ doutent que l'on puisse en tirer des lois conditionnelles telles que si A est présent, alors on a B : une même cause n'a pas toujours les mêmes effets, pense-t-il et la combinaison des facteurs de changement n'est pas unique. Mais le progrès technique vu comme innovation, permet à Touraine et Reynaud¹⁵ de constater que l'introduction de nouvelles machines (les laminoirs) engendre un nouveau mode de vie pour les salariés et modifie l'organisation du travail (en diminuant le rôle des contre-maîtres et en augmentant celui des bureaux d'études).

¹⁴ Durand et Weil. 1989. p.18.

¹⁵ Op. cit.. p.18.

Dans *Le Changement Social*, Mendras et Forse¹⁶ font observer que l'introduction du maïs hybride au Béarn, a bouleversé le système d'exploitation et la société villageoise. En nécessitant de l'engrais, cette nouvelle culture pousse les agriculteurs à se procurer de l'argent ; donc à sortir du cycle de l'autoconsommation pour entrer dans celui du marché. Le changement qui en découle peut être qualifié d'exogène, car introduit par le ministère de l'agriculture. D'autres positions confortent celle-ci, comme celle de Marx qui considère la technologie comme une variable déterminante. *Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain, le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel.* Cette phrase de K. Marx (tirée de la *Misère de la philosophie*) citée par Durand et Weil (1989, p.280), nous montre l'importance du progrès technique dans l'explication du changement social. Mais il considère plus encore les rapports de production et la lutte des classes comme le fondement de l'histoire et de l'édifice social¹⁷. Lewis Mumford lie le développement historique à celui des techniques. Il distingue trois phases de l'histoire en rapport avec l'évolution de la machine. La phase dite écotechnique va de l'an 1000 à 1750. Elle est un complexe de l'eau et du bois. L'industrie, encore au stade de l'artisanat est en connection étroite avec l'agriculture. La phase paléotechnique dure de l'an 1750 à 1920. Elle fut dominée par l'usage du charbon et du fer dans l'industrie.

*La fumée du charbon était l'essence même de la nouvelle industrie.
Un ciel clair dans une région industrielle était le signe d'une grève,
d'un lock-out ou d'une crise industrielle.*¹⁸

Enfin la phase néo-technique est celle qui hérite de toutes les inventions depuis 1850 (électricité, moteur à combustion interne, téléphone, phonographe, cinéma).

¹⁶ Mendras et Forse. *Le Changement social* (1983, p.86). In Gilles Ferréol 1995, p.19.

¹⁷ Op. cit., p.280.

Henri Janne fait précéder ces trois phases de l'ère lithotechnique, à outillage archaïque et économie de subsistance caractérisé par le volume limité des échanges et de l'ère anthropotechnique avec usage des métaux et « domestication » de l'homme (l'esclavage).

Devrait-on considérer ce facteur comme exogène ou endogène ? Qu'il s'agisse d'une nouvelle connaissance ou d'un élément nouveau (machine), le progrès technique peut venir de l'intérieur comme de l'extérieur : c'est-à-dire que l'acteur responsable de son introduction peut ne pas appartenir à la société dans laquelle il l'applique. Selon le cas, il produira un changement exogène ou endogène. Nous pouvons citer l'exemple de l'industrialisation de la société occidentale du 18^e siècle comme changement endogène, car les acteurs du progrès scientifique et technique étaient issus de cette société même. Par contre les transferts de technologies direction Nord/Sud sont l'exemple type d'un changement exogène auquel on assiste aujourd'hui en Afrique. Les « paquets technologiques » appliqués dans les sociétés agraires sans adaptation préalable, offrent souvent un type de développement exogène, si toutefois il réussissent à s'implanter tels qu'ils sont sans être démantelés.

Si généralement, l'innovation est l'œuvre d'acteurs isolés (chercheurs, techniciens), sa diffusion et sa vulgarisation au niveau des masses populaires dépendent de groupes d'acteurs ayant une plus grande influence politico-sociale (gouvernements, ONG, « développeurs » etc.). Mais tout comme le facteur démographique, la phase finale et définitive du changement est entre les mains des populations. C'est de l'adoption ou du rejet de cette technologie que dépendra le changement.

¹⁸ Lewis Mumford, 1950, p.157. In Durand et Weil, 1989, p.280.

Toutefois l'adoption de cette technologie ou technique nouvelle ne rime pas toujours avec changement social, car les effets de celle-ci n'affectent pas toujours de façon profonde le système social. Et elle peut ne pas être perçue comme une révolution, mais simplement entraîner une plus grande productivité. De plus, ces effets ne sont pas toujours positifs ni contrôlables ; bref elle peut engendrer des dysfonctions. Le terme de "progrès" devrait donc être reconsidéré car une innovation technique ne produit pas toujours un plus grand bien pour la société qui l'intègre. Au niveau des progrès techniques entraînant réellement le changement social, la relation causale devrait être analysée avec plus d'acuité, car il s'agit souvent d'effets cumulés de plusieurs variables. L'on peut introduire une même innovation dans plusieurs groupes sociaux et avoir des résultats totalement différents quant à son degré d'intégration dans le système économique-social et les transformations qu'elle y introduit. Le degré de causalité est fonction du système qui l'intègre.

A la liste des causes du changement dans une société Durand et Weil choisissent de joindre les valeurs culturelles. Dans cette rubrique, l'apport de Max Weber¹⁹ est incontestable. En effet, dans *L'Éthique Protestante et l'Esprit du Capitalisme*, il montre clairement le rôle de ces variables. La combinaison des valeurs morales du protestantisme et des comportements puritains, a conduit à la mise en place d'un nouveau système économique : le capitalisme. La reconnaissance du prêt à intérêt et de l'enrichissement (comme preuve de l'élection de Dieu) à partir de la Réforme protestante de 1517, ont été un terrain favorable au développement du capitalisme. *L'esprit de la vie économique moderne sera mis en relation avec 'l'éthique rationnelle du protestantisme ascétique'*.²⁰ De même pour T. Parsons, les transformations

¹⁹ Gilles Ferréol, 1995, p.19.

²⁰ Max weber 1967, p.11, in Durand et Weil, 1989, p.63.

des valeurs et la modification des modèles conduisent au changement social. Car le sous-système culturel contrôle le système général (selon le modèle cybernétique, l'information prime sur l'énergie) parce qu'étant plus riche en information. Dans cette théorie parsonienne de l'évolution sociale, le changement à long terme s'explique aussi par le principe biologique de la différenciation-segmentation des éléments, des conditions de succès et de l'adaptation.²¹

Mais les processus de différenciation et d'amélioration adaptative, relèvent des sous-systèmes politique et économique à faible information et forte énergie : ce qui augmente le conditionnement et par conséquent expliquerait mieux l'intégration sociale que le changement social.²²

Dans les théories du développement, les mœurs et coutumes sont analysées par rapport à la résistance au changement et aux transformations des sociétés traditionnelles.²³

Pour en venir aux types de changements que provoquent les mœurs et coutumes, nous disons qu'ils peuvent être exogènes et/ou endogènes. Dans le premier cas, le choc des cultures entraînant souvent l'intégration de valeurs étrangères peut aboutir à des transformations inattendues et profondes dans la société réceptrice. Plusieurs facteurs comme l'école, le cinéma, etc., ont participé à l'acculturation des sociétés traditionnelles africaines, par l'introduction de nouvelles valeurs culturelles. Celles-ci ne viennent pas tout le temps de l'extérieur. Elles peuvent être en latence dans la société même mais contenues par certains interdits et règles morales, c'est l'apparition de conditions favorables qui les fait éclater au grand jour et devenir une

²¹ Durand et Weil 1989, p.102.

²² Op. cit., p.281.

²³ Gilles Ferréol, 1995, p.19.

référence pour tout le monde. Que cache aujourd'hui le terme « débrouille » devenu un leitmotiv pour tous les chômeurs et même certains fonctionnaires de la classe moyenne ? Un nouveau comportement de lutte anti-crise est né, légitimé par la société elle-même qui érige en valeurs des principes autrefois prohibés. Pour survivre dans un contexte de crise économique, le non-respect des lois et du bien public sont devenus chose courante et tolérée.

On remarque que les valeurs culturelles ne sont pas des réalités du même ordre que les innovations techniques et de fait, elles réalisent le changement d'une façon tout à fait différente. Si l'innovation technique est une nouvelle façon d'agir qui transforme la structure ou le système dans lequel on l'applique, la valeur culturelle elle, préside et guide l'action individuelle et surtout collective : c'est elle qui lui donne sens et la sanctionne.

Autrement dit, introduire une nouvelle valeur dans une collectivité, reviendrait à élargir le champ d'action des membres de cette collectivité. Car celle-ci devient une référence pour un nouveau type de comportements que l'acteur n'arrivait pas à extérioriser faute de significations. En effet, celui-ci peut user d'une certaine liberté pour penser et agir en marge des modèles et représentations collectives. Mais cela ne va pas sans risque de se voir marginaliser ou sanctionner d'une façon ou d'une autre par son groupe d'appartenance. La possibilité du changement peut aussi être envisagée avec cette augmentation de la liberté d'action. Si cette analyse paraît évidente, elle ne l'est qu'à un niveau théorique.

D'un point de vue purement pratique, plusieurs critères président à l'adoption d'une nouvelle valeur par une société et à son appropriation par chacun de ses membres. D'abord toutes n'ont pas la même importance quant

au maintien de la cohésion sociale et de l'intégration des membres de la société. Ensuite, l'acteur peut développer plusieurs attitudes face à cette nouvelle valeur : le rejet, l'adhésion extrinsèque ou l'adhésion intrinsèque. Ce dernier dresse une certaine classification entre plusieurs valeurs qui lui sont proposées. Les critères de choix sont généralement arbitraires et relèvent des principes personnels de l'acteur : ils peuvent être conscients ou inconscients. Si la coexistence entre certaines valeurs est possible, d'autres sont contradictoires et mutuellement exclusives ; il existe des cas où la référence et/ou le choix d'une valeur, entraînent immédiatement le rejet de l'autre.

Par exemple, on constate que « l'homo oeconomicus » n'est pas simplement un être rationnel, mais est doublé d'un être social. Quand il décide de consommer tel ou tel bien, cette décision est guidée non seulement par la raison (qui veut qu'il choisisse celui qui lui procurera une plus grande « utilité marginale »), mais aussi par d'autres référents comme la religion, la coutume dont les valeurs peuvent être contradictoires avec celles plus rationnelles de l'économie. Si le bien qui lui procure le plus d'utilité est frappé d'interdits par la coutume ou la religion et que les valeurs culturelles ont plus d'importance à ses yeux, sa décision portera sur un autre qui lui procurera pourtant moins de satisfaction.

Les valeurs culturelles comme soubassement de l'action individuelle et collective, sont bien des facteurs de changement social. Toutefois, la relation de causalité reste très complexe surtout s'agissant d'un changement de type endogène. Une valeur nouvellement introduite n'est donc pas forcément porteuse de changement. Car son action peut être limitée vu tous les facteurs précédemment cités.

Le quatrième et dernier facteur que Durand et Weil considèrent comme cause du changement social est l'idéologie. Celle-ci agit au niveau des catégories sociales en faveur d'une action transformatrice.. Et L. Althusser la définit comme *une «représentation» du rapport imaginaire des individus à leurs conditions réelles d'existence.*²⁴ Pour P. Ansart, celle-ci a pour rôle

*de désigner à grands traits le sens véritable des actions collectives, de dresser le modèle de la société légitime et de son organisation, d'indiquer simultanément les détenteurs légitimes de l'autorité, les fins que doit se proposer la communauté et les moyens d'y parvenir.*²⁵

Des auteurs comme Lénine et Althusser soutiennent qu'elle est une arme dans la lutte des classes. Geertz²⁶ insiste sur le fait qu'elle est un « acte symbolique » destiné à déclencher un processus de mobilisation. Pour Touraine (dans *Production de la société*, 1973) l'idéologie oppose les catégories sociales en instaurant entre elles un dialogue conflictuel. Il pense que l'acteur de classe identifiait les orientations de la société à ses valeurs propres et à ses intérêts. S'il combat l'adversaire, c'est parce qu'il le considère comme ennemi de ces valeurs. On remarque par rapport à tous ces développements, que le changement se fait par l'intermédiaire du conflit ou de la lutte sociale. Lénine considère l'idéologie comme une arme dans la lutte des classes ; Geertz comme un symbole pour la mobilisation ; et Touraine en fait une source de dialogue conflictuel entre catégories sociales opposées. Mais cette médiatisation du changement par la lutte sociale pose problème. Certains auteurs comme Crozier réfutent l'idée que le changement social puisse découler de la lutte des classes. Celle-ci modifie une situation sociale,

²⁴ L. Althusser, 1976, p.101, in Durand et Weil 1989, p.282.

²⁵ P. Ansart, 1977, p.36, in Durand et Weil, 1989, p.282.

²⁶ G. Ferréol, 1995, p.20.

mais ne remet pas fondamentalement en cause l'organisation de la structure de la société.

Mais R. Dahrendorf²⁷ défend l'idée selon laquelle la lutte est un facteur de changement social, en expliquant que lorsque les conflits d'autorité sont globaux, ils modifient réellement la structure de la société dans son ensemble. Nous pouvons à ce titre, opposer la Révolution Française à la Réforme Britannique : la première étant symbole d'un changement radical, alors que la seconde incarne la conciliation entre un système politique ancien et une situation économique nouvelle. Pendant que la Bourgeoisie française réclame et confisque la totalité du pouvoir politique, la bourgeoisie britannique choisit la continuité et ne demande qu'une partie de ce pouvoir.

L'idéologie est un ensemble d'idées proposé à un groupe et qui traduit une situation historique. Elle peut se limiter à orienter le regard des membres du groupe sur autrui et sur eux-mêmes, donnant une certaine description de la réalité des faits. Mais elle peut tout autant être prescriptive et déterminer l'agir des membres de ce groupe. Dans ce cas, elle réalise le changement en justifiant l'action collective comme pour les valeurs culturelles.

Pour résumer l'état des savoirs sur les théories du changement social, Boudon²⁸ a classé les différentes recherches en quatre groupes : les premières étudient les tendances du changement social, les secondes cherchent à déterminer des lois conditionnelles et structurelles et les troisièmes étudient les formes que prend le changement social. Les quatrièmes sur lesquelles nous avons davantage mis l'accent sont celles qui s'intéressent aux causes efficientes du changement.

²⁷ Durand et Weil, 1989, p.229.

²⁸ Boudon R. – *La place du désordre. Critique des théories du changement social*, Paris, P.U.F. 1984, p.31, In Ferréol G. 1995, p.23.

Les facteurs explicatifs du changement social, étudiés par les différents auteurs ne correspondent guère à la « Production Agricole » que nous avons choisi pour expliquer le changement à Missirah. Mais l'étude de Mendras et Forsé sur le maïs hybride au Béarn, se rapproche quelque peu de notre problématique, car ses conclusions montrent que cette innovation a transformé la structure économique du village dans lequel elle fut introduite. Ce qui nous a permis de mieux orienter notre problématique et nos hypothèses de recherche.

C – Enoncé du problème de recherche

Nous avons cité quatre principaux vecteurs du changement social qui sont la pression démographique, le progrès technique, les valeurs culturelles et l'idéologie. Il en existe d'autres mais dans notre cas de figure, nous avons choisi d'expliquer le changement social par la production agricole.

En effet, le type de changement que nous cherchons à étudier dans l'arrondissement de Missirah a comme principaux acteurs les agents de l'OFADDEC (Office Africain pour le Développement et la Coopération) appuyés par des bailleurs de fonds étrangers que sont les ONG Canadiennes : l'Office Catholique Canadien pour le Développement et la Paix (O.C.C.D.P) et l'Agence Canadienne de Développement International (A.C.D.I). A partir de 1977, ils mirent en route un programme de développement des populations paysannes riveraines du fleuve Gambie. Dix villages furent concernés : Wassadou, Bantantinty, Couлары, Médina Kouta, Koar, Faraba, Saal, Adiaff, Sankagne et Gnuène.

La culture de la banane fut utilisée comme stratégie pour établir un développement économique durable. Vingt ans après le démarrage de ce

programme l'on constate que la structure socio-économique et la structure démographique de ces villages diffèrent de beaucoup d'avec celles de la plupart des zones rurales de notre pays. Avec notre question de départ, nous avons cherché à saisir le rapport qui existait entre l'activité économique de ces villages, à savoir la culture de la banane et les flux migratoires qu'ils recevaient. Pour ce qui est de la question particulière de recherche, nous élargirons le champ de cette réflexion, car nous pensons que la culture de la banane et ses retombées économiques ne suffisent pas pour expliquer le phénomène de l'immigration.

Dans l'analyse et la recension des écrits, il ressort que le changement social ne dépend pas toujours d'un facteur unique, mais de la combinaison de plusieurs variables et de l'apparition de conditions favorables au niveau de la structure qui intègre le changement. La relation causale paraît évidente, mais en réalité, elle passe souvent par la médiation d'un autre facteur. Une même cause n'a pas toujours les mêmes effets, nous dit Boudon. La culture bananière représente une activité importante dans certaines contrées de la région de Ziguinchor et même de Kolda. Mais on n'y retrouve pas les mêmes conséquences démographiques qu'à Tambacounda, même si les retombées socio-économiques peuvent être comparables.

Il nous semble donc opportun d'intégrer à notre analyse, la notion de « structure » pour une meilleure compréhension du phénomène qu'est le changement social. Son importance réside dans le fait qu'en tant que champ de l'action collective, elle peut constituer un facteur de résistance au changement, ou alors le favoriser. Nous avons ainsi formulé notre question de recherche : «Quels changements la culture de la banane a-t-elle introduits dans les structures démographique et socio-économique des villages de Saal et Wassadou ?» Le but de cette étude est d'établir une relation fonctionnelle

entre le changement de la structure sociale des villages de Saal et Wassadou et une production agricole qu'est la banane. Les formes et la nature du changement étant fonction de la façon dont la banane fut introduite dans ces villages et s'y est développée.

A travers cette question, nous avons visé trois principaux objectifs :

- d'abord définir la nature des changements démographiques et socio-économiques ;
- ensuite étudier le type de relation qui existe entre ces trois facteurs que nous avons constatés : la culture de la banane/le développement économique/la migration ;
- ces deux objectifs atteints, nous pourrions montrer la relation causale entre le changement social et la production agricole qu'est la banane.

Le premier objectif est de faire voir les différents changements et transformations que l'on peut observer dans les villages de Saal et Wassadou. En effet, définir la nature des changements est une opération incontournable. Car cela permet de répertorier la plupart d'entre eux, d'étudier leurs causes directes et indirectes et de voir sous quelle forme ils se présentent. Nous avons choisi de limiter notre étude aux changements socio-économiques et démographiques car ils sont plus facilement observables du fait de leur ampleur et ont une part importante dans l'intelligence de la structure sociale globale. Nous considérons la période allant de 1977 (coïncidant avec les débuts du projet OFADEÇ) à 1997 (correspondant au moment de nos enquêtes de terrain). Ces éléments serviront à mesurer l'ampleur des conséquences de la culture de la banane dans ces villages.

Mais des transformations apparentes ne suffisent pas pour dire qu'il y a un changement social. Nous allons donc chercher à mesurer la profondeur de ces

changements en essayant de voir comment cette culture fut introduite dans la structure sociale de ces villages ; quel fût le contexte socio-économique en ce moment-là et quelles furent les conséquences immédiates de cette introduction de la banane dans une économie rurale. L'étude de la relation entre la culture de la banane, le développement économique et la migration est le second objectif de cette recherche.

Si nous avons choisi d'établir une relation causale entre la banane et le changement social alors que celui-ci aurait pu s'expliquer par d'autres facteurs endogènes ou exogènes, c'est qu'il existe une certaine corrélation entre les implications du développement de cette culture et certains types de transformations apparaissant dans la structure économique. Expliquer la relation causale entre le changement social et la banane, c'est reconnaître que celle-ci est antérieur au changement, qu'elle l'a provoqué ou du moins l'a orienté ou réorienté (si l'on considère que le changement est inhérent à toute structure sociale).

Section II. Hypothèse et opérationnalisation des concepts

A – Enoncée des hypothèses

En réponse à la question de recherche nous formulerons une première hypothèse générale et deux hypothèses secondaires.

Hypothèse principale : Dans les villages de Saal et Wassadou, le changement social s'est opéré grâce à la mise en place progressive d'une économie bananière.

1^{ère} hypothèse secondaire : Les changements de la structure démographique causés par la culture de la banane, concernent l'accroissement de la

population en faveur des hommes²⁹. Cet accroissement est lié à une forte migration qui entraîne un vieillissement de la population ainsi qu'une diversification des caractéristiques socioculturelles de la population.

2^{ème} hypothèse secondaire : Au niveau de la structure socio-économique, les revenus générés par cette culture ont permis l'amélioration des conditions de vie des producteurs ainsi qu'une plus grande intégration des jeunes, des femmes et des immigrants.

C'est vers l'analyse de différentes variables sociologiques économiques et démographiques que se tournera notre recherche.

B – Opérationnalisation des concepts

Certains concepts tels que le changement social, l'économie bananière, la structure démographique et la structure socio-économique, méritent d'être analysés pour une meilleure compréhension des hypothèses de recherche et une orientation définitive des travaux de terrain.

Nous avons déjà défini le concept de « changement social » comme la transformation profonde et durable d'une structure sociale, repérable dans les modes de vie et l'univers mentale d'une société. Pour que l'on puisse parler de changement social il faut qu'il y ait des transformations observables dans la structure sociale, que celles-ci aient une certaine durabilité et qu'elles soient un phénomène collectif. Elles doivent atteindre la structure sociale de façon profonde et être provoquées par un ou plusieurs acteurs.

²⁹ Dans cette évolution positive de la population, la croissance de la population masculine est plus importante que celle de la population féminine.

Nous étudierons dans les deux villages choisis, les transformations apparues dans les structures démographique et socio-économique entre 1977 et 1997. Nous verrons si elles sont provoquées de près ou de loin par l'activité économique qu'est la culture de la banane ; si elles concernent toute la population villageoise ou la majeure partie de celle-ci et si elles bouleversent le mode de vie ou la mentalité de ces populations.

Le second concept est l' « économie bananière ». Si nous avons jugé bon d'élaborer ce concept, c'était pour décrire une situation où le système social autant que le système économique serait subordonné à la production bananière. L'économie fait référence à la mobilisation et à l'organisation des ressources pour la production et la consommation de richesses. Nous avons adjoint à ce concept l'attribut « bananière » pour signifier que la production et la consommation de richesses dans les villages de Saal et Wassadou sont, dans une large mesure, liées à la culture de la banane. Dans l'hypothèse générale, nous affirmons qu'à un moment donné, toute la vie sociale de ces villages tournait autour de cette activité et c'est ce qui a rendu possible les transformations observées. Les indicateurs de ces concepts sont :

- le nombre de personnes occupées par cette activité ou qui vivent de cette activité ;
- la part des revenus liés à la banane dans l'ensemble des richesses produites ;
- l'amélioration du statut social de certaines catégories grâce à cette culture ;
- l'incidence des revenus liés à la banane sur l'organisation sociale des villages.

Quand nous parlons de la structure démographique nous faisons allusion à la répartition de la population selon certaines variables que sont

l'âge, le sexe, l'ethnie, la religion, la profession et même le lieu de provenance ou le niveau d'instruction.

Une population autochtone est plus homogène concernant les caractéristiques socio-démographiques et on peut prévoir son évolution dans le temps en connaissant certaines de ses constantes telles que le taux de natalité, de mortalité ou le taux de croissance naturelle. Mais quand les mouvements migratoires sont importants ils perturbent souvent les prévisions faites sur le rythme de croissance de la population. De plus les caractéristiques sociales deviennent plus homogènes vu les origines diverses des migrants.

Pour confirmer la première hypothèse secondaire, nous comparerons la structure de la population des années 77, 87 et 97 ; pour voir si l'évolution naturelle a été perturbée par les flux migratoires des travailleurs, nous nous intéresserons à la configuration actuelle des ménages : taille des ménages, liens de parenté entre les différents membres des ménages, lieu de provenance. Mais nous commencerons par décrire les différents mouvements de population qu'il y a eu dans les villages de Wassadou et de Saal. Des interviews en direction des populations immigrées nous permettront de connaître leur motivation, l'itinéraire suivi, leur lieu de provenance ainsi que leur intégration sociale au niveau des villages et leur insertion professionnelle dans les périmètres bananiers.

La structure socio-économique bénéficie d'attributs à la fois sociaux et économiques. Il s'agit de la relation entre le système économique et le système social. Nous chercherons à comprendre comment l'organisation du travail tournant autour de la production de la banane s'est intégrée au système social et l'a transformé. C'est cette imbrication entre les systèmes

économique et social que nous avons appelée, structure socio-économique. Nous pouvons repérer ses dimensions à travers le mode de vie, la santé et la formation des populations, les revenus et leur utilisation, l'organisation socio-professionnelle de la production.

Pour étudier les changements qui se sont opérés dans cette structure nous essaierons de voir les types de biens consommés, les investissements personnels ou collectifs dans les infrastructures de santé, d'éducation ou de formation des personnes, la part du revenu qui est consommée, celle qui est épargnée et celle qui est réinvestie dans la production ou dans un autre domaine.

Nous comparerons la situation présente avec les retombées socio-économiques de la culture de la banane, à la situation économique en 1977 avant le démarrage de cette production.

Chapitre II – METHODOLOGIE DE RECHERCHE ET CADRE DE L'ETUDE

Section I. Méthodologie de recherche

Les personnes que nous avons eu à interroger sont des résidents du village de Saal et de Wassadou, producteurs de banane et appartenant à l'un des quatre GIE suivants : Saal I, Saal II, Thilo-Thilo et Takku Liggey. Nous nous sommes aussi adressée à des personnes ressources telles que le Sous-préfet de Missirah, le président du secrétariat exécutif de l'APROVAG et un de ses collaborateurs, le président de la FEGAP, les Chefs de village de Saal et Wassadou et des informateurs privilégiés suivant de près ou de loin la situation dans les périmètres. C'est ainsi qu'un membre du GADEC nous a entretenu de la crise qui secouait l'APROVAG ; nous avons recueilli le point de vue de trois vendeuses de banane à Wassadou, sur la concurrence entre la FEGAP et L'APROVAG ainsi que sur la bonne marche de leur métier de revendeuse. L'analyse de la situation économique nous a aussi conduit à approcher celui qui semblait détenir le plus grand commerce de Wassadou (un boutiquier maure). Dans cette seconde section nous parlerons d'abord de l'échantillonnage, ensuite des techniques utilisées pour le recueil et l'analyse des données.

A – Echantillonnage

Parmi les dix (10) villages de l'arrondissement de Missirah encadrés par l'OFADDEC, nous en avons choisis deux (2). Ce choix fut guidé par les informations acquises lors de la pré-enquête sur les particularités de chacun d'eux. Ainsi le village de Wassadou est le premier où démarrèrent les tests de l'encadrement de l'OFADDEC. Le village de Saal est constitué en majorité de

populations immigrées et il fait partie de ceux dont la production est la plus performante.

Les techniques d'échantillonnage que nous avons utilisées furent très différentes d'un village à l'autre. Et pour cause, les centres d'intérêt que nous avons privilégiés ici et là, n'étaient pas les mêmes. A Wassadou nous avons davantage focalisé notre attention sur l'aspect historique. Là, nous avons donc voulu avoir le point de vue des plus anciens qui ont assisté à la genèse du projet : ils étaient au nombre de 12 sur 85 producteurs du GIE de Thilo-Thilo. D'office nous avons interrogé le président et le secrétaire du GIE ainsi qu'un témoin privilégié qui était le premier président de la fédération APROVAG ce qui relevait notre échantillon à 15 personnes sur 85. A côté de ces 15 personnes choisies de façon arbitraire, nous avons tiré au sort 9 parmi les 70 restantes. Ce qui nous fit un échantillon total de 24 personnes pour le GIE Thilo-Thilo. Pour ce qui est du GIE Takku Liggey affilié à la FEGAP, son effectif est de 45 membres. Ici le choix de l'échantillon était basé sur certains critères. En effet, ayant privilégié l'aspect historique dans le premier GIE, le second offrait tous les atouts pour une étude sur la migration des dernières années à Wassadou. Sur les 45 membres de ce GIE, 16 étaient des immigrés ayant la même caractéristique ethnique et la même région d'origine : nous avons donc choisi tous les jeunes Séreer de la région de Fatick. Nous avons interrogé d'office le président et le secrétaire du GIE pour avoir des informations d'ordre technique et général ; ce qui relevait notre échantillon à 18 personnes³⁰.

³⁰ Nous sommes consciente que le processus d'échantillonnage est plus déterminé par un choix raisonné que par la technique aléatoire. Les différents membres des GIE détiennent des informations particulières selon qu'ils sont anciens ou non, migrants ou autochtones. En mettant en avant des critères de choix, nous avons ainsi évité de tirer au sort des producteurs sous-informés par rapport aux thèmes qui nous intéressaient. A Saal la population-mère est plus homogène dans ses caractéristiques culturelles et socio-économiques. Nous avons donc opté pour une technique aléatoire. L'inconvénient étant que les enquêtés ne sont pas substituables. En cas d'absence du propriétaire, on interrogeait la personne que l'on trouvait sur place.

A Saal, il existe deux GIE de l'APROVAG (Saal I et Saal II). Nous avons commencé par interroger leur président et consulter les registres de ces GIE. La population-mère s'élevait à 126 producteurs pour tout le village. La technique que nous avons utilisée pour l'échantillonnage était de parcourir le registre en choisissant un numéro de parcelle sur cinq, ayant pris le soin d'enlever le numéro des personnes déjà interrogées nous avons donc eu un échantillon de 26 personnes.

B – Histoire de la collecte

B1/ L'Exploration

Après avoir déterminé le thème de recherche, des opérations de lecture nous ont permis de prendre connaissance des théories et recherches relatives au phénomène du changement social et au système de culture de la banane dans ses aspects technique, économique et social.

Nous avons à cet effet fréquenté le Centre de Documentation de l'ORSTOM et du CODESRIA et les bibliothèques de l'U.G.B., de l'U.C.A.D. et du CESAG. Après avoir pris connaissance de la littérature existante, nous nous sommes rendue dans l'arrondissement de Missirah pour une pré-enquête. Dans cette phase préliminaire, nous avons pu visiter les périmètres bananiers de certains villages comme Wassadou, Sankagne et Nguène, grâce au soutien des agents de l'APROVAG alors en tournée dans les villages fédérés. Dans le village de Koulary nous avons eu un entretien collectif avec les producteurs, portant sur les aspects économiques de la culture de la banane, le choix de cette activité économique ainsi que les conflits et sources de tensions dans les rapports entre GIE ou dans les rapports entre les GIE et l'APROVAG. Dans ce village et celui de Wassadou, nous avons assisté à la réunion d'évaluation de l'année 1996. Nous avons aussi profité de ce séjour pour prendre contact avec le sous-préfet de Missirah, lui expliquer les raisons de notre présence à

Tambacounda et solliciter son appui par rapport à certaines données concernant son arrondissement. A Tamba-ville, c'est lors de la pré-enquête que nous nous sommes rendue au bureau de la Prévision et de la Statistique.

B2/ Techniques de recueil des données et déroulement de l'enquête

Pour vérifier nos hypothèses nous avons eu recours à trois méthodes : la technique documentaire, les entretiens individuels et collectifs et les questionnaires. Ayant pour thème général le changement, une approche historique se révèle nécessaire. Nous avons à ce propos consulté les archives de l'APROVAG relatives au Programme Tambacounda. Les témoignages du Sous-préfet et des notables des villages, allaient dans ce sens.

Nous avons privilégié les entretiens qualitatifs aux dépens des questionnaires pour deux raisons. D'abord ils sont mieux indiqués pour approcher notre thème de recherche, ensuite le manque de familiarité avec ce domaine d'étude nous a poussé à laisser plus de liberté aux enquêtés et à avoir une plus large vision de la réalité. Ainsi à Wassadou nous avons réalisé trois focus-groups et neuf entretiens individuels sur deux thèmes différents. Le premier était celui des hommes les plus anciens du GIE de Thilo-Thilo. Ils étaient au nombre de six (6). L'entretien a duré quarante cinq minutes (45mn). Nous nous sommes entretenus sur les thèmes suivants :

- Activité économique et conditions de vie avant le projet OFADEC,
- Introduction et évolution de la culture de la banane à Wassadou,
- Conséquences socio-économiques de la banane dans le village,
- Intégration entre les diverses ethnies.

Les mêmes thèmes ont été discutés dans le focus-group des femmes du même GIE, ayant comme les premiers, assisté à la genèse du projet. Mais là, nous avons aussi insisté sur le rôle et la place de la femme dans le projet. Elles étaient au nombre de six (6) et l'entretien a duré quarante minutes (40 mn). Pour le troisième focus-group, nous avons choisi les jeunes migrants Séreer du GIE Takku Liggey. Parmi les seize (16) qui présentaient ces caractéristiques, les quatre (4) premiers ont fait l'objet d'un entretien individuel alors que les douze (12) autres ont répondu en même temps au guide d'entretien que voici :

- Lieu de provenance, itinéraire de migration et motivation,
- Intégration sociale et professionnelle dans le village de Wassadou,
- Culture de la banane et retombées socio-économiques,
- Utilisation des revenus et projet d'avenir.

En ce qui concerne les responsables des GIE, qu'il s'agisse de ceux de Saal, de Wassadou, ou de l'APROVAG, c'est plutôt à l'aide de questionnaires que nous nous sommes entretenue avec eux.

Après la technique documentaire et les entretiens, nous avons utilisé les données statistiques concernant la région de Tambacounda : aspects physique, économique et social. Entre autre nous avons essayé de voir la production bananière de la région. L'inspection régionale de l'agriculture de Tamba et celle de Dakar et la Direction de la Prévision et de la Statistique de Tamba, nous ont beaucoup aidé à ce propos. Nous avons aussi eu des renseignements sur les sommes d'argent déposées par les producteurs dans la mutuelle d'épargne et de crédit basée à Missirah.

B3/ Technique d'analyse des résultats d'enquête.

Pour analyser les résultats d'enquête, nous avons choisi une méthode capable de prendre en charge aussi bien des entretiens qualitatifs, les réponses aux questionnaires, que les documents écrits. L'analyse de contenu nous a paru la mieux indiquée parmi les techniques d'analyse de données.

En effet cet outil nous permettra de saisir le changement à travers non seulement l'analyse du contenu des archives de l'APROVAG, mais aussi à travers l'analyse du discours des producteurs. Nous pourrions dresser un portrait type du migrant qui nous servira à mieux comprendre l'évolution socio-économique dans cette zone. Pour connaître l'interdépendance entre le changement social et la banane à Missirah, nous pourrions toujours voir le type ou le niveau de relation, établi entre ces deux concepts à travers les discours, de même que pour d'autres thèmes que nous aurons à étudier comme l'intégration entre les diverses ethnies, les retombées de la banane, etc...

C – Les difficultés rencontrées

Les difficultés rencontrées aux phases de l'exploration et de l'enquête proprement dite, sont liées à la documentation, au recueil des informations au niveau de l'APROVAG et des structures étatiques détenant les statistiques officielles et au contact avec les enquêtés.

Les problèmes de documentation sont relatifs à la disponibilité d'ouvrages collant à notre problématique. Nous avons trouvé une abondante littérature sur la banane et les écrits traitant du changement social ne manquent pas non plus. Mais dans toute la bibliographie, seuls M. J. Tubiana et Y. Ganyo-Galley présentent des cas où la banane est cause du changement

changement dans le milieu rural. Dans la phase d'enquête nous avons été confrontée à une difficulté majeure quant à la quête de données statistiques concernant l'arrondissement de Missirah et les villages de Wassadou et de Saal. La période où nous nous sommes rendue à la sous-préfecture coïncidait avec une passation de service entre l'ancien chef de C.R. qui devait prendre sa retraite et le nouveau qui n'avait pas encore pris fonction. Dans l'impossibilité de voir le premier, nous avons eu recours à la direction de la prévision et de la statistique où le répertoire des villages de Tambacounda de 1988 était l'unique document (du moins le plus récent) dont nous avons pu disposer. Celui-ci ne présentant que quelques variables (nombres d'hommes, de femmes, de concessions et de ménages). L'étude de la structure démographique a quelque peu souffert de ce manque de données sur les populations étudiées. Pour combler ces lacunes nous avons croisé les données trouvées dans les registres des GIE et des chefs de villages et celles qui ont été recueillies par le pré-recensement de l'agriculture en 1997.

L'approche historique a une part considérable dans une étude sur le changement, c'est pourquoi nous avons prévu de consulter à cet effet les archives de l'APROVAG sur l'introduction de la banane et l'évolution de la production dans le temps. Mais la crise secouant la fédération à notre arrivée a rendu difficile la consultation de ces dossiers. Nous avons donc recueilli la plupart des informations relatives à l'historique de la culture de la banane à Missirah, de certains témoins privilégiés et des producteurs. Et nous nous sommes référée aux GIE et à l'inspection régionale de l'agriculture de Tambacounda pour ce qui avait trait aux données économiques.

Lorsque nous nous sommes rendue sur le terrain (à Wassadou), la première difficulté était la communication. La diversité des ethnies et par conséquent des langues parlées dans ce village, nécessitait la présence

constante d'un interprète. Présence qui pouvait quelques fois introduire des biais dans les réponses données par les enquêtés. Nous avons aussi éprouvé beaucoup de difficultés à trouver les personnes choisies pour les entretiens. Le focus group s'imposait alors à nous comme le meilleur moyen pour intéresser les paysans à notre guide d'entretien et pour terminer nos enquêtes dans les délais que nous nous étions fixée. Le seul inconvénient concernant cette méthode, c'était le fait que l'entretien devait se dérouler en plein air ou dans la cour des concessions (vu le nombre des participants). Et là, chacun voulait participer à la discussion, même ne faisant pas partie des personnes ciblées.

Enfin lors du focus group des femmes les plus anciennes, nous avons noté une certaine hiérarchisation de ce groupe dominé par la personnalité de l'une d'entre elles dont les réponses ont été approuvées et confirmées par toutes les autres. Lorsque celle-ci n'a pas voulu répondre à la question relative au lieu de provenance et l'année d'arrivée à Wassadou, elles en ont toutes fait autant.

Section II. Cadre de l'étude

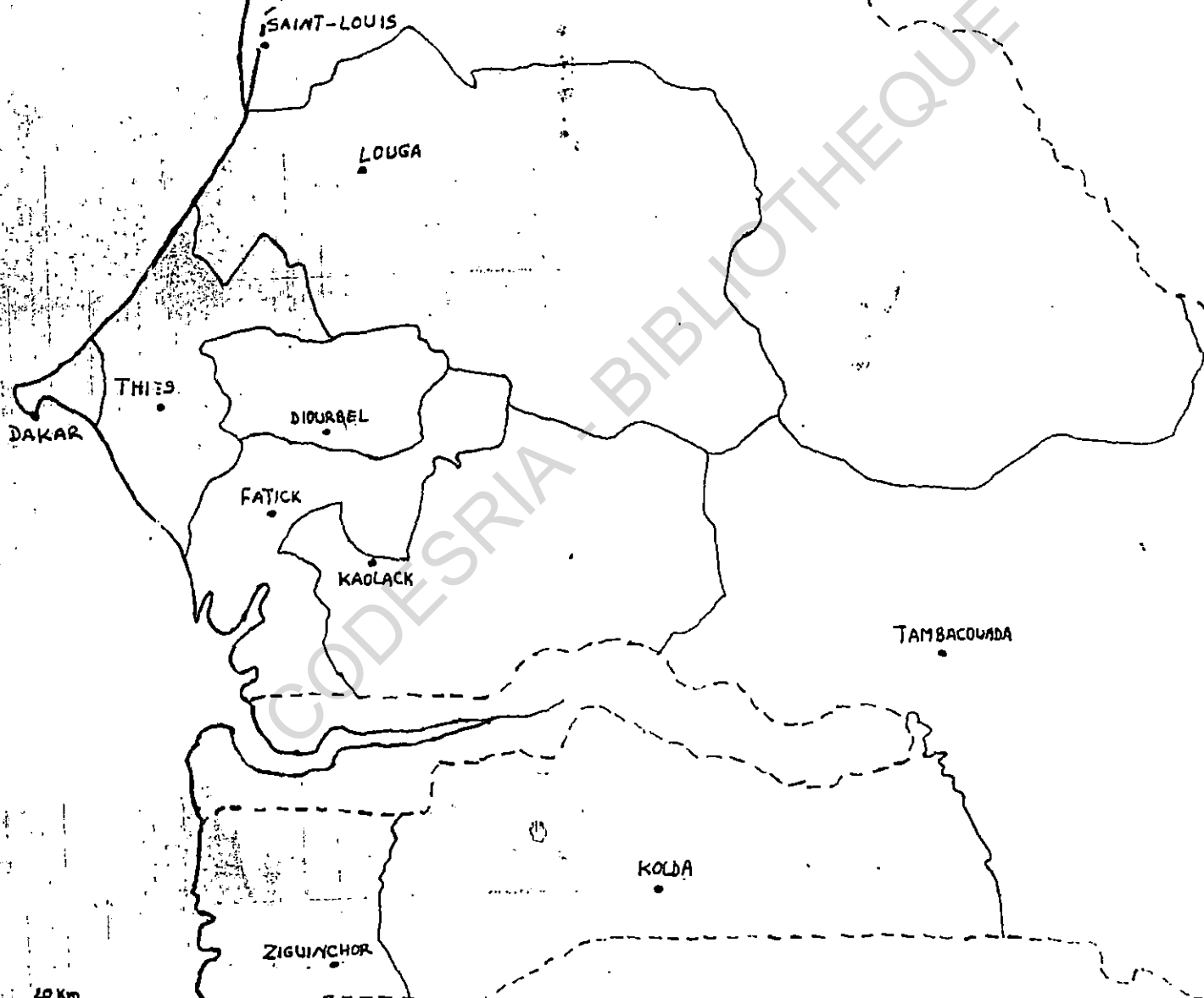
A – Présentation de la région de Tambacounda

La région Est où nous avons choisi de mener notre étude est l'une des plus faiblement peuplées parmi les dix (10) que compte le Sénégal. Sa superficie est la plus vaste et elle est divisée en trois départements dont celui de Tambacounda. Au Sud-Est de Tamba qui est en même temps capitale régionale et départementale, se trouve l'arrondissement de Missirah.

LES REGIONS DU SENEGAL

LEGENDE

- Limite d'Etat
- Limite de Region



Ech. 0 20 Km

A1/ Aspects physiques et climatiques

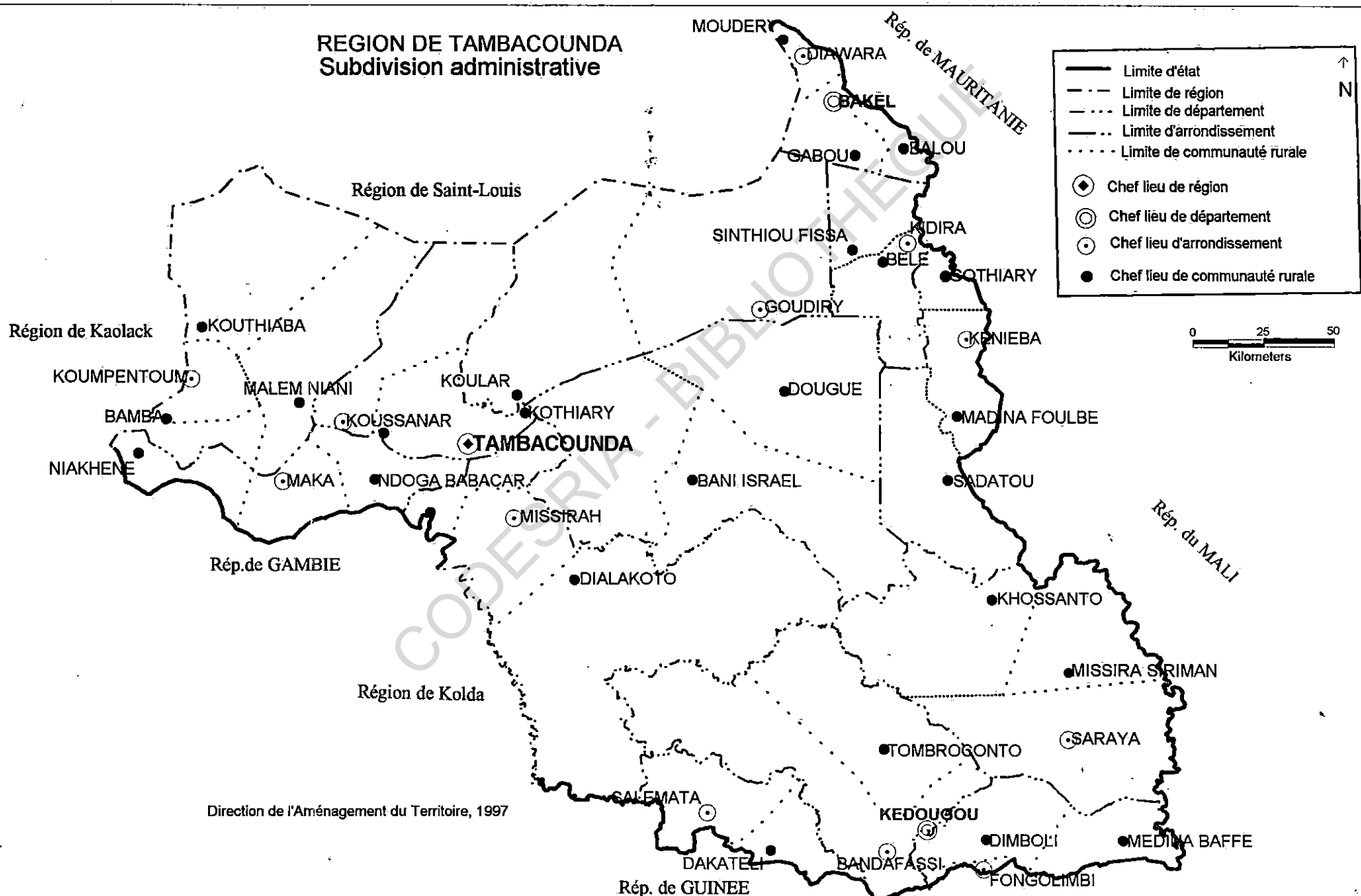
Avec 59 602 Km², la région de Tambacounda représente 30% de la superficie du territoire national. Elle est limitée à l'Est par les Républiques du Mali et de la Mauritanie ; à l'Ouest par les régions de Kaolack et de Kolda et par la République de Gambie ; au Sud par la République de Guinée ; et au Nord par les régions de Saint-Louis et Louga. Occupant ainsi une position importante de par sa situation géographique, elle est un carrefour entre diverses régions du Sénégal et les républiques de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie et de la Gambie. Sa capitale régionale est située à 500 km de Dakar. Elle compte trois départements que sont Bakel, Kédougou et Tambacounda, subdivisés en trois communes et douze arrondissements. Ceux-ci englobent à leur tour, trente deux (32) communautés rurales qui regroupent quatorze mille six cent soixante cinq (14 665) villages³¹.

Le relief du Sénégal Oriental demeure l'un des plus accidentés du pays avec un plateau dominé par quelques collines (« derniers contreforts du massif du Fouta Djallon »)³². Les sols sont de type ferrugineux tropicaux et le sous-sol renferme d'importantes ressources minières (fer, or, marbre). Le climat est de type soudanien au Sud. Il est caractérisé par une pluviométrie relativement élevée qui atteint les 1000 mm annuelles d'eau à Kédougou. En allant plus au Nord la pluviométrie diminue avec 950 mm à Tamba et seulement 500 à Bakel. La saison des pluies s'étale en général de juin à octobre.

31: cf. Mr. Bâ Direction de la prévision et de la statistique de Tambacounda. Fichier informatique sur la « *Présentation Générale de la région de Tambacounda* ».

32 : R.G.P.H. 1988. Région de Tambacounda. Ministère de l'économie, des finances et du plan/Direction de la prévision et de la statistique. Excaf Edition Sept. 1992, Dakar, p.6.

REGION DE TAMBACOUNDA
Subdivision administrative



Legend:

- Limite d'état
- - - Limite de région
- · - · Limite de département
- · · · Limite d'arrondissement
- · · · Limite de communauté rurale
- ◈ Chef lieu de région
- ⊙ Chef lieu de département
- Chef lieu d'arrondissement
- Chef lieu de communauté rurale



Direction de l'Aménagement du Territoire, 1997

La végétation est constituée de forêts secondaires au Sud. Vers le Nord et le Nord-Est, s'installent progressivement la savane et la steppe. Mais les importantes réserves forestières permettent au secteur des eaux et forêts de participer pour 2% au PIB national.

Des réserves fourragères importantes facilitent l'alimentation du bétail et la disponibilité des terres cultivables offre une possibilité de diversification des cultures (céréales, arachide, coton, maraîchage).

Le réseau hydrographique est formé de nombreux cours d'eau permanents (les fleuves Sénégal, Gambie, Falémé) ; ainsi que de cours d'eau temporaires (les marigots du Niérikou, de Koulentou, de Sandougou, etc.)³³.

A2/ Etat de la population

La population totale de la région est estimée en 1988 par le R.G.P.H. à 385 982 habitants : rapporté à la superficie, nous avons une densité tournant autour de 6,5 habitants au Km². Cette faiblesse relative de la densité ne manquera pas de créer quelques difficultés quant au développement économique et social de la région. Par rapport à la population nationale, elle recèle seulement 5,7% des habitants.

C'est une population relativement jeune : 58,5 % ont moins de 20 ans (voir annexe). Les femmes représentent 51% de la population contre 49% d'hommes. Ce chiffre est d'ailleurs pondéré par la population résidente non sénégalaise dont le rapport de masculinité s'élève à 128 alors qu'il est de 95 chez la population sénégalaise résidente. A ce propos le rapport émigrant/immigrant laisse un solde migratoire faiblement positif à la région

³³ Cf. Mr. Bâ, fichier Informatique de la Direction de la prévision et de la statistique de Tambacounda sur la « Présentation Générale de la Région de Tambacounda ».

de Tamba égal à 6632 individus³⁴ dans le cadre des limites nationales. La population qui est en majorité rurale croît au rythme de 2,9 %.

On note à Tambacounda plusieurs groupes ethniques : le groupe Woloff composé des Woloff et des Lébous ; les Halpoularen constitués par les Peulh et les Toucouleur ; les Malinké, les Mandingue et les Socé sont regroupés dans l'ethnie Mandingue ; enfin il y a une minorité Sereer et des Sarakholé. Même si cette analyse se limite aux cinq principales ethnies du pays, il n'en demeure pas moins qu'il existe d'autres groupes que nous avons rencontrés lors de nos enquêtes de terrain : les Bassari, les Coniagui, les Diakhanké.

Cette grande diversité ethnique entraîne aussi quelques fois des difficultés de communication. Mais le Peulh est de loin la langue la plus parlée (46,6%), suivi du Mandingue (17,7%) et du Sarakholé (10,9%). Mais près de 10% de la population parlent woloff comme première langue, alors que 8,8% seulement déclarent leur appartenance à cette ethnie³⁵.

Concernant la caractéristique religieuse, la région est majoritairement musulmane (96,3%). La proportion chrétienne est de 2,4%, alors que les autres religions (animistes notamment) représentent 1,3%. De même, parmi cette majorité musulmane, les Tidianes viennent en tête avec 54% des musulmans, les Mourides et les Layènes sont faiblement représentés (2,9% et 0,1%)³⁶.

³⁴ RGPH 1988, p.35.

³⁵ Idem p.22. Tableau 1.10 Répartition de la population selon la première langue parlée et l'ethnie d'appartenance.

³⁶ Idem p.23, tableau 1.11 Répartition de la population résidente selon la religion et le département.

Après avoir vu les aspects physiques et climatiques, ainsi que les caractéristiques de la population, nous essaierons à présent de cerner les tenants de la situation économique et sociale de la région.

A3/ La situation économique et sociale.

Nous commencerons d'abord par nous enquérir de la situation sociale, c'est-à-dire de la formation des ressources humaines (alphabétisation, instruction) et de l'état des infrastructures sanitaires, pour mieux comprendre leur distribution dans les différents secteurs de la vie économique.

Le concept d'alphabétisation est défini par le R.G.P.H comme le fait pour une personne âgée de 6 ans et plus, de savoir lire et écrire dans une langue quelconque. On note pour la région un taux d'analphabètes s'élevant à 83,2%. Avec cependant une grande disparité entre les hommes (75,3%) et les femmes plus touchées par ce fléau (90,5%)³⁷.

Le taux d'analphabétisme bien qu'étant assez élevé dans l'ensemble est plus important au niveau des classes adultes : ce qui signifie qu'un effort est en train d'être fait en direction des jeunes générations. On remarque aussi que l'alphabétisation se fait plus en français que dans les autres langues (arabe, langues nationales et autres) : 12,1% en français contre 3,3% en arabe et 0,4% dans les langues nationales.

Par rapport au niveau d'instruction (qui prend en compte aussi bien ceux qui sont en cours de scolarisation que ceux qui ont terminé leurs études), nous avons la répartition suivante pour les deux sexes confondus :

³⁷ R.G.P.H. p.26, tableau 2-1 Répartition de la population sénégalaise de six ans et plus selon l'âge, la langue d'alphabétisation et le sexe.

Tableau 1. Répartition de la population selon le niveau d'instruction.

Niveau	Aucun	primaire	Secondaire 1 ^{er} cycle	Secondaire 2 nd cycle	supérieur	autre	total
Pourcentage	83,1	11,9	2,3	0,7	0,3	1,7	100

Source : R.G.P.H. 88, p. 27, Tableau 2-2

Le pourcentage des non instruits demeure très grand, mais reste sensiblement égal à celui des analphabètes. Là encore, leur proportion diminue au fur et à mesure que les générations avancent. De 95,3% d'analphabètes âgés de 60 ans et plus, on passe à 87,3% chez les 30-39 ans et 76,5% chez les 6-9ans³⁸. Pour ce qui est de la population instruite (représentant 16,9% de la population totale), rares sont ceux qui atteignent le niveau secondaire premier cycle (ils sont de 3,3%). 0,7% de la population totale ont atteint le second cycle et seulement 0,3% ont le niveau supérieur.

Nous pouvons donc dire que le nombre de déperdition scolaire est assez élevé; car si nous considérons la classe des hommes âgés de 20 à 29 ans en 1988, sur 4 627 ayant eu le niveau primaire (17,9% de la génération née entre 1959 et 1968), 1293 sont passés au niveau secondaire et 233 seulement ont atteint le niveau supérieur. Chez les femmes de la même génération le fossé est encore plus large entre celles qui ont eu le niveau primaire (2584), qui sont passées au niveau secondaire (839) et enfin au niveau supérieur (34).

Au vu de cette situation et de l'analphabétisme quasi-généralisé, nous comprendrons que le secteur moderne soit faiblement doté d'actifs par rapport au secteur primaire (ou informel notamment). Concernant la santé des populations, la région dispose d'un nombre assez limité d'infrastructures et il y

³⁸ R.G.H.P. 88, p.6.

a un manque notoire de personnel : 1 médecin pour 32 000 habitant³⁹. Le taux de mortalité infanto-juvénile est de 275 pour mille.

L'accès à l'eau potable reste aussi un problème crucial surtout en milieu rural : seuls 21,4 % de la population ont accès à l'eau potable et 70,9 % de cette proportion vivent en zone urbaine.

Dans la région, 278 habitants sur 10 000 présentent un handicap⁴⁰ physique. Sur un total de 192.711 habitants 2,65% présentent un handicap : 868 sont des handicapés moteurs ; 961 sont des handicapés visuels ; 474 sont lépreux ; 388 sont des handicapés mentaux et 2.412 présentent d'autres types d'handicap (cf. tableau de la population sénégalaise résidente selon le handicap par sexe et par âge).

Concernant l'activité économique, le secteur primaire compte 89,5 % des actifs. Le secteur moderne quant à lui offre 4 230 emplois sur 59 300 soit un emploi sur quatorze. Le secteur industriel est à l'état embryonnaire. La SODEFITEX est la plus grande unité industrielle et s'occupe de la production et de l'égrenage du coton ainsi que de la fabrication des fibres textiles. Plusieurs ressources minières attendent d'être exploitées.

Pour ce qui est des indicateurs de l'activité économique nous avons le taux spécifique d'activité (T.S.A.) c'est-à-dire le rapport des actifs à la population sans les enfants (les moins de 10 ans) ainsi que le taux de chômage qui évalue la proportion d'actifs non occupés.

D'autres indicateurs existent, mais nous nous limiterons à ceux-là que nous jugeons aptes à décrire la situation économique. Pour mieux saisir la

³⁹ RGPH 88, p.6.

⁴⁰ Idem, pp.24-25

portée des résultats ainsi obtenus, nous les comparerons à ceux de l'ensemble du pays. Le Taux Spécifique d'Activité de la région par exemple, est de loin supérieur à celui de l'ensemble du pays (54,0% contre 47,1%). Il existe cependant une grande disparité entre le taux réel des hommes (83,5%) et celui des femmes (26,6%). Cet état de fait s'explique par la non-valorisation de certaines activités de la femme dans et hors du foyer.

Le taux d'activité ici croît avec l'âge mais au-delà de 54 ans, la courbe descend. Cependant l'activité reste encore significative à 60 ans et plus, surtout en milieu rural où l'activité agricole se poursuit jusqu'à des âges avancés. Cela explique sans doute la supériorité du T.S.A. régional (car l'économie de Tamba repose largement sur le secteur primaire) sur le T.S.A. national. Après le T.S.A., le taux de chômage décrit indirectement l'utilisation réelle de la force de travail de la population active. Les chômeurs sont des actifs non occupés, à la recherche d'un emploi pendant une période de référence de 3 mois sur les 12 ayant précédés le recensement.

Le taux de chômage est de 3,4% chez les hommes et 3,8% chez les femmes : ce qui fait un taux de 3,5% pour la région. Au niveau national, il est de 8,9%. Encore une fois le potentiel d'actifs est plus utilisé à l'échelle régionale que nationale. Les demandeurs d'emploi hommes et femmes ont sensiblement le même taux. Considéré comme un phénomène de déséquilibre entre la demande et l'offre, le chômage sévit plus en ville qu'à la campagne. Les jeunes de 10 à 24 ans sont les plus touchés par ce phénomène qui va en décroissant au fur et à mesure que l'âge augmente. Les taux concernant les 60 ans et plus sont anormalement élevés et semblent causés par l'introduction de biais dans le recueil de données. En milieu urbain il est rare de voir un vieux

toujours à la recherche d'un emploi (il faut faire la différence entre un chômeur et un salarié retraité qui a cessé toute activité).

Le secteur agricole est certes dominant mais le tourisme reste un atout incontesté dans cette région qui possède le parc zoologique le plus vaste du pays, grande réserve de faune et de flore : le parc du Niokolo. Les axes routiers Dakar - Tamba et Tamba-Kédougou ainsi que la ligne de chemin de fer Dakar - Bamako, jouent un grand rôle dans l'économie régionale et dans le désenclavement de la région.

Le climat soudanien relativement pluvieux permet une grande diversité des cultures : arachide (76 000 tonnes), coton (16 000 tonnes), mil (65 000 tonnes), riz (10 000 tonnes), maïs (39 000 tonnes), fonio,... En 1988 on comptait 450 000 têtes de bovins, 1 102 000 têtes d'ovins et de caprins. Même si les secteurs sociaux de la santé et de l'éducation restent faiblement pourvus en personnel et en infrastructures, on note une évolution positive depuis le recensement de 1976.

Ainsi pour l'enseignement élémentaire le taux d'accroissement est de 3,8% alors qu'il est de 17,7% pour l'enseignement moyen. Quant à l'enseignement secondaire, les effectifs ont baissé passant de 576 élèves en 1976 à 544 élèves en 1988.

Par rapport aux infrastructures sanitaires, il y a 59 postes de santé, 4 centres de santé et un hôpital régional. L'état des soins de santé, bien qu'étant encore assez précaire, a évolué de façon positive : en 1976 il y avait un médecin pour 69 500 habitants alors qu'en 1988, il y en a eu un pour 32 000 habitants.

Tout compte fait, la région de Tambacounda connaît de réelles difficultés de développement. Pourtant dotée de ressources minières et forestières, le manque d'infrastructures rend leur exploitation difficile. Sa situation à l'extrême Est du pays ainsi que la faiblesse de sa population, ne sont pas pour arranger cette situation de pauvreté. L'arrondissement de Missirah même si elle abrite la capitale régionale (Tambacounda ville) connaît des difficultés à l'instar des autres arrondissements.

B - Situation générale de la communauté rurale de Missirah

La description de la situation générale de la communauté rurale pallie à un manque de documents et d'informations concernant l'arrondissement de Missirah lui-même.

Cet arrondissement se compose de quatre communautés rurales (C.R.) :

- La C.R. de Missirah, chef lieu d'arrondissement ;
- La C.R. de Nétéboulou ;
- La C.R. de Dialakoto ;
- La commune de Tambacounda (la zone urbaine).

Le tableau ci-dessous provient du répertoire des villages de la région de Tambacounda (R.G.P.H. 88) et demeure la seule information que nous avons pu trouver concernant l'arrondissement tout entier.

Tableau 2. Répartition de la population de l'arrondissement de Missirah dans les différentes communautés rurales.

Arrondissement de Missirah	Concessions	ménages	Hommes	Femmes	Ensemble
C.R. Missirah	1 873	1 971	8 333	8 888	17 221
C.R. Dialakoto	839	912	3 539	3 582	7 121
C.R. Nétéboulou	864	908	4 822	4 669	9 491
Ensemble sans la zone urbaine	3 576	3 791	16 694	17 139	33 833
Zone urbaine de Tambacounda	4 329	5 816	21 547	20 338	41 885
Ensemble des C.R.	7 905	9 607	38 241	37 477	75 718

Source : RGPH 88 - Répertoire des villages : Tambacounda

Extrait du tableau RGPH/1988/circonscriptions administratives. Résultats, p.3.

En dehors de la commune de Tamba, la communauté rurale de Missirah demeure la C.R. la plus importante de l'arrondissement sur le plan démographique, mais aussi et surtout sur le plan politico-économique, étant le chef lieu de l'arrondissement. Les villages de Saal et Wassadou que nous avons choisis se trouvent respectivement dans la C.R. de Missirah et de Dialakoto. La représentativité de la première comblera quelque peu les lacunes de la généralisation de ses données climatiques, démographiques et socio-économiques à l'échelle de l'arrondissement.

Sur le plan démographique, on remarque que la population de Missirah est légèrement supérieure à celle des C.R. de Dialakoto et Nétéboulou réunies (17 721 personnes pour la C.R. de Missirah contre 16 612 personnes dans les C.R. de Dialakoto et Nétéboulou). De même la proximité des C.R. ne permet pas une grande variation climatique, si toutefois il en existe. Nous pouvons donc considérer les mêmes données géo - climatiques à l'échelle de l'arrondissement.

B1/ Données géo-climatiques de la C.R. de Missirah

La communauté rurale de Missirah est située au Sud-Est de la ville de Tambacounda, à 230 Km. Elle est limitée au nord par une partie de la C.R. de Nétéboulou, au Sud par le fleuve Gambie, à l'Est par une partie de la C.R. de Dialakoto et de Kotiay et à l'Ouest par la C.R. de Nétéboulou. Elle couvre une superficie de 1 577 Km² soit le dixième de l'arrondissement. Les sols deck dior représentent 60% de la superficie, alors que les decks occupent 20% et les diors 18%. Les 2% restants sont d'une autre nature.

Pour ce qui est du climat, nous avons la présence de la mousson en hivernage, avec des vents violents en fin hivernage. De décembre à mars les vents sont frais et l'harmattan souffle d'avril à mai. Depuis presque une dizaine d'années, les pluies durent une cinquantaine de jours et varient entre 600 et 700 mm. Les températures sont douces à partir de décembre, en mars elles commencent à s'élever pour se stabiliser entre 26 et 28°C durant l'hivernage. La communauté rurale de Missirah est arrosée par le fleuve Gambie et ses marigots.

B2/ Données démographiques de la C.R. de Missirah.

D'année en année, il y a diminution des hommes imposables et augmentation du nombre de femmes. La C.R. de Missirah est composée de 77 villages concentrés sur le littoral de la Gambie et le long de la route goudronnée. Pourtant on note un certain éparpillement des établissements humains en allant vers l'intérieur. La taille de ces villages varie considérablement mais la plupart comptent moins de 100 habitants (31 villages ont moins de 100 habitants), on retrouve quelques trois villages ayant entre 700 et 800 habitants.

La densité de 10 habitants/Km² est élevée par rapport à celle de la région, mais reste encore faible. Cela s'explique par l'exode rural, mais aussi par la recherche d'un emploi hors des frontières du pays. Cet exode massif explique la constance de l'effectif entre 1991 et 1993 ; 1991 : 17 070 habitants ; 1992 : 17 074 habitants ; 1993 : 17180 habitants. Dans la localité, on note aussi une grande diversité ethnique avec cependant, la prévalence des ethnies Peulh (40%) et Diakhanké qui est d'origine guinéenne 30%. Les Séreer localisés dans les périmètres bananiers viennent en troisième position avec 15% de la population. Nous avons ensuite les Soninké (10%) et les Woloff (5%).

La communauté rurale demeure musulmane dans sa grande majorité (Tijanes, Mourides, Khadres), mais les Catholiques restent tout de même présents avec les Séreer de Nguène, Saal, Koar et Sankagne.

B3/ Situation Economique et Sociale : Les Problèmes de Développement

En 1994, les problèmes diagnostiqués par la population de Missirah portent sur la presque totalité des secteurs de la vie sociale, économique et administrative. Mettant le doigt sur les points faibles de la gestion politico-administrative de la communauté rurale, ils offrent une vision plus réaliste et plus concrète de la situation. Nous essayerons d'abord de voir les problèmes relatifs à l'agriculture et à l'élevage, principales activités dans la zone.

- Pour ce qui est de l'arachide et du coton, il y a des difficultés d'accès aux semences et au crédit pour les agriculteurs (qui trouvent aussi les taux d'intérêt élevés), l'insuffisance des points de collecte d'arachide, des balances pour la pesée du coton ainsi que la faible exploitation des mares et vallées qui sont des obstacles majeurs à une bonne progression des rendements agricoles.

De plus, la vente excessive des céréales après les récoltes, entraîne souvent des déficits vivriers peu de temps après :

- Les problèmes des éleveurs sont liés à l'eau et au suivi médical : le tarissement des mares à partir du mois de janvier, l'insuffisance des points d'eau en saison sèche, le faible suivi médical (dû à l'insuffisance des parcs de vaccination, mais aussi au refus des éleveurs d'y présenter leur bétail) exposent les troupeaux à de graves dangers liés surtout à l'existence des maladies endémiques. La rentabilité du secteur pose problème vu le mode extensif pratiqué, la non-utilisation d'aliments concentrés, sans parler des problèmes de divagation dans les champs. Seul un faible taux d'abattage est contrôlé.

- Les problèmes d'hydraulique villageoise méritent aussi que nous nous y penchions pour leur impact sur le développement rural. On note d'abord l'insuffisance des infrastructures hydrauliques, la profondeur de la nappe phréatique. Les difficultés de gestion des forages sont liées au non-paiement des cotisations et taxes rurales, aux difficultés de paiement du conducteur, aux pannes fréquentes et à l'éloignement des services techniques de dépannage, ainsi qu'à la faiblesse d'utilisation des forages par les populations en hivernage.

- Sur le plan sanitaire, les difficultés d'évacuation des malades et la rupture des vaccins et médicaments, s'ajoutent à la carence en infrastructures et en personnel. Les maladies endémiques, parasitaires et les M.S.T. sévissent dans ce secteur.

- Les problèmes que pose l'éducation sont les suivants : insuffisance des écoles et salles de classe, sous équipement des infrastructures scolaires et

éloignement des centres d'examens. On note aussi l'existence d'écoles à cycles incomplets.

- Les activités économiques telles que le tourisme et le commerce restent présentes. Mais la mauvaise répartition spatiale des marchés, la rupture des stocks dans les petits villages et l'inexistence des produits textiles sur les marchés, entraînent des difficultés d'approvisionnement dans les marchés ruraux, difficultés encore plus accrues en hivernage. La fraude demeure intense dans ce coin de l'arrondissement⁴¹. Le tourisme quant à lui ne génère pas de revenus substantiels pour les caisses de la communauté rurale. Et il n'existe pas d'activités annexes pour l'entretenir comme le théâtre, l'artisanat, l'agriculture, l'aviculture, ... Certains campements sont gérés par des non villageois. Ce qu'on peut dire de l'artisanat dans cette C.R., c'est qu'elle est un corps inorganisé et non affilié à la chambre des métiers. Le manque de formation et l'insuffisance de leur équipement est un autre trait caractéristique des artisans de la C.R.

- Pour ce qui est des réseaux de communication, nous avons un faible nombre de pistes souvent impraticables en hivernage, une insuffisance du réseau routier et une mauvaise répartition du réseau téléphonique.

- Par rapport à l'organisation administrative, on remarque d'emblée une marginalisation des jeunes et des femmes dans la gestion administrative. Outre la non maîtrise des textes, les conseillers souffrent d'une carence en formation et leurs réalisations ne satisfont pas toujours les populations. Ils déplorent par contre le manque de moyens du conseil rural et la gestion dirigiste du président, qui est seul à élaborer le budget. Le non-paiement des

⁴¹ Ministère de l'Intérieur. *Plan de développement de la communauté rurale de Missirah..* Service de l'expansion rurale. Appui et contribution de la fondation Konrad Adenauer. Publication 1994. Développement à la base. pp.69-76.

taxes rurales est en partie responsable du mauvais fonctionnement des services techniques.

C – Etude Monographique du village de SAAL et WASSADOU

C1/ Monographie du village de SAAL

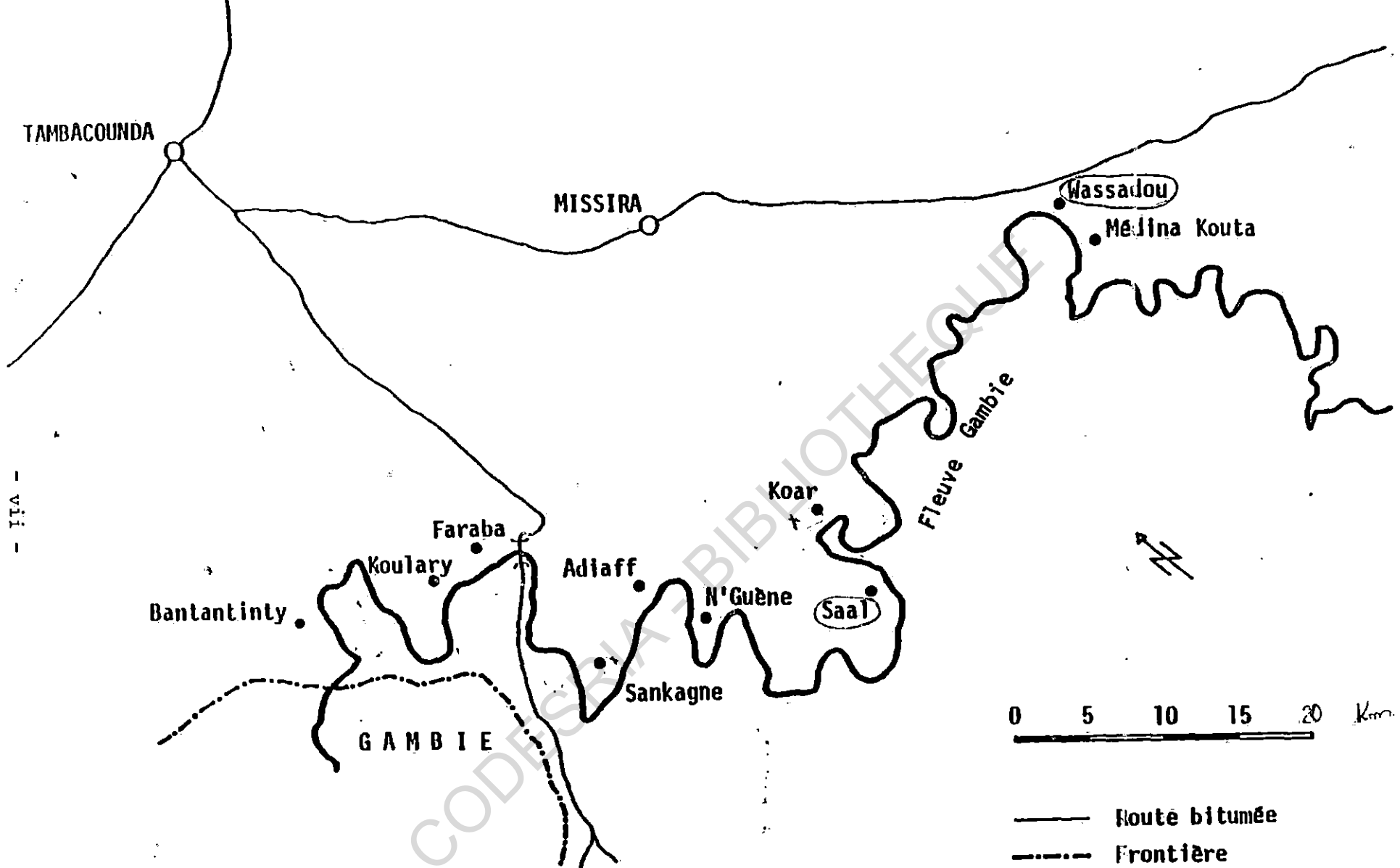
Le village de Saal fait partie de la communauté rurale et de l'arrondissement de Missirah. A quelques kilomètres au Nord de Gouloumbou (gros village et en même temps important centre d'échanges commerciaux), il se situe entre le village de Sinthian (à l'Ouest) et le fleuve Gambie (à l'Est) qui est sa frontière avec le parc du Niokolo. L'histoire du peuplement et la création quasi récente de ce village sont liées au Projet OFADEC qui a fait venir les Peulh du village de Sinthian et les Séreer de la région de Thiès. Les premiers arrivants qui sont les peulh se sont installés en 1983. Leur présence sur les lieux avait pour seul objectif de cultiver la banane. Ils installèrent leur campement et commencèrent l'aménagement des P.I.V pour l'exploitation de la banane. Un an plus tard en 1984 les Séreer arrivèrent de la région de Thiès. L'immigration se poursuit encore de façon moins importante sans doute et concerne surtout les jeunes à la recherche de travail.

Mais il faut aussi noter qu'à côté de cette forte immigration, il y a eu beaucoup de départs surtout du côté des peulh. Même s'ils sont les premiers habitants de ce village, on ne peut aujourd'hui en infériorité numérique. Le village de Saal fait plus penser aujourd'hui à un village de séreer qu'à un village de peulh. La religion dominante y est le Catholicisme. Pour ce qui est de l'économie, la culture de la banane y occupe une place importante, même si l'agriculture traditionnelle et l'élevage extensif restent très présents.

C2/ Monographie du village de Wassadou

Ce village se trouve à quelques kilomètres de la sous-préfecture de Missirah sur l'axe routier Tamba/Kédougou. Appartenant à la communauté rurale de Dialakoto, il est compté dans l'arrondissement de Missirah. La végétation naturelle de cette zone est celle d'une savane arborée. Des palmiers et quelques grands fromagers dominent les arbustes. L'exploitation abusive du rônier, entraîne de plus en plus sa raréfaction. La faune demeure aussi très variée et trouve refuge dans ce paysage dense par endroit. Le réseau hydrographique est constitué par le Niériko, un affluent du fleuve Gambie.

En dehors de ce cadre naturel, les cultures hivernales, les vergers et potagers ainsi que les périmètres de banane témoignent de l'activité humaine. Le village de Wassadou se compose de deux principaux hameaux : Wassadou village et Wassadou dépôt. Le second a depuis longtemps joué un rôle plus économique que social. Le village fut créé par un projet colonial de culture de sisal. Le chef de village nous cita les noms de Samba Keïta, Moussa Ndiaye, Kamoko Foba, Jokini Preira et Ousmane Ndiaye, comme les premiers habitants de ce site. Les paysans étaient recrutés de force et le travail était obligatoire (régime colonial de l'indigénat). Après l'indépendance tous les travailleurs quittèrent le village à l'exception de ceux dont les noms viennent d'être cités. Ils s'installèrent à quelques mètres de leur lieu de travail (Wassadou village). Wassadou dépôt devint un important marché, lieu d'échange entre tous les villages voisins. C'est ainsi que beaucoup d'ethnies s'y retrouvaient. Finalement des Peulh de la République de Guinée, des Bassari, des Coniagui, vinrent s'installer et agrandirent le village.



- IIIA -

Localisation des sites d'intervention du projet OFADEC à Tambacounda

En 1977 le Projet OFADEC choisit Wassadou comme un des villages-tests. Les périmètres furent installés sur les rives du Niériko et les producteurs s'y rapprochèrent en s'installant à Wassadou dépôt. L'année 1977 fut un tournant important dans le peuplement du village car le projet allait attirer d'autres migrants. « *En 1979, nous dit le Chef de village, des étrangers ont commencé à venir. Ils travaillaient et gagnaient beaucoup d'argent ...* ». Ces étrangers, c'était les Séreer qui venaient pour cultiver la banane. On note une grande diversité ethnique dans ce village. Cent seize (116) hommes et femmes imposables sont recensés par le Chef de village en Septembre 1997.

Le village est composé d'une large majorité musulmane, mais les Catholiques sont bien représentés depuis l'arrivée des Séreer et même avant eux, un catéchiste se chargeait de propager la religion au niveau de la population autochtone. L'économie du village est constituée par quatre principales activités économiques : nous avons l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière et la culture de la banane qui se développent différemment selon les époques.

DEUXIEME PARTIE

PRESENTATION DES RESULTATS D'ENQUETE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre III - L'INTRODUCTION DE LA BANANE A MISSIRAH

Après avoir présenté le contexte socio-économique de la région de Tambacounda et de la zone de Missirah, nous tenterons de retracer l'historique de la culture bananière sur les rives du fleuve Gambie. Nous commencerons par voir les différentes structures qui ont participé à ce programme. Nous parlerons ensuite de l'encadrement technique et enfin nous nous livrerons à une évaluation des premiers résultats.

Section I – Approche historique

A – Les structures engagées dans l'oeuvre

L'introduction de la banane dans l'arrondissement de Missirah, s'inscrit dans le cadre d'un programme de développement des populations rurales. En effet, les ONG canadiennes (O.C.C.D.P. d'abord et A.C.D.I. ensuite) et sénégalaise (OF.A.DE.C) ont entrepris avec les paysans le «Programme Tambacounda». Les objectifs fixés par ceux-ci étaient «l'amélioration des conditions de vie des populations, en fondant leur autonomie sur une base économique durable et rentable par le biais de la production et la commercialisation de la banane»⁴². Cet objectif officiel ainsi énoncé par R.Audet dans l'évaluation du Programme doit être remis dans son contexte. En effet, il est clair qu'en 1977, avec le démarrage de ce projet, il n'était pas évident, du moins pour les paysans, que leur autonomie se ferait sur la base de la production de la banane, car maints essais ont été faits avec d'autres cultures et qui n'ont pas abouti à des résultats concluants. En évaluant ce programme vingt ans (20 ans) après son lancement il peut apparaître à quiconque voit les résultats de cette culture, que celle-ci était la mission première de ce programme. Un tel objectif a été proclamé seulement après

⁴² In rapport final de l'OCCDP programme Tambacounda 1983-1993. Analyse managérielle/structures/Ronald Audet – mise à jour septembre 1993, p.1.

que la banane ait convaincu de sa rentabilité financière. Dans le cas contraire, il aurait été remodelé dans sa dernière partie « ... par le biais de la production et de la commercialisation de la banane ».

Nous disions donc que ce programme a vu la participation de cinq organismes ou groupements : l'O.C.C.D.P., l'A.C.D.I., l'O.F.A.D.E.C, les GIE de producteurs et la fédération de ces GIE que l'on nomme A.PRO.VA.G.

1) L'OFADEC : elle a été l'une des « pièces - maîtresses » de la mise en œuvre de ce projet. DE 1977 à 1991 date de son retrait, ses agents restent en contact direct avec les paysans, par une méthode d'encadrement rapproché. D'un point de vue structurel, il est composé d'un conseil d'administration restreint, sans pouvoir réel, d'un directeur général détenant tout le pouvoir important et d'un secrétariat opérationnel divisé en six (6) secteurs (administration, production, aménagement, mécanique, développement communautaire et des services de support technique). Par rapport au programme, il est chargé de l'exécution du projet et a comme principaux objectifs :

- la mise sur pied des infrastructures de production agricole ;
- l'encadrement de la population agricole et la gestion du programme ;
- la préparation des producteurs au transfert de la gestion (autogestion) ;
- le retrait de l'OFADEC lors de la prise en charge par les paysans.

2) L'OCCDP : L'organisation catholique canadienne pour le développement et la paix est le principal bailleur de fonds du programme. Elle en définit les grandes orientations et reste avec l'OFADEC l'un des principaux acteurs de ce programme. Mais contrairement à l'OFADEC elle est

présente dès le début en 1976 et ne quitte qu'en 1993 pour rendre les paysans totalement autonomes.

- 3) Les Groupements d'intérêts économiques : Le regroupement des paysans en GIE ne se fait qu'à partir de la seconde phase (1984-1989). Avant cela ils étaient réunis en coopératives. Étaient concernés les habitants des dix (10) villages impliqués dans le projet : Adiaff, Bantantinti, Couлары, Faraba, Koar, Médina Couta, Nguène, Sankagne, Saal, Wassadou. Les habitants des dix villages resteront les principaux bénéficiaires du projet. Leur organisation en GIE était un pas vers la préparation de leur auto-prise en charge. En effet ils auront pris part au programme selon un niveau de participation allant de simples exécutants en 1976 à des décideurs en 1993.
- 4) La fédération APROVAG : l'association des producteurs de la vallée du fleuve Gambie apparaît en 1984, au même moment que les GIE et existe jusqu'à maintenant. Elle est composée de producteurs délégués par leur GIE. Comme ces derniers, elle a aussi connu des variations dans sa participation au programme, particulièrement en ce qui concerne les prises de décision. Elle regroupe actuellement tous les GIE ayant respecté le programme jusqu'en 1993 et après le délestage. En effet à cette date les GIE des horticulteurs du village de Koar ont pris leur indépendance, renonçant à toute forme d'accompagnement ; ils sont aujourd'hui rejoints par d'autres groupements de l'APROVAG, formant avec eux, la FEGAP (fédération des GIE autonomes de producteurs). Mais la majorité était restée sous la coupole de l'APROVAG pour bénéficier encore de l'appui technique de cette structure à qui l'OFADDEC avait légué ses moyens de travail (certains d'entre eux en tout cas). L'Association a aujourd'hui un conseil d'administration et un secrétariat exécutif s'occupant de l'activité de coordination des différents GIE, de la commercialisation de leur

production et de la défense de leurs intérêts. A l'exception du coordonnateur et de l'expert comptable (engagés par les paysans), la totalité des membres du conseil d'administration et du secrétariat exécutif sont élus au sein des producteurs et par ceux-ci.

5) L'ACDI (Agence Canadienne de Développement International) : Avec l'OCCDP, l'ACDI a cofinancé le programme de l'extérieur. En tant que bailleur, elle a aussi un pouvoir décisionnel quant à la gestion et aux orientations à donner au projet. Mais elle ne fait son entrée qu'à partir de la deuxième étape en 1984 et se retire en 1993, en même temps que l'OCCDP.

C'est en 1982 que démarrera la culture irriguée de la banane encadrée par l'OFADEC et financée par les ONG canadiennes. Les tests ayant porté sur plusieurs cultures (riz, tomate, autres légumes), c'est finalement la banane qui a le plus convaincu de sa rentabilité financière. Une étude de marché réalisée par l'OFADEC montra que le marché sénégalais n'était pas encore saturé par la production locale de la Casamance et les importations. Le choix fut définitif, il s'agissait alors de trouver la variété la plus adaptée et les rejets pour démarrer dans les différents périmètres.

B – L'encadrement technique

Hormis les conditions climatiques et l'adaptation de la plante au milieu, la maîtrise du procès de production de la banane a beaucoup d'impact sur l'évolution de la productivité. C'est là toute l'importance de l'encadrement des agents de l'OFADEC. Le dispositif mis en place par cet organisme fut le suivant :

Tableau 3. Dispositif d'encadrement de l'OFADEC

Départements	Employés permanents	Contractuels	Total
Administration	15	-	15
Formation	3	4	7
Aménagement	4	1	5
Santé	3	3	6
Production	5	3	8
Mécanique	5	11	16
Totaux	35	22	57

Source : OFADEC Tamba

Les encadreurs de base appartenait donc à l'un de ces six (6) départements : gestion administrative, formation (écoles, centres d'alphabétisation), Aménagement (des PIV), santé (cases de santé, pharmacie...) production (banane, céréales, maraîchage) et la mécanique (pour tout ce qui touchait aux matériels agricoles et hydrauliques).

« Tous les départements agissaient sur les villages directement et les encadreurs de base faisaient le lien avec l'OFADEC ». AMN Les chefs de département et les encadreurs de base menaient donc ensemble une action synergique pour que les paysans soient dans de bonnes conditions sociales et puissent s'adonner librement à l'activité de production. En effet des rations de vivres étaient régulièrement distribuées à leur famille avec de la farine de blé, de la semoule de maïs, de l'huile, etc. En plus de cela ils recevaient chacun une indemnité de 7 500FCFA pour couvrir leurs autres besoins. Les cultures vivrières de mil, riz, manioc, maïs etc., venaient en appoint pour compléter la ration alimentaire. Les départements santé et formation oeuvraient dans le sens du bien-être des populations. Par rapport à la production proprement dite, elle était de deux (2) sortes : une production vivrière en hivernage et une production commerciale en contre saison (riz, maraîchage et plus tard

banane). Il faut aussi préciser que selon M.D., président du GIE Takku liggey « *la banane était destinée pour certains, à la consommation, c'est après qu'on l'ait amenée au marché de Tamba qu'on a su qu'elle pouvait rapporter de l'argent* ».

La banane pouvait répondre en cela aux préoccupations des instigateurs du programme qui avaient pour critère d'évaluation « l'autonomie » des populations encadrées. Contrairement au maraîchage et à la riziculture de contre saison elle avait fait ses preuves quant à sa capacité à réaliser des bénéfices. L'encadrement se tournerait désormais vers l'acquisition de ses techniques culturales.

Le bananier est une plante de grande taille dont chaque pseudo-tige donne un régime unique pour mourir ensuite, remplacée par ses ramifications latérales ou rejets. Il appartient à la famille des musacere du grand groupe des Monocotylédones. Il présente plusieurs variétés dont la « grande naine » choisie par l'OFADEC pour son adaptation aux conditions pédo-climatiques de Tamba.

Les conditions idéales de son développement sont : une bonne luminosité pour conserver un rythme normal de sortie des feuilles et atteindre une taille optimale ; une température variant entre 25 et 30°C ; des besoins en eau élevés, correspondant à des précipitations mensuelles de 100 à 150 mm d'eau régulièrement réparties et selon l'intensité de l'insolation.

Ces conditions n'étaient pas toutes réunies dans la zone où l'on devait implanter les PIV et il a fallu un certain nombre d'innovations. « Au départ, il y avait des problèmes de trop forte chaleur, on faisait l'irrigation par submersion, on faisait des brise-vents en mettant des agrumes tout autour du

périmètre. On pratiquait aussi le paillage pour maintenir l'humidité et en même temps empêcher la prolifération des mauvaises herbes en hivernage ».

Pour ce qui est des besoins hydriques de la plante et de la luminosité il n'y avait pas de problème vue la proximité du fleuve et l'intensité régulière de l'insolation.

Ces conditions réunies, les producteurs devaient s'atteler à l'apprentissage d'une nouvelle forme de culture. Organisés en coopératives et sous la direction des agents de base, ils se consacraient aux opérations culturales que voici :

- la préparation du sol : défrichage et labour ;
- aménagement hydraulique : drainage et irrigation ;
- protection contre le vent : planter des « coupe-vents », et des plantes d'ombrage. Dans le cas de Tamba ce sont des agrumes qui ont été plantés .
- choix des variétés : il faut prendre en compte la résistance aux maladies et aux parasites, leur adaptation au milieu, leur rendement, bref leurs aptitudes culturales, mais aussi le lieu de consommation : il faut que le produit puisse supporter le transport s'il est consommé dans un lieu différent du lieu de la production.
- plantage : trouaison avec une variation de l'espacement des trous qui dépend de la variété plantée (3,50 x 3,50 m ou 2 m x 2 m pour la variété naine) la densité peut osciller entre 1600 et 2500 pieds à l'hectare. On fait le plantage soit avec les rejets, soit avec des souches de rhizome (bulbe). On place les rejets ou souches debout au fond des trous.

Après la plantation des rejets, les travaux d'entretien participent à la maximisation de la production.

- les travaux d'entretien :

- l'œilletonnage consiste à choisir parmi tous les yeux (ou œilletons) ceux qui doivent donner les rejets de remplacement et à éliminer les autres ;
- protéger la plante contre les maladies et parasites ;
- entretenir le sol par des labours, binage et sarclage, le recouvrir par des cultures intercalaires (légumineuses,...) ou par paillage ;
- irrigation et fumure.

Arrivés à maturité, les régimes sont coupés et apprêtés pour les besoins de la commercialisation.

- Récolte des régimes :

- époque : c'est le degré de maturité des fruits ainsi que la durée du transport ou de la consommation qui règle l'époque de la coupe,
- coupe des régimes et préparation : nettoyage, pesage, lavage, traitement contre les maladies et emballage.

Après aménagement des PIV par les paysans, ceux-ci trouvèrent des rejets en Casamance pour l'opération de plantage. Cinq (5) hectares furent mobilisés au début à Wassadou et dix (10) à Bantantinty : ce qui faisait au total quinze (15) hectares alloués à la culture de la banane. Les deux premières années d'apprentissage furent les plus difficiles pour les producteurs. Mais elles leur suffirent largement à acquérir une bonne maîtrise de cette culture.

Le système de production était collectif dans les premières années : « jusqu'en 1983, nous dit D.K un des producteurs de Wassadou, les champs étaient collectifs mais on remarquait que certains ne travaillaient pas du tout, contrairement à d'autres... ». Ce système ne favorisait donc nullement l'effort, d'autant plus que les recettes étaient équitablement réparties entre producteurs.

L'idée fut émise de faire des champs individuels et l'on mit immédiatement en route une parcelle-test à Koar. L'expérience fut heureuse et on chercha à l'étendre sur les vingt (20) périmètres existants. La réussite de cet essai fut ainsi traduite dans le Rapport final de l'OFADEC 1984 : « l'innovation de l'année a été la parcellisation ; l'objectif de mettre à la disposition de chaque agriculteur une parcelle de banane se poursuit, au cours de l'année nous avons installé 512 parcelles. La parcellisation suscite de grands espoirs à la lumière des premiers résultats obtenus à Koar »⁴³.

Après les tests de Koar, les résultats obtenus à Bantantinty permettent de dire que les paysans peuvent entretenir efficacement une parcelle d'un quart d'hectare ($\frac{1}{4}$ ha) tout en ayant suffisamment de revenus pour payer les facteurs de production et en tirer un bénéfice conséquent. Cette opération avait nécessité des frais supplémentaires supportés par l'OFADEC, mais remboursables par les groupements. Il s'agissait d'un nouveau dispositif d'irrigation : groupe motopompes, tuyaux, raccords flexibles...

Chaque producteur avait droit à 400 pieds de banane sur $\frac{1}{4}$ ha. Pour les femmes le nombre de pieds était diminué de moitié, comme pour la taille de la parcelle.

Un autre avantage de cette parcellisation était que le maraîchage pouvait se faire dans les parcelles en intercalaire.

Tableau 4. Résultats définitifs de la parcelle de KOAR

I- Facteurs de production

Produit	Quantité	Prix unitaire (FCFA)	Prix total (FCFA)
Urée	106	42	4 452
S.ammoniac	38,3	110	4 213
Nitrole Potasse	152	310	47 120
S.potasse	29,8	164,5	25 985
Gasoil	7 491	165	123 585
Total			205 359

II- Récolte sur 393 pieds

poids Brut (Kg)	Tare (Kg)	consommé (Kg)	Net vendu (Kg)	Montant encaissé Fcfa
8 505	309	284	7 912	791 200

III- Récoltes Totales

Bananes	Maraîchage	Recette Totale	Dépenses Totales	Résultat
791 200 F	49 000 F	840 200 F	205 359 F	634 841 F

Source : Rapport OFADEC 1984 pp. 11-12

Avec un revenu annuel de 634 841 FCFA, le paysan se trouve avec presque un revenu mensuel de 53 000 F.

⁴³ Rapport final de l'OFADEC 1984, p.1.

L'expérience faite à Bantantinty a révélé quant à elle, une économie de 10 000 litres de gasoil environ en comparant les situations avant et après la parcellisation. Il y a aussi un meilleur contrôle de l'irrigation et de la fertilisation des sols. L'aménagement des parcelles communautaires fut stoppé au profit de l'installation des parcelles individuelles à cause du changement du système d'exploitation. En 1984, 27,5 ha étaient en production. Au total 512 parcelles ont été aménagées lors de cette année : l'objectif était de 1000 parcelles à installer en deux ans.

Tableau 5. Planning d'installation des parcelles individuelles

Villages	Nombre de parcelles	Observations
Bantantinty	131	Plantées
Médina Kouta	43	Plantées
Sankagne II	53	Plantées
Sankagne III	79	plantées
Adiaff	79	installées
Sankagne I	84	installées
Wassadou	83	installées

Sources : rapport OFADEC 84 p.12

L'encadrement technique, c'est aussi la recherche concernant la situation des facteurs de production. L'analyse des sols fut confiée par l'OFADEC au Centre de Recherche Agronomique de Bambey pour déceler d'éventuelles carences. D'autres prélèvements de racines et de feuilles furent envoyés au centre pour le développement de l'horticulture, pour analyse.

En général, les résultats ont confirmé qu'il n'existait pas de carence aiguë dans les sols ni aucune maladie. Par contre, le PH de certains périmètres

devrait être corrigé. La gestion des périmètres devait de plus en plus être laissée à la charge des producteurs. En ce sens ils étaient formés pour une meilleure connaissance des machines. Le département mécanisation s'occupait de l'entretien des motopompes (ayant tendance à s'user rapidement avec la parcellisation), mais aussi formait des pompistes. La commercialisation comme la production, serait laissée à la charge des producteurs qui, après les rentrées de fonds conservaient 25 à 50% des recettes dans une caisse commune, le reste étant destiné au remboursement des frais de fonctionnement à l'OFADEC.

La gestion autonome des périmètres se poursuit ; après Wassadou, Bantantinty, Adiaff, nous avons enregistré l'autonomie au niveau de Médina Kouta, Koar, Sankagne I et II, Faraba, Couлары. Les paysans remboursent intégralement les facteurs de production mis à leur disposition. La gestion commerciale est aussi assurée par les paysans » (In rapport OFADEC 1984, p.1).

Mais l'appui technique ou l'encadrement ne saurait être possible sans un minimum de réglementation dans l'organisation de la production. Du côté des producteurs, les sanctions sont rudement ressenties et à ce propos nous avons recueilli l'avis du chef de village de Wassadou :

Il y a beaucoup de personnes qui ont abandonné le projet pour aller chercher un autre travail. Il fut des temps où les absences étaient comptabilisées ; après dix ou douze (10 ou 12) absences, on est renvoyé. Ceux qui volaient étaient aussi renvoyés. Après la campagne, lorsqu'on ne pouvait pas cotiser, on nous retirait la parcelle pour la confier à un autre. Si tu prends une permission de deux mois, la sanction est la même. Lorsque tu es de garde et que les singes saccagent les périmètres, tu paies 25000F. Les détournements entraînaient l'exclusion.

Il faut préciser que les horaires de travail étaient de 8h à 12h et l'après midi de 15h à 17h. Et toutes ces sanctions étaient prévues en vue de pousser les producteurs à bien entretenir leur parcelle pour avoir une production de

qualité. Entre 1980 et 1986 le tableau suivant nous montre l'évolution de la population encadrée par l'OFADDEC.

Tableau 6. Evolution de la population encadrée par l'OFADDEC

Année	Nombre actuel de Coopérateurs			Nombre de périmètres concernés	Nombre initial de coopérateurs
	Hommes	Femmes	Total		
1980	21	22	43	1	54
1981	138	106	244	3	190
1982	97	82	179	2	201
1983	89	51	140	2	404
1984	217	122	339	4	284
1985	133	52	185	2	174
1986	-	-	15	1	15

Source : 7^{me} Plan National du Développement. Economique et Social contribution de la région de Tambacounda, p. 17

Cette variation à la baisse du nombre de producteurs entre 1980 et 1986, cache aussi des fermetures de périmètres par l'OFADDEC, à l'exemple de Saal 3 où des problèmes de discipline et de rigueur dans le travail minaient la bonne marche du périmètre ainsi que sa pérennité. Pour ce qui est du remboursement des frais de production, certaines personnes qui n'arrivaient pas à totaliser, ne serait-ce que cette somme à la fin de la campagne, préféraient puiser dans leurs ressources propres pour s'acquitter de leurs dettes envers le GIE. Comme nous disait un producteur lors de la pré-enquête, les femmes préféraient vendre de leur petit bétail, plutôt que d'être renvoyées et de perdre tous les avantages liés à leur appartenance au GIE.

En bref, l'encadrement de l'OFADDEC ne se fit pas sans difficultés (difficulté de gestion humaine, de responsabilisation, de répartition des revenus, de commercialisation, ... selon les termes du Directeur actuel de l'OFADDEC). Et il a fallu renouveler la durée du contrat qui devait être de cinq

ans seulement. Et l'encadrement de la production de banane dura au total 10 ans.

Section II - Evaluation de la production

L'évaluation d'une production peut se mesurer en terme de rendement en kilogrammes (ou en tonnes) à l'hectare. Ce type d'évaluation permet de saisir les performances atteintes par rapport aux potentialités maximales ou au rendement moyen. Dans des conditions favorables, la banane commerciale atteint des rendements entre 25 et 30 tonnes alors qu'en culture traditionnelle, elle dépasse rarement 8 à 10 tonnes.

Si nous prenons l'année 1984 (3^o année de production des périmètres), avec une superficie de 27,5 ha, la production annuelle a été de 402 789 Kg : ce qui fait un rendement annuel de 14,65 tonnes/ha. Ce rendement n'est pas des meilleurs vue l'influence de plusieurs facteurs :

- 1) Le changement du système d'exploitation, passant des travaux collectifs aux travaux individuels, a entraîné une pause sur l'extension des superficies communautaires.
- 2) L'augmentation du prix des intrants a eu un impact négatif sur le traitement des périmètres bananiers en engrais et produits phytosanitaires. La hausse du prix des produits phytosanitaires est de 36,5% en moyenne alors que celle du gasoil se chiffre à 7%.

En effet le rendement est une variable très sensible qui peut être influencée par des facteurs maîtrisables ou non par le producteur. Des facteurs naturels tels que l'inondation très souvent provoquée en hivernage par les crues du fleuve Gambie et une très forte pluviométrie. Les infections et

maladies qu'il peut juguler ou pas s'il a ou non les moyens de se procurer des pesticides ou autres produits phytosanitaires. La maîtrise des opérations culturales, ainsi que l'aménagement du périmètre, peuvent jouer sur la qualité du produit et avoir de fait des répercussions sur le rendement. Un choix délibéré du producteur de mettre un certain nombre de pieds en vue du renouvellement ultérieur de la plantation.... Mais en dehors du rendement, l'évaluation de la production peut se faire sur la base d'un autre critère qu'est la commercialisation. Il s'agit pour le producteur de pouvoir répondre à un objectif de couvrir un marché comptant un certain nombre de consommateurs plus ou moins connu.

Quand il s'est agi pour l'OFADEC d'aller au delà du marché de Tamba, c'est-à-dire d'écouler la majeure partie de sa production à Dakar, la stratégie de vente a changé et on a augmenté les superficies mises en production. De quinze hectares lors de la première année de production l'objectif était passé à 1000 parcelles d'un quart d'hectare en 1985, soit près de 250 ha : avec un rythme d'extension annuelle de 16%. En plus de cette augmentation de la superficie, le système de la parcellisation augmentera la production annuelle.

La commercialisation des produits se fait dans de bonnes conditions, grâce à la participation de l'OFADEC au comité de suivi de la banane locale. Le comité dirigé par le ministère du commerce a demandé aux agriculteurs de conditionner la banane et de la vendre directement à Dakar, ce travail entraînera une hausse des revenus des agriculteurs de 14% environ.⁴⁴

La vente sur Dakar se fera en carton et non plus en vrac et le prix du kilogramme serait de 185 francs et non de 120 francs (vente en vrac). L'accent fut particulièrement mis sur la qualité de leurs produits, vu que ce marché de Dakar recevait déjà les productions de la Casamance et de la Côte d'Ivoire.

⁴⁴ Rapport final de l'OFADEC 1984. p.1.

Durant cette année 1984, la production s'est étalée sur les différents mois de façon fort différente (voir tableau 8).

Les maxima se retrouvent aux mois de Novembre, Septembre, Janvier et Octobre. Avec 250 ha aménagés et effectivement exploités, l'OFADÉC et/ou l'APROVAG couvrent presque la moitié de la production nationale : 2800 tonnes sur 6000. Les producteurs privés de Tamba atteignent 300 tonnes l'an. De fait la région offre 50% de la production nationale estimée. L'inspection Régionale de l'Agriculture présente le tableau de l'évolution de la production entre 1981 et 1986.

Tableau 7. Evolution de la production bananière

Année	Superficie cultivée (ha)	Production (tonnes)	Rendement (Kg/ha)
1981-1982	39	624	16 000
1982-1983	44	704	16 000
1983-1984	51	816	16 000
1984-1985	81	1200	14 800
1985-1986	81	490,72	6 100

source : Inspection Régionale de l'Agriculture de Tambacounda.

Cette production régionale a un rendement moyen de 14 800 kg/ha avec des maxima à 16000kg/ha et des minima à 6100kg/ha. La campagne 1996 - 1997 offre 4500 tonnes dépassant de loin les 2800 à 3500 tonnes des années précédentes. Hormis l'évaluation en terme de rendement, l'analyse de la structure du marché de la banane, permet de comprendre les retombées économiques de cette culture à Tambacounda.

Tableau 8 : Commercialisation de bananes

janvier 1984 - décembre 1984

source : rapport OFADEC 1984

Périmètres	Janv	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	Totaux
Adiaff	568	-	-	-	-	-	106	7 434	15 518	-	4 927	-	28 553
Bantantinty	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 559	1 735	5 294
Faraba	3 761	-	3 810	1 800	1 845	1 117	-	4 410	-	10 819	656	762	28 980
Koar I	12 492	6 547	2 177	4 428	5 529	5 562	9 100	1 457	3 675	18 472	954	8 562	78 955
Koulry I	7 515	-	9 658	11 701	2 273	3 427	-	7 589	11 024	5 833	-	9 782	68 802
Sankagne I	10 530	15 004	3 214	5 681	4 381	3 800	3 282	4 514	-	11 013	38 916	3 600	103 935
Sankagne III	11 703	7 140	-	4 731	4 900	6 171	5 825	11 094	11 643	-	8 664	-	71 871
Médina Kouta	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Wassadou	-	-	-	-	-	-	-	1 647	7 659	-	7 093	-	16 399
Totaux	46 569	28 691	18 859	28 341	18 928	20 077	18 313	38 145	49 519	46 137	64 769	24 441	402 789

Avant 1982, la Casamance était la principale région productrice de banane. Mais les quantités produites ne satisfaisaient qu'une faible partie de la demande. Pour le reste, on avait recours à l'importation. Lorsque l'OFADEC se lança dans la filière, il n'eut pas de difficultés à se placer parmi les divers opérateurs économiques et à commercialiser d'importantes quantités de banane. Ceci a été possible grâce à sa participation au comité de suivi de la banane locale, composé des producteurs, des commerçants et du ministère du commerce. Dans cet espace de négociations, les prix étaient discutés ainsi que l'importation surveillée (quantités et périodes d'importation) afin d'encourager et de promouvoir la production locale.

Pourtant après la première décennie de production, force est de reconnaître que l'APROVAG (prenant juste le relais de l'OFADEC), devait se repositionner sur le marché. En effet lors de la campagne précédente, elle s'est rudement mesurée à ses rivaux (importateurs et commerçants), chacun d'eux voulant faire passer ses propres intérêts. Il n'est pas rare en effet que la banane ivoirienne inonde le marché alors que les producteurs sont en période de production maximale. De plus, une quantité importante de banane fut cédée par l'APROVAG aux commerçants guinéens sans que le remboursement soit effectué à la date prévue. Ces derniers exercent par ailleurs, une grande pression sur les producteurs quant à la fixation des prix.

Pour faire face à une telle situation les producteurs de Tambacounda et de la Casamance trouveront dans le comité paritaire, un espace de concertation, de développement de stratégies communes de lutte pour le repositionnement des producteurs sur la filière. 90% de la production sénégalaise commercialisée provient des partisans de ce comité qui regroupe actuellement près de 4000 producteurs autour de 23 GIE.

L'APROVAG devra aussi faire face aux GIE indépendants regroupés actuellement en fédération FEGAP. La qualité de la production de ces GIE autonomes l'oblige souvent à appliquer des prix en deçà de ceux que pratiquent ces derniers. Lorsque l'APROVAG se limite à 120 francs pour la vente en vrac, eux vont jusqu'à 140 francs et vendent la banane en carton à 200 francs, pendant que celle-là ne perçoit que 185 francs le kilogramme.

En tout état de cause, les producteurs restent conscients que la production locale se doit d'être de qualité pour affronter une éventuelle libéralisation de la filière avec les accords de la C.E.A.O : produire plus à moindre coût et en qualité supérieure.

Ainsi depuis 1982, la banane fait partie intégrante de l'économie de ces villages encadrés par l'OFADDEC. Cette ONG a en effet une part importante dans l'orientation et le rôle joué par cette culture dans le processus du changement enclenché depuis 1977. L'historique de la banane dans l'arrondissement nous montre qu'il y a eu un encadrement des paysans. La participation des paysans a varié dans le temps et d'exécutants du programme en 1977, ils sont passés à l'autogestion en 1993..

L'histoire de l'introduction de la banane, revêt toute son importance dans l'interprétation des formes prises par le changement.

Chapitre IV : LES CHANGEMENTS DEMOGRAPHIQUES

Après avoir fait l'historique de l'introduction de la banane dans l'arrondissement de Missirah, nous allons voir de façon plus concrète les retombées de cette culture sur la structure démographique des villages de Saal et de Wassadou.

La première conséquence et la plus apparente d'ailleurs, est l'immigration de travailleurs venus d'autres régions. En effet, même si la région de Tambacounda, a depuis longtemps une tradition migratoire,⁴⁵ il n'en demeure pas moins vrai que les flux de ces deux dernières décennies furent fortement liés à l'introduction de la culture de la banane à Missirah. Les régions pourvoyeuses étant principalement Fatick et Thiès.

Ce chapitre comprendra deux sections. La première fera état des déplacements de populations occasionnés par la culture de banane et la seconde, des conséquences de ces déplacements sur la structure démographique de ces villages. Les résultats présentés ici proviennent des entretiens, mais aussi des statistiques recueillies au niveau de la Direction de la Prévision et de la Statistique de Tamba et du service de l'Agriculture de Dakar.

Section I : Les déplacements de populations

Ils concernent aussi bien les immigrants que les populations autochtones. Le projet OFADEC a marqué de son empreinte l'arrondissement de Missirah par les mouvements de populations qu'il y a occasionnés. Le comparant en cela avec le projet des Terres Neuves de Koumpentoum, le sous-préfet ne tarde pas de

⁴⁵ D'un point de vue géographique, sa position de carrefour entre les diverses régions du pays et ses frontières communes avec la Gambie, la Mauritanie, le Mali et la République de Guinée, en fait un point de chute pour les populations migrantes. Considérant l'aspect historique de la question, le peuplement de Tamba rappelle que la région a accueilli plusieurs peuples en transit particulièrement les Mandingues à la suite de l'éclatement du royaume

du Mali. Sur le plan politico-économique, le projet des terres neuves de Koumpentoum a dans un passé récent drainé son lot de travailleurs dans cet arrondissement.

souligner qu'à la différence de ce dernier c'est d'une véritable colonisation de terres qu'il s'est agi là et non de simples migrations saisonnières. Depuis 1977 de nouveaux villages se sont créés, certaines populations autochtones ont adopté de nouveaux terroirs et d'autres continuent à venir chercher des parcelles à cultiver.

A- Les populations autochtones

Comme nous l'avions déjà annoncé dans l'étude monographique du village de Wassadou, l'année 1977 constitue une date importante dans son peuplement. Wassadou dépôt qui avait un rôle plus économique que social, deviendra le principal pôle d'habitation. En 1976 déjà le recensement de la population montre que 87 % de sa population vivait dans le second hameau Wassadou dépôt. Mais les types de logement dénotent du caractère provisoire de l'habitat. Les murs des cases ne sont pas faits en dur mais en tiges de mil. En 1997 ce taux passe à 96,5 % et l'on peut constater la sédentarisation des populations à travers la construction en dur des murs des cases (banco, ciment). Seuls six ménages sont dénombrés à Wassadou village en septembre 1997 lors du pré-recensement de l'Agriculture.

Par contre à Saal ce phénomène était plus perceptible, des producteurs ont quitté leur village pour en créer un autre près des rives du fleuve. Quelques années après le démarrage du projet OFADEC, les tests de la banane faits à Wassadou et à Bantantinty ont connu un brillant succès. L'OFADEC décida de faire de cette culture son cheval de bataille pour le développement des villages encadrés.

En 1983, le village de Saal fut créé avec comme premiers habitants, les peulh de Sinthian (un village situé à quelques kilomètres). Dans le recensement de 1976, on ne retrouve d'ailleurs pas les traces de ce village qui n'apparaîtra qu'avec celui de 88. D'après les entretiens avec les peulh du village, l'OFADEC serait allé à Sinthian demander des volontaires pour la culture de la banane. Ayant répondu favorablement à cet appel, les volontaires n'étaient cependant pas très enthousiastes à l'idée de quitter leur terroir.

...Quand l'OFADEC venait ici, j'étais à Sinthian nous dit C. B. Ils sont allés là-bas chercher du personnel. Ils ont discuté avec nous et on leur a fait croire qu'on allait venir. Quand ils sont partis, on est retourné à Sinthian... Pour les travaux de défrichage on quittait le matin, mais on repartait tous les jours chez nous...

On remarque qu'il a aussi bénéficié de l'appui des chefs religieux qui ont dû encourager les populations à rejoindre le projet : « c'est le marabout qui nous a donné les pics et le petit matériel pour défricher la forêt. On a aménagé l'emplacement du village et du périmètre, puis on est venu s'installer ici. » En 1983 il n'y avait que les peulh de Sinthian et quelques autres venus de Tabadian (un village qui était situé à l'intérieur du parc) et de Gounass. La population était plutôt homogène, constituée uniquement de peulh en majorité musulmans. On peut tout de même s'interroger sur les motivations de ceux-là qui ont accepté de venir vivre à Saal. Pour C. B. , c'est principalement des raisons économiques. « Avant, je faisais la culture du coton et du mil. Quand j'étais à Sinthian, on n'avait pas toujours de bons hivernages. Même pour manger, j'avais des problèmes... ». A côté de ces raisons économiques il y a aussi la position du marabout qui fut déterminante. Car la confiance que l'on a en un guide spirituel, fait que l'on suit ses conseils ou exécute ses prescriptions en toute quiétude. On peut donc parler de motivations d'ordre psychologique.

Les déplacements de population n'ont pas concerné que les étrangers (comme nous avons pu le penser). Des mouvements internes témoignent aussi de la dynamique de ce projet au sein même de l'arrondissement. Au cours de deux entretiens différents, nous avons relevé le terme de « colonisation de terre ». Nous avons donc cherché à connaître le statut d'occupation de ces terres colonisées pour l'exploitation des périmètres et l'emplacement des villages.

D'après les anciens de Wassadou c'est l'OFADEC qui s'était chargé de cette affaire : « Au départ c'est l'OFADEC qui avait négocié avec le gouverneur. Après

leur départ il y eu la décentralisation. Nous avons adressé une demande à la communauté rurale qui l'a transmise à la sous-préfecture, qui à son tour, s'est chargé de l'envoyer à la gouvernance ». L'actuel Directeur de l'OFADDEC s'explique en ses termes : « Quand on occupait ces terres, elles étaient vierges. On nous les a attribuées parce que personne ne les exploitait et elles ne faisaient l'objet d'aucune autre sollicitation. On les a occupées pendant deux ans, puis cédées aux GIE que nous avons créés ». Aujourd'hui, ils peuvent décider d'en exclure quelqu'un si celui-ci ne participe pas aux activités de production.

Selon cette version il semblerait que les GIE soient les propriétaires des zones qu'ils exploitent, pourtant une position plus mitigée s'affiche avec ces anciens de Thilo-Thilo qui terminent en disant que les terres leur appartiennent en « accord avec le parc ». Ils nous ont donc clairement signifié que l'emplacement des périmètres faisait partie normalement du patrimoine foncier du parc et qu'ils avaient eu son accord pour l'occuper.

Quant au GIE de Takku Liggey son statut d'occupation demeure moins ambigu. Huit millions de francs CFA (8 000 000 F) ont été cédés par un groupe d'anciens horticulteurs de Koar (organisés en GIE) pour l'acquisition de leur périmètre de Wassadou.

En ce qui concerne l'emplacement du village, le site de Wassadou Dépôt serait selon une information de 2nd niveau, un domaine privé dont le propriétaire aurait totalisé plusieurs années d'arriérés d'impôts. La régularisation de cette situation pourrait entraîner éventuellement un retour des populations vers la zone de Wassadou village. Une telle information n'est pas à négliger, même si elle ne provient pas directement de nos enquêtes mais d'une discussion s'inscrivant dans un autre cadre.

A côté de ces mouvements qui se déroulent à l'intérieur même du terroir, d'autres auront lieu et de façon plus importante, vu l'origine lointaine des migrants.

B – Les mouvements trans-régionaux

En 1979 déjà à Wassadou, le projet OFADEC attire des gens dans le village. Plus tard les saisonniers des terres neuves viendront se joindre à ceux là pour cultiver la banane et même quelques-uns viendront des villes (Tamba, Dakar, Thiès, M'Bour,...).

Nous avons cherché à étudier à partir de notre échantillon, le lieu de provenance des « étrangers », ainsi que l'année où ils sont arrivés à Wassadou. Nous entendons par « étranger » ceux qui ne sont pas nés à Wassadou mais qui y ont plus ou moins duré. Il y a deux grands groupes : ceux qui sont arrivés avant 1977 et qui se sont naturalisés et ceux qui sont venus pour bénéficier du projet, c'est à dire à partir de 1977.

Le tableau suivant est une distribution de notre échantillon selon les deux variables que sont le lieu de provenance et l'année d'arrivée de tous les enquêtés de Wassadou.

Tableau 9 : Répartition de l'échantillon
Selon le lieu de provenance et l'année d'arrivée à Wassadou

Provenance \ Année	Tamba	Dakar	Fatick	M'Bour	Wassadou	Autres
Avant 1977	1	0	0	0	11	0
1977- 1989	2	0	0	0	0	0
1990 - 1994	1	1	2	0	0	1
1995 – 1997	3	1	12	3	0	1
Né à Wassadou	0	0	0	0	4	0

La région de Fatick vient en tête avec 1/3 des personnes immigrées. L'on peut aussi distinguer deux grandes vagues de migration. La première qui date d'avant 1977. Elle est principalement constituée des personnes de nationalité guinéenne et autres, mais se déclarant Sénégalais (nés à Wassadou). « Parmi les vieux d'un certain âge, beaucoup sont originaires de Guinée, nous dit le secrétaire du GIE Thilo-Thilo ; mais durant les élections de 1988, ils ont affirmé être nés à Wassadou pour l'établissement de leur carte nationale d'identité, afin de ne pas être obligés de retourner jusque dans leur village d'origine pour avoir des extraits du registre des naissances ».

Nous les avons comptés parmi les habitants de Wassadou, vu qu'ils y ont passé plus d'une vingtaine d'années, mais en prenant soin de les séparer de ceux qui sont natifs du village (au nombre de 4 seulement). Cette vague de migration, bien qu'étant assez importante vu le nombre (11), ne nous intéresse pas de près car ayant eu lieu bien avant le projet, donc influencée par des facteurs autres que la banane.

Par contre la moitié des personnes immigrées sont arrivées entre 1995 et 1997. Ceci est révélateur dans une certaine mesure. Lorsque la culture de la banane a démarré à Wassadou, quelques immigrés seulement avaient intégré le GIE Takku Liggey. Ceux qui allaient à Koar et ne trouvaient pas de parcelles disponibles, tentaient leur chance dans les autres villages. C'est ainsi qu'à Wassadou, on peut retrouver certains travailleurs seerer qui s'y sont installés entre les années 82-90. On peut observer ce phénomène dans le tableau précédent. Mais à partir des années 90 on fit appel aux jeunes seereer qui étaient à Koar sans parcelle pour venir redresser le GIE Takku Liggey qui traversait une mauvaise période.

Au départ, tous ceux qui travaillaient avec nous, étaient de Wassadou ; mais on a pris un groupe de vingt jeunes seereer de Koar parce qu'ils sont réputés pour leur sérieux dans le travail... Il y avait des jeunes qui étaient là, mais ils ne voulaient pas travailler ; actuellement ils regrettent parce qu'ils n'ont rien à faire ». O. D. Président de Takku Liggey.

Il n'y avait pas que les jeunes de Koar qui avaient présenté leur candidature. Des jeunes restés dans leur village eurent échos de cette offre et se présentèrent. Parmi ceux dont la candidature fut rejetée une dizaine trouve une parcelle dans le GIE Thilo-Thilo qui venait d'aménager 14 parcelles. Quatre d'entre elles uniquement furent cédées à des jeunes de Wassadou.

Après Fatick, ce sont les différentes communautés rurales et communes de la région de Tambacounda qui offrent des travailleurs. Le département de Mbour (région de Thiès) et la région de Dakar viennent ensuite. Nous avons donc cherché à comprendre les motivations de ces jeunes venus de si loin pour s'adonner à une culture fruitière. La plupart d'entre eux sont arrivés sur l'incitation d'un parent (père, oncle, frère) déjà installé à Koar ou à Wassadou ou bien ont été mis au courant du recrutement par un ami.

Quand j'ai entendu parler de la banane, je ne connaissais pas encore le village de Wassadou. Ceux de Koar en parlaient, mais il n'y avait plus de place là-bas. Un copain m'a écrit, pour me dire qu'il fallait que je vienne à Wassadou. En 1995, j'ai trouvé une parcelle dans le groupement de Takku Liggey. M. D. Takku Liggey.

Plus que le village en lui-même, c'est l'activité économique qui attire les migrants. Si ces jeunes sont allés à Wassadou c'est parce que c'est là-bas qu'il y avait des places disponibles pour la culture de la banane. Ce qui signifie qu'ils auraient pu vivre dans un autre village qui pratiquait cette activité. « Ceux de Koar en parlait », nous dit MD. Le village de Koar existait bien avant le projet OFADEC. Mais s'il est devenu célèbre particulièrement dans le domaine de la banane, c'est parce que d'anciens élèves de l'école horticole de Cambérène l'ont choisi pour abriter leur périmètre. Ce GIE des horticulteurs de Koar faisait partie des plus performants sinon était lui-même le plus performant. Si ces jeunes de Djoyin et Fumiela ont décidé de cultiver de la banane, c'est parce qu'ils ont vu leurs parents et amis réussir dans ce domaine et acquérir des moyens économiques.

D'autres parmi eux, travaillaient comme saisonniers dans les terres neuves.

J'étais venu cultiver de l'arachide, c'est après que j'ai entendu parler de la bananê. Je suis resté trois mois sans travail, on ne mangeais pas. Au bout du troisième mois on a répondu favorablement à notre demande. P.D. Takku Liggey.

L'attribution des parcelles obéit à certaines règles communes à tous les GIE. Elle se fait sur la base d'une demande rédigée par le candidat. On distribue les parcelles par ordre d'arrivée si l'offre est supérieure à la demande. Dans le cas contraire c'est par tirage au sort. Et lorsque celles-ci sont épuisées on retient les personnes restantes sur une liste d'attente. L'âge minimum pour l'obtention d'une parcelle est de dix-huit ans (18 ans). La demande étant de plus en plus nombreuse, les gens peuvent séjourner longtemps dans un village avant de pouvoir bénéficier d'une parcelle.

Pour saisir la personnalité ou le portrait – type des migrants à Wassadou, nous avons considéré la population qui a immigré entre 1977 et 1997 ; et nous nous sommes intéressée à certaines variables telles que l'âge et la situation matrimoniale, le niveau d'instruction et le dernier métier exercé et enfin la religion et l'ethnie.

Tableau 10 : Répartition de la population immigrée entre 77 et 97

Selon l'âge et la situation matrimoniale à Wassadou

Situation matrimoniale Tranche d'âge	Célibataire	Marié
18 – 29 ans	14	2
30 – 39 ans	1	5
40 – 49 ans	0	3

C'est une population encore assez jeune qui a entre 18 et 29 ans. C'est cette tranche de la population qui indique généralement qu'une certaine zone d'habitation est un foyer d'accueil ou un foyer de départ. Sur un total de 25 migrants 15 sont des célibataires. Ce qui accroît leur mobilité car n'ayant pas de charges familiales.

Après la situation matrimoniale nous chercherons à connaître leur appartenance aux différentes catégories socio – professionnelles et leur niveau d'instruction.

Tableau 11 : Répartition des migrants selon le niveau d'instruction et la catégorie socioprofessionnelle à Wassadou

Niveau d'instruction / Profession	Primaire	Secondaire	Formation professionnelle	Sans instruction
Agriculture	2	0	1	4
Artisan	1	0	0	0
Ouvrier	2	1	0	1
Transport	2	3	0	0
Enseignant	0	1	0	0
Chômeur	4	3	0	0

En dehors de ceux qui ont reçu une formation professionnelle dans le domaine de l'agriculture, ceux qui sont sans instruction restent les moins nombreux. Les migrants sont donc instruits dans 80% des cas. Ils atteignent le niveau secondaire pour 36% d'entre eux. Mais il existe un taux assez important de chômeurs (28%). Le métier le plus pratiqué est l'agriculture (agriculture, élevage, maraîchage,...) au taux de 28% toujours. La mobilité professionnelle est tout de même présentée car des chauffeurs, des ouvriers, et des artisans acceptent de se reconverter en cultivateurs. On a même le cas d'un enseignant qui se reconvertit

dans le travail de la terre. La banane n'attire donc pas que les chômeurs ou les agriculteurs :

j'avais arrêté mes études en première et j'ai été embauché comme enseignant dans un collège privé depuis deux ans. C'est un métier qui n'est pas bien rémunéré. Quand j'ai entendu parler de la banane j'ai mûrement réfléchi et je me suis dit que si je pouvais avoir une parcelle que j'entreprendrai comme il le faut, je gagnerai plus d'argent. Je me suis finalement décidé à venir cultiver la banane.

A travers ce discours de J. C. qui résume ses motivations et le choix de ce métier, nous pouvons distinguer plusieurs états d'âme.

D'abord un manque de satisfaction par rapport à son métier d'enseignant pour des raisons économiques. Ces raisons sont tellement fortes chez lui, qu'elles supplantent le complexe qu'il y a à descendre l'échelle socioprofessionnelle en devenant cultivateur. Pourtant c'est une décision qu'il ne prend qu'après avoir mûrement réfléchi. Car psychologiquement il devra faire face à une mentalité populaire qui accorde plus de considération aux métiers faisant appel à l'intellect qu'à ceux qui utilisent plus la force physique. L'expression « entretenir comme il le faut » exprime la détermination à réussir dans cette nouvelle direction.

Par rapport à la répartition des migrants selon les variables que sont le niveau d'instruction et la profession, il n'y a pas une tendance qui domine vraiment, la distribution des individus par rapport à ces deux variables est assez large. Le nombre de chômeurs ayant un niveau d'instruction primaire et les agriculteurs sans instruction, dépasse de peu celui des transporteurs et chômeurs ayant un niveau secondaire. Des tendances ne se dessinent que lorsque l'on considère les variables séparément : ceux qui ont eu au moins un niveau primaire représentent une proportion de 4/5 et ceux qui ont atteint le niveau secondaire sont pratiquement les 2/5. Pour ce qui est de la profession, les anciens agriculteurs ainsi que les chômeurs viennent en tête et représentent ensemble presque les 3/5 de ces

migrants. Après avoir considéré les catégories socioprofessionnelles, nous nous intéresserons aux caractéristiques socioculturelles que sont l'ethnie et la religion.

Tableau 12 : Répartition des migrants selon l'ethnie et le religion à Wassadou

Ethnie	Religion	
	Catholique	Musulmane
Mandingue	0	2
Peulh	0	3
Serrer	11	7
Koniagui	1	0
Woloff	0	1

Ici la répartition se fait en faveur des sereer en général (18/25) et des catholiques sereer en particulier(11/25). Si la répartition des migrants entre les différents ethnies est sans conteste en faveur des sereer, il y a une répartition équitable entre musulmans et catholiques (13 musulmans contre 12 catholiques).

Ces quatre derniers tableaux nous permettent de dire qu'après 1977 la plupart des migrants du village de Wassadou, sont arrivés entre 1995 et 1997 de la région de Fatick. Ils ont moins de 30 ans et célibataires dans leur grande majorité. Le troisième tableau ne permet pas de tirer des conclusions radicales quant à leur profession et leur niveau d'instruction, mais retenons que plus de 2/3 d'entre eux ont au moins un niveau primaire. Enfin ils sont d'ethnie sereer et de religion catholique pour plus de la moitié d'entre eux.

A Saal, la migration s'est faite dans un contexte différent et a concerné une plus grande partie de la population : le voyage organisé collectivement et qui a concerné des familles entières et pas seulement des jeunes ou des hommes. A Wassadou ce sont de jeunes gens qui ont immigré et de façon individuelle même si la plupart viennent de Djoyin.

En effet un prêtre du diocèse de Thiès responsable de l'arrondissement de Pambal est entré en contact avec l'OFADEC pour venir en aide à ses paroissiens. Agriculteurs pour la plupart, ils étaient au prise avec des problèmes de sécheresse. L'obtention d'un périmètre de banane à Tambacounda aurait définitivement résolu leurs problèmes d'alimentation.

En 1994 le deuxième périmètre Saal II fut ouvert avec l'arrivée des Sereer de Thiès (Département de Tivaouane, arrondissement de Pambal).

Nous venons de Leexaar ; il n'y avait pas d'eau là-bas et le père a rencontré ceux de l'OFADEC. Ils lui ont dit qu'il y avait un projet en cours et que nous pouvions en faire partie. L'OFADEC a entendu dire que les sereer travaillent bien et il a demandé au prêtre de nous emmener à Saal, qu'il donnerait une parcelle à chaque membre de notre famille âgé de dix huit ans (18 ans) au moins. Quand on est arrivé ici, l'eau ne manquait pas. On a fait 12 ans ici, on faisait partie du premier convoi. On a trouvé ici les peulh et ça se passe bien entre eux et nous.

Là encore ce sont des raisons économiques qui sont la principale cause de la migration. Les familles qui étaient intéressées par le projet OFADEC furent transportées en train jusqu'à Tambacounda. Après une journée de repos à la maison des œuvres, c'est en camion que le voyage fut parachevé jusqu'à Saal.

Après avoir défriché la partie qu'on leur avait cédée, les gens commencèrent à construire leurs cases et à aménager les périmètres. Avant les premières récoltes ils bénéficiaient d'aides alimentaires de leur pasteur et d'une indemnité de 1500 F par mois de l'OFADEC. Les premiers mois furent laborieux, mais l'expérience fut heureuse et un second convoi se préparait à quitter la région de Thiès trois ans (3 ans) après le premier.

Contrairement à l'année 84, l'OFADEC ne put ouvrir un troisième périmètre pour les derniers arrivants (problèmes de moyens). En plein milieu des travaux

d'installation, on leur demanda d'arrêter et de retourner chez eux à Thiès. Certains d'entre eux préférèrent rester et se faire employer dans le village voisin de Sinthian pour des travaux champêtres et d'autres « petits boulots ». Pendant ce temps, dans le périmètre de Saal I, un certain nombre de problèmes commencèrent à surgir. D'un point de vue technique, les motopompes commencèrent à s'user (après la parcellisation des périmètres, on remarqua que les motopompes tombaient très fréquemment en panne). Des problèmes d'ordre financier, ne permirent pas de les remplacer. Cela découragea bon nombre de producteurs. Les peulhs commencèrent à se retirer un à un des périmètres pour retourner à Sinthian.

Les parcelles vacantes furent redistribuées à ceux-là qui venaient d'arriver. Un deuxième facteur accélérât ce départ massif des peulh. Ils commencèrent à développer une certaine xénophobie à l'égard des sereer qui venaient de faire leur entrée dans le périmètre de Saal II. Ils quittèrent presque tous pour regagner leur village à l'exception de quelques cinq producteurs (5). C'est ainsi que le périmètre Saal I fut repris en main par les sereer qui après quelques temps parvinrent à redresser la situation économique du groupement. Ces derniers finissaient de convaincre l'OFADDEC de leur ardeur au travail, car là où les peulh avaient échoué, eux ils avaient réussi à force de persévérance. Celui-ci se résolut donc à ouvrir un troisième périmètre Saal III. Le troisième convoi qui venait de Thiès était cette fois-ci un groupe très hétérogène. Il était constitué de citadins plutôt que de ruraux (les sereer Noon de la ville de Thiès). Mais quelques mois après, le périmètre fut fermé et les producteurs furent contraints de retourner à Thiès.

En effet des problèmes d'intégration se posaient dans ce groupe hétérogène : il y avait souvent des disputes et des rivalités entre eux. Concernant le travail, ils n'allaient pas régulièrement dans les PIV, préférant aller dans la brousse pour l'exploitation abusive de la sève du rônier. L'OFADDEC ferma ce périmètre qui ne présentait aucun signe de viabilité sous tous ses angles. Ce fut le dernier groupe à aller à Saal, mais l'immigration ne cessa pas pour autant. Les gens continuaient à

venir de façon individuelle par l'intermédiaire de quelques uns de leurs parents résidant à Saal. En attendant de pouvoir disposer d'une parcelle, ils se font employer comme apprentis auprès des producteurs, avec un salaire mensuel tournant autour de 6 000 Frs. Ce sont dans la plupart des cas, des jeunes de sexe masculin, originaires de la région de Thiès toujours. Les femmes arrivent aussi de Thiès ou Dakar pour rejoindre leur mari à Saal : dans ce cas, c'est plus une migration de suivi.

Pour résumer les différents mouvements entre 1983 et 1997, nous dirons que durant ces 14 années, il y a non seulement eu beaucoup d'arrivées mais aussi beaucoup de départs. Les peulh, premiers habitants de Saal, ne dépassent plus cinq (hommes et femmes) producteurs dans les périmètres. Concernant le premier convoi venu de Pambal, toutes les personnes qui disposaient d'une parcelle, ce sont fixées dans le village.

Pour ce qui est du deuxième convoi, une partie est retournée à Thiès, une autre est restée, car il n'y avait pas un nouveau périmètre qui pouvait les accueillir tous. Le troisième convoi venu de la ville de Thiès est reparti vus tous les problèmes qui minaient leur périmètre.

Actuellement c'est la migration individuelle qui prédomine. Dans notre échantillon nous avons retrouvé ces différentes catégories dans les proportions que voici.

Tableau 13 : Répartition de l'échantillon selon le lieu de provenance des migrants et leur année d'arrivée à Saal

Provenance Année d'arrivée	Pambal	Autres arrdt de Thiès	Sinthian	Dakar
1983	0	0	3	0
1984	5	4	0	1
1985-86	0	1	0	0
1987	5	0	0	0
1992-95	1	2	0	0
1996-97	0	1	0	1

L'échantillon confirme la description faite précédemment sur la situation de la migration des dernières années. En 1983 le seul lieu de provenance est Sinthian. Mais si nous considérons l'échelle cardinale pour le classement des différents lieux de provenance ce village arrive en troisième position, ne précédant que la région de Dakar. L'année 1984 est celle où le plus grand nombre de migrants est arrivé (10/24).

Les différentes régions de provenance sont Thiès surtout et Dakar dans une moindre mesure (5 arrivés de Pambal et 4 des autres arrondissements de la région de Thiès). En effet ceci s'explique par le fait que seul le groupe arrivé en 1984 (1er convoi de Thiès) n'a pas fait l'objet de départs massifs : c'est le groupe le plus stable. Après celui-ci c'est le groupe qui est arrivé en 1987 qui est le mieux représenté dans cette distribution de fréquence (5/24). Le lieu d'origine est Pambal. Les migrations individuelles sont très faiblement représentées et intéressent les années 85, 86 et celles allant de 92 à 97. La provenance est Thiès et Dakar. Nous allons maintenant étudier de façon corrélatrice les variables âge et situation matrimoniale pour savoir si la migration à Saal présente les mêmes caractéristiques qu'à Wassadou.

Tableau 14 : Répartition de l'échantillon selon la situation matrimoniale et l'âge des migrants à Saal

Situation matrimoniale \ Tranche d'âge	Célibataire	Marié	Veuf
18 ans – 29 ans	3	2	0
30 ans – 39 ans	2	7	0
40 ans – 49 ans	0	6	0
50 ans – 60 ans	0	2	2

Au niveau de l'échantillon on remarque que l'âge est très élevé (1 producteur sur 5 seulement a moins de 30 ans).

Si les jeunes sont présents dans les périmètres c'est comme apprentis et non comme propriétaires des parcelles. La classe d'âge 30-39 ans totalise le plus grand nombre de producteurs (9/24). La plupart des producteurs sont mariés. Les jeunes émigrent généralement plus facilement que les hommes d'âge mûr ayant de surcroît des responsabilités familiales. Ici on se rend compte que c'est le contraire.

Nous allons tenter de voir leur niveau d'instruction ainsi que la dernière profession exercée avant la culture de la banane. Ceci nous permettra de savoir si ce sont seulement les agriculteurs qui sont venus cultiver de la banane à Saal, ou si cette activité intéresse aussi des personnes appartenant à d'autres catégories professionnelles.

Tableau 15 : Répartition de l'échantillon selon le niveau d'instruction et la dernière profession exercée à Saal

Profession \ Niveau	Sans instruction	Primaire	Secondaire	Supérieure	Autre formation
Agriculteur	10	2	0	0	2
Aide sanitaire	0	0	0	0	1
Revendeuse (petit commerce)	1	0	0	0	0
Couturière	0	1	0	0	1
Femme de ménage	1	0	0	0	1
Chômeur	0	0	2	1	1

Ici la proportion des personnes étant sans instruction, est très élevée (12 personnes sur 24). Celle des agriculteurs est encore plus grande (14 personnes sur 24). Au total 10 personnes exerçaient le métier d'agriculteur et sont sans instruction. Nous avons vu que cette population était principalement composée d'adultes ayant entre 30 ans et 49 ans. En zone rurale le niveau d'instruction décroît lorsque l'âge augmente. Cet élément joint au fort taux d'agriculteur explique le manque d'instruction de cet échantillon. Car le métier d'agriculteur, qu'ils exercent ne nécessite pas un grand niveau d'instruction.

En dehors des agriculteurs, les chômeurs sont assez nombreux à s'investir dans cette activité. Ils ont généralement le niveau du secondaire et même du supérieur ou ont reçu une formation professionnelle.

Les femmes exercent le métier de couturière, femme de ménage ou font du « petit commerce ». La moitié d'entre elles sont alphabétisées (en langue nationale) ou ont le niveau primaire.

Les dernières caractéristiques que nous chercherons à étudier chez les migrants sont la religion et l'ethnie. Ces paramètres nous renseignent sur les aspects socioculturels des producteurs.

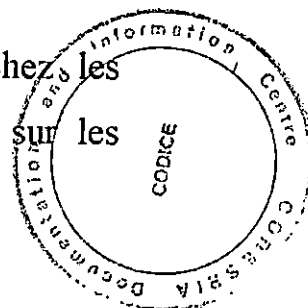


Tableau 16 : Répartition de l'échantillon selon la religion et l'ethnie des migrants à Saal

		Religion	
		Musulmane	Catholique
Ethnie	Sereer	3	18
	Peulh	3	0

La proportion des producteurs qui sont d'ethnie sereer est largement dominante (21/24). De même que les producteurs catholiques sont trois fois plus nombreux que les producteurs musulmans.

Dans les périmètres de Saal la composition ethnique se limite aux sereer et aux peulh. Ce qui n'est pas le cas dans les périmètres de Wassadou où nous avons en plus des peulh et des sereer, des mandingues, des koniagui et même des woloff. Mais la majeure partie de ceux qui sont arrivés entre 1995 et 1997 sont des sereer de religion catholique comme les cohortes venues de Thiès en 1984 et en 1987. Si les migrants que l'on trouve généralement à Wassadou sont des jeunes célibataires, ceux de Saal sont mariés et âgés entre 30 et 49 ans. Le niveau d'instruction est plus élevé chez les jeunes de Wassadou et s'il existe parmi eux certains qui exerçaient le métier d'agriculteur, ceux-ci n'atteignent pas l'importante proportion des anciens agriculteurs de Saal.

S'il existe autant de différences entre ces deux groupes de migrants, c'est que les conditions de migration n'ont pas été les mêmes ici et là. L'immigration des familles venues de Thiès fut préparée et soigneusement organisée par leur pasteur pour mettre dans de bonnes conditions les jeunes et les moins jeunes, alors que ceux de Fatick allaient plus ou moins à l'aventure en venant à Wassadou. Dans les deux cas ce sont des raisons économiques (manque de moyens) et écologiques (dégradation des conditions climatiques du centre du pays) qui ont présidé au départ de ces groupes pour l'Est du pays, où les conditions naturelles de survie sont plus favorables (fleuve Gambie qui permet l'agriculture en toute saison).

Pour ce qui est des déplacements des populations autochtones, ceux de Wassadou n'ont pas dépassé le cadre de leur village alors que ceux de Sinthian ont dû quitter leur village pour en créer un autre plus proche du fleuve.

Tous ces déplacements ne manqueront pas d'avoir des conséquences sur la structure, mais aussi sur l'importance numérique de la population.

Section II – Conséquences des mouvements migratoires sur la structure démographique de Saal et Wassadou.

A - Evolution de la population des villages de Saal et Wassadou entre 1977 et 1997.

Après avoir décrit les différents mouvements migratoires qui ont eu lieu dans ces villages à partir de 1977 et de 1983 pour Saal, nous allons tenter de saisir leur effet sur l'évolution naturelle de ces populations. Nous essaierons de voir si la population a augmenté normalement, si elle a évolué de façon imprévisible ou si elle a simplement stagné ou diminué.

Le tableau suivant présente l'évolution de la population de 1977 à 1987 et de 1987 à 1997 - les données proviennent du recensement de 1976 et de 1988 et du pré-recensement de l'Agriculture (1997).

Tableau 17 : Evolution de la population entre 1977 et 1997 dans les villages de Saal et Wassadou.

Années \ Villages	Saal			Wassadou		
	Masc.	Fem.	Ensemble	Masc.	Fem.	Ensemble
1977	-	-	-	141	124	265
1987	273	234	507	259	259	518
1997	308	257	565	588	614	1202

En 1977, le village de Saal n'existait pas encore. Entre 1983 et 1987, la population passe à 507 habitants. Ce chiffre le place parmi les plus gros villages de la Communauté rurale de Missirah qui compte 78 villages dont 4 seulement ayant entre 500 et 800 habitants.

Le nombre des hommes est supérieur à celui des femmes : le rapport de masculinité avoisine 117 hommes pour 100 femmes. Le RM passera à près de 120, dix ans après. Mais la variation numérique de la population ne dépasse guère 58 habitants de plus qu'en 1987. En quatre ans, c'est-à-dire entre 1983 et 1987, la population est passée de 0 à 507 habitants et en dix ans c'est-à-dire entre 1987 et 1997 l'augmentation est surprenante. Elle est de neuf fois moindre qu'entre 1983 et 87.

Le résultat est d'autant plus inattendu que dans le même temps, la population de Wassadou, qui était presque égale à celle de Saal (Saal : 507 et Wassadou 518), a doublé : de 518 en 1987, elle est passée au-delà de 1036 habitants en 1997. Dans

ce village par contre, le rapport de masculinité n'a pas cessé de décroître ; en 1977, il est égal à 114 ; en 1987 il est de 100 ; et en 1997, il passe à 95,7. L'évolution de la population se fait en faveur des femmes.

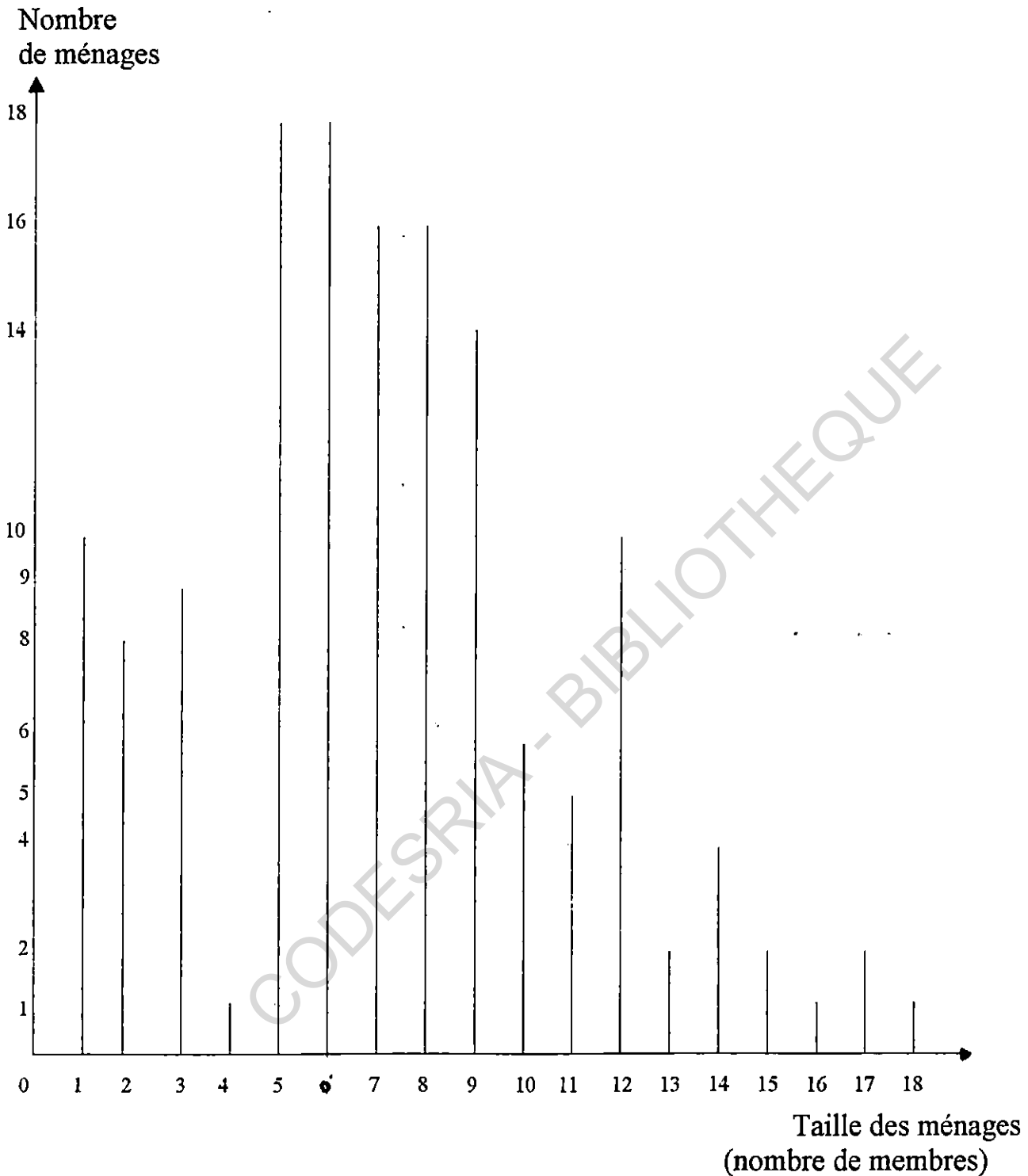
En définitive, les mouvements migratoires ont entraîné une évolution positive en général avec un rythme de croissance peut-être lent à Saal, mais qui double pratiquement tous les dix ans en ce qui concerne Wassadou. La population masculine augmente à Saal avec un RM supérieur à 100, alors qu'elle décroît à Wassadou, supérieur à 100 dans les années 77, le RM descend à 100 en 1987 et en 98 devient inférieur à 100.

B - Etude de la structure actuelle des ménages

B1/ le village de Wassadou

Dans ce village, on dénombrait en 1997, 171 ménages, dont 153 qui étaient des ménages agricoles. La première variable que nous tenterons d'étudier est la taille des ménages. A travers ce diagramme en bâtons nous essaierons de représenter la distribution de fréquence des ménages selon le nombre total de leurs membres.

Figure I : Répartition des ménages agricoles de Wassadou selon leur taille



Les variables 5 et 6 ont la plus haute fréquence (18 ménages comptent entre 5 et 6 membres). Elles peuvent donc être considérées comme les modes de ce diagramme, c'est-à-dire les valeurs les plus probables de la variable x_i .

En dehors du mode, il existe une autre valeur de l'abscisse appelée médiane. La médiane d'une suite de nombres (X_i, X_n) rangés par ordre de grandeur, est le nombre situé au milieu de la suite. Ce nombre est de rang $(n+1)/2$ par rapport à la suite (avec n qui est égal au nombre total de variables). Si n est pair, il n'existera pas de nombre de la suite placé au milieu.

On adopte comme médiane, la moyenne arithmétique des deux nombres centraux de rang $n/2$ et $(n+2)/2$

Calcul de la médiane

Les deux nombres centraux sont : $\frac{18}{2} = 9$ et $\frac{18+2}{2} = 10$

Médiane : $\frac{9+10}{2} = 9,5$ qui est la moyenne arithmétique des nombres centraux.

Pour étudier les paramètres de dispersion que sont la variance et l'écart type, nous commencerons par étudier la moyenne arithmétique, l'écart moyen et l'écart à la moyenne.

Moyenne arithmétique

La moyenne arithmétique de n nombres est le quotient par n de la somme de ces nombres dont la formule est la suivante :

$$\bar{x} = \sum \frac{fixi}{fi}$$

La sommation étant étendue pour les valeurs de i comprises entre 1 et n (avec n =nombre de variables, et f_i = fréquence des variables entre 1 et n)

$$\bar{x} = \frac{1056}{153} = 6,9$$

Tableau 18 : Evaluation de la taille des ménages agricoles de Wassadou entre
Septembre et Décembre 1997

Taille des ménages (variables xi)	Nombre de ménages (fréquences fi)	fixi	Ecart à la moyenne (ei)	fiei	fie ² i
1 personne	10 ménages	10	- 5,9	- 59	348,1
2 personnes	8 =	16	- 4,9	- 39,2	192,08
3 =	9 =	27	- 3,9	- 35,1	136,89
4 =	11 =	44	- 2,9	- 31,9	92,51
5 =	18 =	90	- 1,9	- 34,2	64,98
6 =	18 =	108	- 0,9	- 16,2	14,58
7 =	16 =	112	+ 0,1	+ 1,6	0,16
8 =	16 =	128	+ 1,1	+ 17,6	19,36
9 =	14 =	126	+ 2,1	+ 29,4	61,74
10 =	6 =	60	+ 3,1	+ 18,6	57,66
11 =	5 =	55	+ 4,1	+ 20,5	84,05
12 =	10 =	120	+ 5,1	+ 51	26,01
13 =	2 =	26	+ 6,1	+ 12,2	74,42
14 =	4 =	56	+ 7,1	+ 28,4	201,64
15 =	2 =	30	+ 8,1	+ 16,2	131,22
16 =	1 =	16	+ 9,1	+ 9,1	82,81
17 =	2 =	34	+ 10,1	+ 20,2	204,02
18 =	1 =	18	+ 11,1	+ 11,1	123,21
	$\Sigma fi = 153$	$\Sigma fixi = 1056$	$\Sigma ei = 87,6$ (valeurs absolues)	$\Sigma fiei = 282,8$ (valeurs absolues)	$\Sigma fie^2i = 2149,53$

La taille moyenne des ménages est de 7 personnes environ à Wassadou : ce qui constitue une bonne moyenne par rapport à l'arrondissement de Missirah.

Ecart à la moyenne et Ecart moyen

L'écart à la moyenne E_i est la différence $x_i - \bar{x}$ entre la valeur d'une donnée quelconque x_i et celle de la moyenne arithmétique \bar{x} .

L'écart moyen considère non la valeur de x_i , mais sa valeur absolue.

$E_i = x_i - \bar{x}$; pour avoir la somme des écarts on considère les valeurs absolues des

$$em = \frac{\sum f_i e_i}{n} \text{ (avec } n = \sum_{i=1}^p f_i \text{)}$$

$$em = \frac{282,8}{153} = 1,84$$

nombres.

L'écart moyen étant inférieur à 2, nous pouvons dire que l'ensemble des variables est assez groupé autour de la moyenne arithmétique parce que l'écart est réduit.

La variance est la moyenne arithmétique des carrés des écarts. La racine carrée de cette quantité sera donc homogène à un écart que l'on appelle l'écart quadratique moyen ou plus couramment l'écart-type.

Calcul de la variance :

$$v = \frac{\sum f_i e_i^2}{\sum f_i}$$

$$v = \frac{2149,53}{153} = 14,05$$

Calcul de l'écart - type

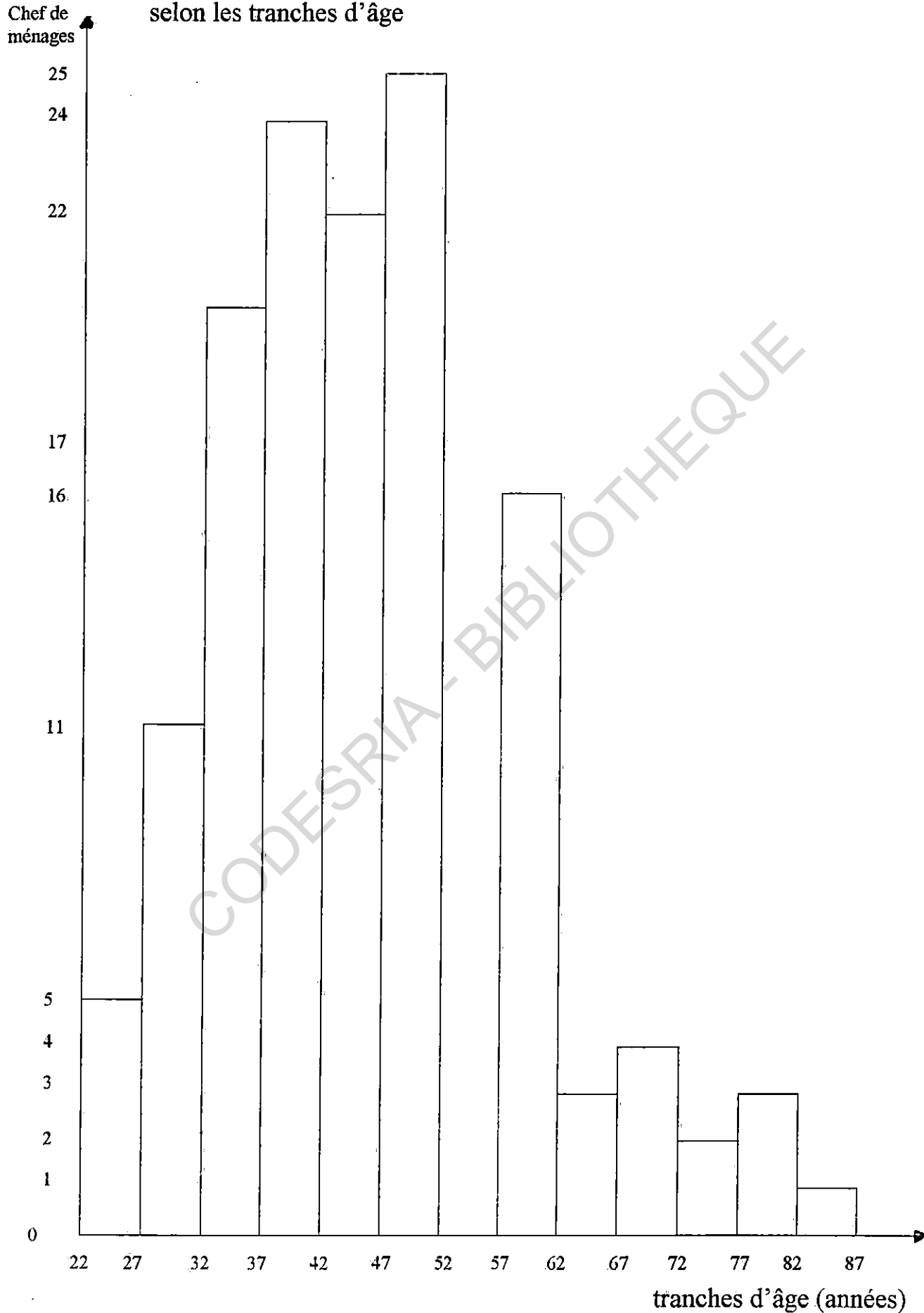
$$\sigma = \sqrt{v} = \sqrt{\frac{\sum (x_i - \bar{x})^2}{\sum f_i}}$$

$$\sigma = \sqrt{14,05} = 3,748$$

Après la taille des ménages, la seconde variable à laquelle nous sommes intéressée est l'âge des chefs de ménages, à défaut des tranches d'âges de toute la population. Nous représentons cette variation à travers un histogramme.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Figure II : Histogramme de la répartition des chefs de ménages de Wassadou selon les tranches d'âge



Ici la classe modale est 47-51 ans, car c'est elle qui a la plus grande fréquence (25 chefs de ménages ont entre 47 et 51 ans).

Cet histogramme nous montre un regroupement des individus autour des tranches d'âge comprises entre les classes 32-36 ans et 57 – 61 ans ; nous allons donc voir ce qu'il en est réellement en calculant la moyenne arithmétique de cette distribution et les paramètres de dispersion.

Tableau 19 : Répartition des chefs de ménage de Wassadou selon les tranches d'âge

Tranche d'âge (variable xi)	Valeurs centrales	Nombre de chefs de ménage (fréquence fi)	Fixi	Ecart à la moyenne (ei)	Fiei	Fiei ²
22 – 26 ans	24 ans	5	120	-22,06	-110,3	2433,218
27 – 31 ans	29 ans	11	319	-17,06	-187,66	3201,48
32 – 36 ans	34 ans	20	680	-12,06	-241,2	2908,87
37 – 41 ans	39 ans	24	936	-7,06	-169,44	1196,25
42 – 46 ans	44 ans	22	968	- 2,06	-45,32	93,36
47 – 51 ans	49 ans	25	1225	+2,94	+73,5	216,09
52 – 56 ans	54 ans	17	918	+7,94	+134,98	1071,74
57 – 61 ans	59 ans	16	944	+12,94	+207,04	2679,09
62 – 66 ans	64 ans	3	192	+17,94	+53,82	965,53
67 – 71 ans	69 ans	4	276	+22,94	+91,76	2104,97
72 – 76 ans	74 ans	2	148	+27,94	+55,88	1561,29
77 – 81 ans	79 ans	3	237	+32,94	+98,82	3255,13
82 – 86 ans	84 ans	1	84	+37,94	+37,94	1437,93
		$\Sigma fi=153$	$\Sigma fixi = 7047$	$\Sigma ei = 223,82$	$\Sigma fiei = 1507,66$	$\Sigma fie^2i = 23124,95$

Calcul de la moyenne arithmétique

$$\bar{x} = \sum \frac{fixi}{fi} = \frac{7047}{153} = 46,06$$

L'âge moyen des chefs de ménage est de 46 ans. L'on peut dire que c'est une population en voie de vieillissement. 71 chefs de ménages ont plus de 46 ans contre 60 qui ont entre 22 et 41 ans.

Calcul de l'écart à la moyenne et de l'écart moyen

$$e_i = x_i - \bar{x}$$

$$e_m = \frac{\sum f_i e_i}{\sum f_i} = \frac{1507,66}{153} = 9,85$$

Calcul de la variance et de l'écart-type

$$v = \frac{\sum f_i e_i^2}{\sum F_i}$$

$$v = \frac{23124,95}{153} = 151,14$$

$$\sigma = \sqrt{151,14} = 12,29$$

Dans le village de Wassadou la taille des ménages varie entre 1 et 18 membres. Mais à partir de 12 membres, la fréquence devient faible (12 ménages comptent entre 13 et 18 personnes). Par contre on note à l'inverse une grande fréquence pour les ménages ayant entre 1 et 4 membres seulement (ils sont au nombre 38). Dans la plupart des cas les chefs de ménages sont des femmes ou des migrants venus cultiver de la banane. Les plus grandes fréquences se retrouvent dans les ménages ayant entre 5 et 9 membres.

La distribution des ménages selon leur taille révèle certes un grand écart entre les ménages les moins nombreux et ceux qui comptent un plus grand nombre d'individus, mais l'histogramme de la répartition des chefs de ménages de Wassadou selon les tranches d'âge, fait apparaître une différence de 65 ans entre les plus jeunes chefs de ménage et les plus âgés (22 ans et 87 ans). Plus des 3/4 de cette population ont entre 32 et 62 ans . A partir de 62 ans les fréquences se réduisent considérablement et on ne voit guère plus de 4 chefs de ménage par tranche d'âge.

B2/ Le village de Saal

Pour décrire la structure actuelle des ménages de Saal nous présenterons la taille des familles ainsi que l'âge des chefs de ménages à travers des diagrammes, comme dans le cas de Wassadou.

Nous commencerons par la première variable (taille des ménages) dont nous pouvons mesurer la distribution de fréquence à travers ce tableau.

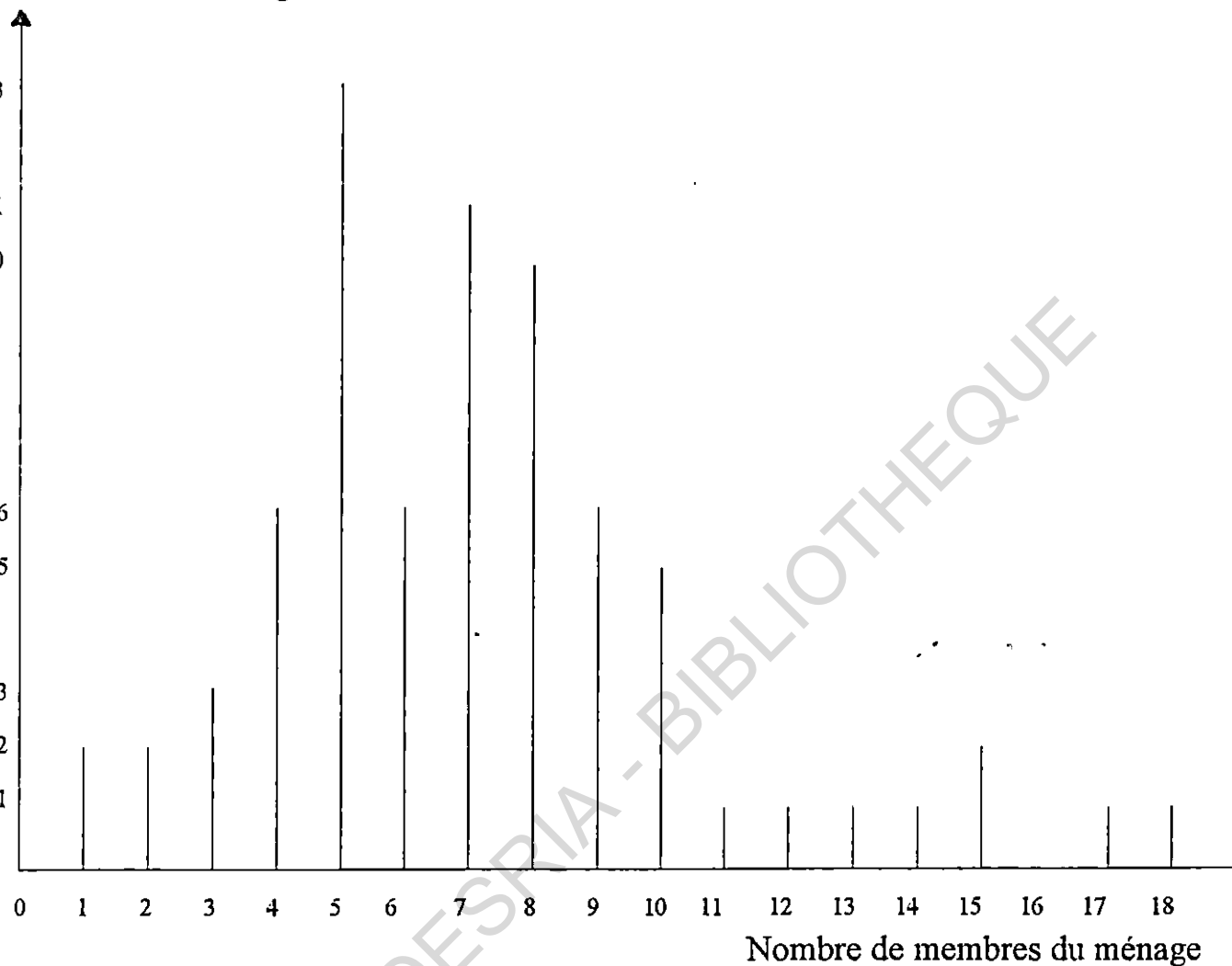
Tableau 20 : Répartition des ménages de Saal selon leur taille

Taille des Ménages (variables xi)	Nombre de Ménages (fréquence fi)	Fixi	Ecart à la Moyenne (ei)	Fiei	Fiei ²
1 personne	2	2	-6,17	-12,34	76,138
2 «	2	4	-5,17	-10,34	53,458
3 «	3	9	-4,17	-12,51	52,168
4 «	6	24	-3,17	-19,02	60,29
5 «	13	65	-2,17	-28,21	61,216
6 «	6	36	-1,17	-7,02	8,21
7 «	11	77	-0,17	-1,87	0,318
8 «	10	80	+0,83	+8,3	6,889
9 «	6	54	+1,83	+10,98	20,09
10 «	5	50	+2,83	+14,15	40,04
11 «	1	11	+3,83	+3,83	14,669
12 «	1	12	+4,83	+4,83	23,329
13 «	1	13	+5,83	+5,83	33,989
14 «	1	14	+6,83	+6,83	46,649
15 «	2	30	+7,83	+15,66	122,618
16 «	0	0	0	0	0
17 «	1	17	+9,83	+9,83	96,629
18 «	1	18	+10,83	+10,83	117,289
	$\sum fi=72$	$\sum fixi=516$	$\sum ei=77,49$	$\sum fiei=182,38$	$\sum fie^2i=857,318$

A Saal il y a 79 ménages au total dont 72 ménages agricoles (avec lesquels nous avons travaillé). Cette distribution de fréquences présentée sous forme de tableau ne permet pas de voir vraiment les différentes tendances. Nous allons donc la représenter par un diagramme en bâtons.

Figure III_: Diagramme de la répartition des ménages agricoles de Saal selon le nombre de membres.

Nombre de ménages



Le mode est représenté par la variable 5 et la médiane par la variable 9.

NB : La variable 16 a comme fréquence 0 aucun ménage n'a 16 membres.

Calculons la moyenne arithmétique ainsi que les paramètres de dispersion que sont la variance et l'écart-type.

Calcul de la moyenne arithmétique

$$\bar{X} = \frac{\sum f_i x_i}{\sum f_i} = \frac{516}{72} = 7,17$$

Ecart à la moyenne et Ecart moyen

$$e_i = x_i - \bar{x}$$

$$em = \frac{182,38}{72} = 2,53$$

72

Variance et écart-type

$$v = \frac{857,318}{72} = 11,907$$

72

$$\sigma = \sqrt{11,907} = 3,45$$

Après la taille des ménages, la seconde variable que nous allons étudier est l'âge des chefs de ménages. Comme pour le village de Wassadou, nous représenterons cette distribution de fréquences par un histogramme afin de pouvoir comparer la situation dans les deux villages.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau 21 : Répartition des chefs de ménages (agricoles) de Saal selon les tranches d'âge.

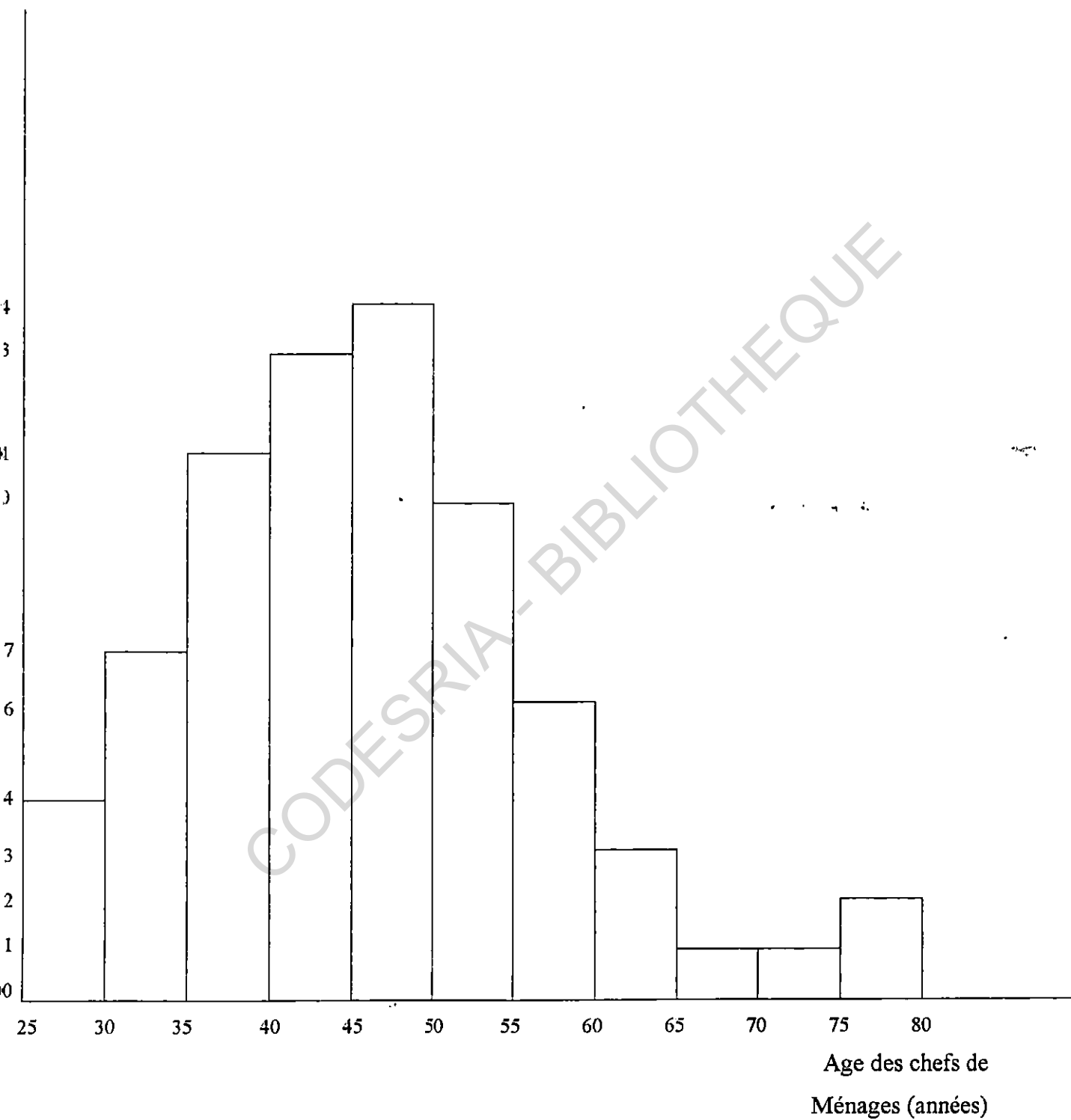
Classe d'âge (variable xi)	Valeurs centrales	Nombre de chefs de ménages (fréquence fi)	<u>Fixi</u>	Ecart à la moyenne (ei)	Fiei	Fiei ²
25 – 29 ans	27 ans	4	108	-18,61	-74,44	1385,33
30 – 34 ans	32 ans	7	224	-13,61	-95,27	1296,62
35 – 39 ans	37 ans	11	407	-8,61	-94,71	815,45
40 – 44 ans	42 ans	13	546	-3,61	-46,93	169,42
45 – 49 ans	47	14	658	+1,39	+19,46	27,05
50 – 54 ans	52	10	520	+6,39	+63,9	408,32
55 – 59 ans	57	6	342	+11,39	+68,34	778,39
60 – 64 ans	62	3	186	+16,39	+49,17	805,89
65 – 69 ans	67	1	67	+21,39	+21,39	457,53
70 – 74 ans	72	1	72	+26,39	+26,39	696,43
75 – 80 ans	77	2	154	+31,39	+62,78	1970,66
		$\Sigma fi = 72$	$\Sigma fixi =$ 3284	Σei =159,17	$\Sigma fiei$ =110,56	Σfie^2i =8811,09

Moyenne arithmétique

$$\bar{X} = 3284/72 = 45,61$$

Figure IV : Histogramme de la répartition des chefs de ménages de Saal selon les tranches d'âge

Nombre de chefs de ménages



La classe modale est 45-49 ans, puisque 14 chefs de ménages se retrouvent dans cette tranche d'âge. Et la classe médiane séparant l'histogramme en deux parties égales, est la classe 50 – 54 ans.

Calcul de l'écart moyen

$$e_m = \frac{\sum fie_i}{\sum fi} = \frac{110,56}{72} = 1,54$$

calcul de la variance et de l'écart - type

$$v = \frac{\sum fie_i^2}{\sum fi} = \frac{8811,09}{72} = 122,37$$

La comparaison des villages de Saal et Wassadou, pour ce qui concerne la taille de leurs ménages et l'âge des chefs de ménages, montre certaines similitudes.

Les diagrammes relatifs à la taille des ménages ont la même allure générale car on peut les subdiviser en trois parties : les ménages comprenant entre 1 et 3 membres ; ceux qui se composent de 4 à 9 membres et qui sont les plus nombreux; enfin ceux qui ont 10 membres et plus , qui sont les plus moins nombreux dans les deux villages. Mais on relève quelques irrégularités dans cette partie, concernant le village de Wassadou. Par exemple il y a autant de ménages avec 12 membres que de ménages avec un seul membre (10 ménages).

Dans les 2 villages, les ménages comptant 5 membres sont les plus nombreux. Et la médiane qui est de 9,5 pour Wassadou et 9 pour Saal, sépare les diagrammes en deux parties égales. Mais les ménages ayant 9 membres au plus, représentent les $\frac{3}{4}$ de l'ensemble des ménages et cela pour les 2 villages.

Pour ce qui est de l'âge des chefs de ménage, l'amplitude est plus grande pour Wassadou (de 22 ans à 87 ans) que pour Saal (de 25 à 80 ans). C'est-à-dire que les plus jeunes chefs de ménages, ainsi que les plus âgés résident à Wassadou.

La plupart des chefs de ménage de Wassadou ont entre 47 et 52 ans. A Saal nous retrouvons pratiquement la même tranche d'âge même si les bornes ne sont pas les mêmes (45-50 ans).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre V. LES CHANGEMENTS SOCIO-ECONOMIQUES

Section I – Le passage d’une économie rurale à une économie bananière

La comparaison des situations économiques de 1977 et de 1997 renseigne sur les transformations ayant eu lieu dans la structure socio-économique du village de Wassadou. C’est pourquoi, nous commencerons par donner quelques indications sur la structure économique du village en 1977. Un second paragraphe présentera l’organisation socio-professionnelle tournant autour de la culture de la banane. Enfin, nous chercherons à connaître la place de la banane dans la dynamique économique des villages de Saal et Wassadou.

A - Le paysage économique du village de Wassadou en 1977

En 1977, la structure économique du village ne diffère en rien de celle des zones rurales de notre pays. L’activité économique dominante est l’agriculture (agriculture - élevage - exploitation forestière) ; en ce sens qu’elle est l’activité qui occupe le plus grand nombre d’actifs et qui est la principale source de revenus pour les paysans. Les cultures de l’arachide et/ou du coton sont associées à celle des céréales : les premières étant une source potentielle de revenus et les secondes participant à la consommation familiale.

L’exploitation forestière en général et du Rônier en particulier, présente aussi des opportunités en ce sens qu’elle offre des revenus même en saison sèche. Elle occupait une frange importante de la population. Les hommes se chargeaient de se procurer la matière première (branches de rônier) et les femmes d’écouler les sous-produits (« djampé »¹⁶, tamis,...). La pêche et l’élevage participaient aussi à la dynamique économique du village.

¹⁶ Djampé : mot woloff désignant des fibres de feuilles de rôniers tressées et servant de filet de bain et de lave-vaisselle.

Etant une société agraire, l'organisation sociale dépendait fortement de l'activité agricole qui durait entre cinq et six mois dans l'année. Durant la saison morte ou saison sèche, ce sont des activités annexes qui occupaient les paysans (fabrication de nattes, de palissades, de poteries, ...). C'était aussi la période des migrations saisonnières pour ceux qui allaient chercher un peu d'argent en ville ou dans les villages voisins et les migrations de transhumance pour les éleveurs.

« En 1977, l'OFADEC intervenait dans une zone enclavée où il y a beaucoup de besoins ». Cette phrase qui introduit l'interview du responsable de l'OFADEC montre que la situation économique de Wassadou et des autres villages encadrés n'était pas des meilleures. En effet, une économie rurale connaît aussi des difficultés liées aux incertitudes du système socio-économique qui le sous-tend et des aléas climatiques qui influent sur les rendements de l'agriculture, par conséquent atteignent indirectement la dynamique économique. L'enclavement et l'éloignement de Wassadou par rapport aux principales structures économiques de la région l'exposait davantage à la pauvreté, limitant leurs possibilités d'échanges, d'achat et de vente.

La SODEFITEX et quelques rares services approchaient les paysans avec des méthodes d'encadrement traditionnel. Avec l'OFADEC qui avait des méthodes d'encadrement rapproché, le premier objectif était d'assurer la sécurité alimentaire des populations par la culture des céréales.

Concernant la dynamique économique, on ne la sentait réellement que lors des traites, lorsque le paysan écoule sa récolte (arachide, coton, ...) et dispose de revenus pour s'équiper, nourrir et vêtir les membres de sa famille. En dehors de cette période, les revenus dont il dispose sont moindres.

B - L'organisation socio-professionnelle de la production de la banane et la dynamique associative en 1997.

B1/ L'organisation socio-professionnelle de la production de banane

D'un point de vue historique, la professionnalisation de la production de banane n'est pas l'œuvre des paysans-producteurs, mais est un héritage de l'OFADDEC. Au moment du délestage de celui-ci et du retrait des ONG canadiennes, un certain nombre d'expertises a été fait pour prévoir en quelque sorte la survie et le bon fonctionnement des groupements paysans. Un plan directeur leur a été proposé afin de renforcer les acquis et de diminuer les incertitudes là où l'avenir des groupements était plus ou moins hypothéqué. C'est ce plan directeur qui a été à l'origine de la scission des GIE horticoles de Koar qui refusaient de signer ce document qu'ils considéraient comme un moyen d'ingérence de ces ONG sur la gestion future de leur GIE, à l'heure où ils devaient enfin prendre leur autonomie. La majeure partie des GIE a signé et s'est retrouvée sous la houlette de l'APROVAG.

Avec l'expérience de la production, les GIE ont aussi bénéficié d'un mode d'organisation professionnelle et même les GIE indépendants ont intériorisé ces acquis. Pour étudier l'organisation socio-professionnelle de la production de banane, nous considérerons cette entreprise agricole comme une organisation à part entière. De fait, l'organisation présente certaines caractéristiques que nous avons retrouvées au sein des GIE.

D'abord elle possède en plus de son statut juridique, un cadre physique. Les GIE de l'APROVAG sont régis par la loi du livre 6^e (articles 1473 à 1488) de la loi n° 85-40 du 29 juillet 85 portant 4^e partie du code des obligations civiles et commerciales. Ils ont comme cadre physique les PIV qu'exploitent leur membre. Chaque membre homme disposant du droit mais aussi du devoir de mettre en valeur une parcelle d'un quart d'hectare. Les membres femmes exploitent la moitié de cette superficie avec les mêmes prérogatives.

Après le cadre physique et juridique, l'organisation est caractérisée par son règlement intérieur qui régit ses différents membres. Ce règlement dicte le comportement de chacun des membres, ce qui permet aux GIE de nourrir des attentes vis-à-vis de tel ou tel membre. Il prévoit aussi des sanctions à l'encontre de chaque attitude. Tous les GIE de l'APROVAG appliquent le même règlement. Celui-ci comporte quatre titres : le premier est relatif à l'adhésion dans le GIE et aux prérogatives de la Fédération par rapport à ce dernier. Le premier article définit un cadre général de la fédération, le second, les conditions pour être membre. Le second titre définit l'assemblée générale, le conseil d'administration et le comité de gestion. Les articles qui le composent traitent de ces différents aspects ainsi que de la destitution des organes et responsables. Le troisième titre est relatif au fonctionnement et les articles définissent les conditions d'attribution des terres, les horaires de travail et programmes, les déplacements, les permissions et les travaux communautaires. Enfin le dernier titre renseigne sur la discipline et les sanctions. Il comporte un seul article sur les amendes, sanctions et dispositions particulières.

L'organisation est aussi caractérisée par une certaine hiérarchie. Dans les périmètres, le règlement prévoit près de neuf postes pour la gestion efficace des GIE. Il y a au sommet de l'échelle hiérarchique le président et le vice-président qui s'occupent de la question des conflits et litiges, du respect du règlement par tout le monde. Il sont également tenus d'informer sur les scissions, d'être en rapport avec la fédération et de juger du travail du secrétariat exécutif de l'APROVAG.

Le trésorier s'occupe de faire l'état de la caisse, de dire les sources de revenus, les dépenses effectuées, la situation des comptes bancaires communs et individuels, les prêts, ...

Les représentantes des femmes présentent au comité de gestion, les doléances de celles-ci en insistant sur les côtés économique et social.

Le secrétaire détient les renseignements et documents concernant le GIE (historique, géographique, économie social). Il possède les listes des membres réels, des dissidents et des renvois.

A côté de cette gestion administrative du bureau, il existe une gestion plus pratique des GIE pour la bonne marche des activités de production et de commercialisation. Quatre postes ont été créés allant dans ce sens. Il y a un chef de périmètre qui assure la tâche de conseiller technique ; un commercialiste qui a la charge de livraison et de réception et s'occupe des fiches de prévision de coupe de la banane. Le chef de famille ou chef de ligne a un rôle de conseiller moral et technique au sein des producteurs qu'il encadre. Enfin le pompiste s'occupe des motopompes pour que l'irrigation se déroule dans de bonnes conditions.

Avec la hiérarchie, il y a donc une certaine définition des rôles qui permet de développer des attentes par rapport à chaque membre du comité de gestion des GIE APROVAG que nous venons d'énumérer. Mais toute cette organisation administrative existe pour atteindre un but particulier. En effet, leur objectif premier est de présenter sur le marché une production de qualité et en quantité suffisante. Certaines normes sont prévues par l'ensemble des GIE. Lorsque la banane produite lors d'une coupe n'atteint pas 12 tonnes, elle n'est pas vendue à Dakar (en carton), mais est écoulée à Tambacounda ville en vrac. Lorsqu'un groupement envoie à Dakar une production de qualité inférieure (poids des régimes, tailles des doigts), il est sanctionné par la fédération. Cet objectif officiel des GIE leur permet de faire face à la concurrence qui existe sur le marché de Dakar et dans l'ensemble du pays. Des variétés nouvelles sont expérimentées à Sankagne pour améliorer la qualité de la production.

Mais cet objectif général n'est pas la préoccupation de tous les membres. Certains producteurs, qu'ils soient de simples membres ou des responsables, veulent faire passer leurs propres intérêts avant ceux du GIE.

Certains exemples peuvent être cités :

- Au niveau de la coupe de banane, il y a parfois des régimes qui sont enlevés alors qu'ils n'ont pas atteint leur poids maximum. Les producteurs peuvent le faire avec la complicité du chargé de la coupe qui préfère enlever la banane de son ami (pour que celui-ci puisse disposer de quelque somme d'argent) qui n'est pas encore arrivée à terme, alors que des régimes mûrissent dans d'autres parcelles (et donc perdent du poids, et au pire des cas, risquent de se gâter) sans qu'il ne les enlève.

- Concernant la coupe de la banane encore, certaines personnes (les responsables en général) prennent des régimes de leur parcelle pour les faire écouler par les femmes dans les marchés de Tamba alors qu'ils n'ont pas d'autorisation. La commercialisation étant commune, on ne peut couper sa propre banane qu'en ayant un bon de coupe de l'APROVAG qui gère la commercialisation. Certains responsables se permettent de passer outre.

- Dans la gestion des GIE, on peut noter des malversations de sommes d'argent destinées à tout le GIE. Ceci est l'œuvre des responsables toujours. La sanction qu'emploient les membres du GIE est généralement le non renouvellement du mandat ou la destitution en plein exercice pour cause de mauvaise gestion.

- Enfin de la part des producteurs, on peut noter quelques fois un manque de détermination dans le travail, alors que l'exploitation des parcelles nécessite beaucoup d'entretien. Ceux-là peuvent laisser leur parcelle avec ou sans surveillance pendant des mois. Ils préféreraient payer les cotisations (charges d'exploitation supportées par le GIE et remboursables par les producteurs) avec des revenus provenant d'une autre source que la banane, car ils n'auront pas

produit suffisamment pour pouvoir rembourser ces frais avec l'argent de la vente. L'occupation de la parcelle par certains paysans sans motivation aucune pour l'activité de production, est le signe que les parcelles de banane constituent un enjeu économique pour les populations. Ce sont tous ces comportements qui constituent des obstacles à la réalisation des buts que se sont fixés les GIE.

On devrait aussi noter dans les GIE des associations informelles et des réseaux de relation de pouvoir qui peuvent entraîner des incertitudes. Pourtant, il y a peu ou pas d'associations informelles. Il existe une caisse de solidarité et d'entraide qui accorde des prêts aux producteurs à certaines occasions. Il existe aussi le groupe des femmes. Mais tout cela est géré de façon officielle par le GIE. C'est le trésorier qui s'occupe de ce volet social et pour les femmes leur représentante fait partie du comité de gestion. Par contre, les réseaux de relation sont très présents. Ils sont généralement soutenus par les liens de parenté. La parenté intervient de façon réelle lors de l'élection des membres du comité de gestion et même dans la gestion quotidienne du GIE. En ce sens les tendances se dessinent avec la religion et l'ethnie. *« Le problème qu'il y a dans les GIE, c'est le problème des ethnies. Il y a des gens sur place qui ont la force d'être devant mais ils ne sont pas écoutés. D'autres sont contre eux et ne connaissent rien »*. S.F. de Saal II exprime ainsi son indignation par rapport au choix des responsables, choix fortement influencé par leur appartenance à tel ou tel groupe ethnique. Ce n'est pas la compétence qui est mise en avant, mais les relations parentales et ethniques. A Saal I où Peulh et Séreer uniquement travaillaient ensemble, ce problème était conçu en terme de religion.

Écoutons B. K. « Au début les responsables étaient un peu tordus. Mais maintenant ça va mieux. Ils faisaient huit ans. Quand on les a destitués, ça a amené des problèmes avec les musulmans. Ils ne voulaient pas partir.» Lorsque les Peulh commençaient à quitter le projet et que l'on redistribuait leur parcelle, les Séreer étaient devenus nombreux : ce qui a pesé sur la balance pour la destitution

de ces premiers responsables qui auraient détourné l'argent envoyé par l'APROVAG au groupement. L'emploi du terme musulman à la place de Peulh, par ce producteur Séreer de Saal I, est plutôt surprenant. Ce qui signifie qu'ils n'opéraient pas simplement une dichotomie par rapport à l'ethnie, mais par rapport à la religion. Et comme tout les séparait, religion et ethnie ils n'ont pas essayé de régler ce litige à l'amiable, mais les ont carrément destitués. Comme organisation le GIE acquiert certaines habitudes ou traditions qui lui sont propres en tant qu'entité distincte. Nous avons pu observer certaines pratiques dans le GIE Takku Liggey. Dans un de nos entretiens individuels avec un membre de ce GIE, celui-ci a mentionné parmi les charges d'exploitation pour lesquelles on les fait cotiser, qu'il y a des frais pour les sacrifices occultes et divinations. Nous avons voulu en savoir plus et avons interpellé le secrétaire du groupement en ce sens. D'après celui-ci l'emplacement des périmètres de ce GIE était sous l'emprise de forces mystiques. Pour prévenir la colère de ces esprits et éviter par là même de faire de mauvaises récoltes, ils leur offrent des sacrifices tous les ans. Cela occasionne des frais pour la consultation d'un marabout et l'achat d'une bête (mouton, bœuf etc).

Une telle pratique n'a rien à voir avec l'organisation professionnelle encore moins avec la gestion économique du GIE. Mais elle démontre la socialisation des membres de ce GIE qui prévoient dans leur gestion, une opération qui rationnellement est injustifiée. Celle-ci participe pourtant à l'équilibre psychologique de ses membres et en cela ce n'est pas un investissement nul.

On ne pourrait, après tous ces développements caractérisant l'aspect organisationnel du GIE, faire fit de l'environnement extérieur ; car il existe à l'intérieur d'entités plus vastes qui influent sur son fonctionnement. L'environnement social du GIE est le village. Son environnement économique est le marché de Dakar (principal marché où il écoule sa production et se procure des intrants). S'il y a eu passage d'une économie rurale à une économie bananière ;

c'est principalement parce qu'à un moment, l'interaction entre le village et le GIE était forte au point que le développement de l'un et de l'autre allaient de pair. Le GIE était le point focal de l'économie du village, mais le village était l'environnement social du GIE.

Sur le plan social le village a fourni au GIE ses ressources humaines. Le projet dans ces débuts intéressait tous les habitants de Wassadou, car il y avait certains avantages à y participer. « Au début tout le monde faisait parti du projet nous dit l'ancien président. C'est parce qu'il y avait le programme alimentaire mondial (PAM) qui distribuait des vivres (lait en poudre ; farine de blé ; semoule de maïs etc.). Ils ont donc adhéré massivement au projet avant même que ne soit lancée la production de banane. En ce moment, les paysans n'étaient pas encore organisés en GIE. Ceux qui participaient au projet notons-le, y allaient avec leur héritage culturel, mentalité, croyances, représentations symboliques. Le village n'a donc pas simplement servi de siège social au GIE mais il l'a culturellement influencé par le biais de ses individus qui le composent.

Mais le GIE a aussi influencé le village en ce sens qu'il a agi aussi sur la mentalité de ses individus appartenant au village. En effet les horaires de travail ; leur rythme de travail (qui est de 12 mois sur 12 au lieu de 6 mois sur 12) l'harmonisation des tâches pour tous les producteurs et l'exigence de la discipline sont des choses qui ne régissaient pas le travail des paysans. Car chacun d'entre eux était libre de cultiver quand il voulait (en tenant compte bien sûr des saisons et de la répartition de la pluviométrie), de commencer et d'arrêter les travaux quand il le décidait. Les valeurs d'entraide et de fraternité qui étaient développées dans le GIE, faisaient que des différends survenus dans le village entre deux producteurs pouvaient être résolus au sein du groupement.

A Saal le cas s'est présenté concernant un couple : leur problème fut ainsi résolu par le chef de famille chargé de faire respecter le règlement dans le groupe

de producteurs qu'il encadre. Dans le GIE, tout le monde exploitait la même superficie. Les inégalités qui existent dans le village et qui sont liées au statut social, politique ou économique, ne transparaissent pas au niveau du GIE où tout le monde est mis sur le même pied d'égalité. La ségrégation se fait uniquement au niveau des sexes puisque les femmes exploitent une seule parcelle à deux.

Le GIE a donc forgé une autre mentalité chez les producteurs il a essayé de développer la discipline et la rigueur dans le travail, l'égalité entre tous ses membres, la fraternité et la convivialité. Ces valeurs sont plus ou moins intériorisées par les producteurs. Mais certains ont préféré quitter ou se sont faits renvoyer parce que ne pouvant suivre cette discipline imposée. Le chef du village nous a précisé que beaucoup de personnes ont abandonné le projet pour aller faire autre chose. Par rapport à la fraternité et à la convivialité, elles se concrétisent peut-être entre des producteurs d'une même ethnie, mais au-delà, c'est plutôt d'une simple tolérance qu'il s'agit.

Sur le plan économique, l'influence du GIE sur le village s'observe plus que celle du village sur le GIE. La production de la banane a été intégrée dans un système économique ayant traversé plusieurs époques. En effet, la pêche et l'élevage d'une part, l'exploitation forestière et l'agriculture traditionnelle d'autre part étaient les principales activités économiques des populations de Wassadou. Les cultures commerciales du coton et de l'arachide n'ont pas fondamentalement bouleversé ce système intégré de production et d'exploitation des ressources naturelles. Etant des activités agricoles comme précédemment citées, c'est simplement leurs finalités qui diffèrent des autres cultures traditionnelles. Les premières sont destinées à l'acquisition de revenus alors que les secondes sont uniquement réservées à la consommation.

La production de la banane sort de ce cadre parce qu'elle entraîne une restructuration des modes d'organisation professionnelle, des modes de production

(sur les plans techniques et économiques). Sur le plan technique, le système d'irrigation diffère. Les méthodes pour cultiver les céréales par exemple diffèrent de celles qui consistent à faire pousser des arbres fruitiers. Les charges d'exploitation sont plus élevées et les revenus aussi.

B2/ La dynamique associative

L'organisation de la filière banane à Tamba a été facilitée par le regroupement des producteurs en GIE et fédérations. Il existe des producteurs privés à Tamba, mais la plupart des planteurs se retrouvent dans les fédérations de l'APROVAG et de la FEGAP étant issu de l'OFADDEC. La production se fait au niveau des GIE et les fédérations s'occupent de leur écoulement sur les différents marchés. Si l'on regarde de plus près la vie de ces associations, l'on se rend compte que leur gestion ne va pas sans difficultés. Difficultés qui peuvent freiner les activités de commercialisation ou les bloquer lorsqu'elles sont aussi graves que la crise qui secoue l'APROVAG depuis février 97.

Dans la vie des GIE les principaux problèmes concernent d'une part, la gestion des responsables et d'autre part le parti-pris ethnique comme nous l'avons déjà dit. Ils n'atteignent cependant pas une certaine ampleur. Mais dans la fédération APROVAG, une certaine crise relatée par le journaliste Pape Demba SIDIBE du *Soleil* a paralysé partiellement la commercialisation en carton, occasionnant ainsi un manque à gagner pour les producteurs.

Un trou de 52 millions de francs à l'APROVAG

de Tambacounda

L'Association des Producteurs de la Vallée de la Gambie (APROVAG) spécialisée dans la production et la commercialisation de la banane traverse depuis le 24 février, une crise qui tend à bloquer toutes les opérations des treize GIE. La raison de ce remue-ménage qui a divisé les planteurs de banane et les a plongés dans le désarroi, un trou de 52.000.000f représentant le produit de la livraison en banane à des clients depuis la saison 92:93.

A présent, deux tendances se regardent en chien de faïence : les uns membres du C.A. qui veulent le départ du coordonnateur sur lequel ils pointent un doigt accusateur, et les autres qui lui restent favorables. Le mémorandum signé par le conseil d'administration accuse M. Ismaïla MBengue, le coordonnateur conseil. Selon les clauses, le coordonnateur a été engagé dans le but d'encourager la production et de promouvoir une bonne commercialisation de la banane avec les co-traitants de l'association.

Pour cela, selon M. Alassane Sow, le président de l'APROVAG, la chute brutale de la production a occasionné des préjudices financiers à l'ensemble des groupements de la fédération. Une enquête menée par une commission de l'endettement a elle aussi décelé des anomalies dont l'absence de comptes-clients pour la quasi-majorité des co-traitants de l'APROVAG, les deux principaux clients UNACODIPAS et EUTRACAP. Il est apparu que la première société n'est qu'un regroupement d'hommes d'affaires désireux de se faire octroyer par l'entremise du ministère du commerce des quotas d'importations de la banane, pour les revendre aux vrais commerçants de la place. La deuxième société EUTRACAP est fictive et sa dette est de 7.000.000frs.

Le mémorandum fait état de 22.000.000frs livrés à une société dont le nom et l'adresse sont méconnus. Omar Bâ et Mama Diálló doivent respectivement 1.796.300frs et 1.697.410frs. Selon M. Sow, M. MBengue a déclaré que le premier débiteur est sans adresse.

Le président estime que la quasi-totalité des bordereaux de livraison comporte la mention payée et la somme n'est pas apparue dans les caisses. A cela, s'ajoutent 2.208.660frs redevables à 8 exploitants pour une commande de banane en vrac, et qui n'a pas été honorée, en plus de 5.000.000f débloqués par le C.A. pour se procurer des rejets. Il n'y a pas eu d'explication par rapport à tout cela.

Face aux tribulations financières, la chute de la productivité et le salaire de 500.000frs que s'est octroyé le coordonnateur conseil, le CA a décidé de mettre fin à ses services. Une plainte a été déposée au près du tribunal régional de Tamba. L'affaire suit son cours.

Pape Demba SIDIBE

Les avis des producteurs de Saal sur la question, ne vont pas à l'encontre des propos de ce journaliste. Le principal responsable de cette crise est selon eux le coordinateur.

Il y avait des camions de bananes impayés à Dakar. On a dégagé un budget pour prendre un avocat. Le coordinateur a passé un an à Dakar pour régulariser cette situation. En fin de compte, il a déclaré que les commerçants n'avaient rien payé. On a eu recours au tribunal et il a été arrêté. Il se faisait

payer 500.000frs sans que les paysans ne soient au courant. C'est un ingénieur agronome. Techniquement, il est très doué. Tout au début il faisait des descentes sur le terrain et nous conseillait. Mais quand il s'est bien installé, il a commencé à envoyer d'autres dans les parcelles pour faire les démonstrations. Il a accaparé tous les postes et il était seul au bureau de l'APROVAG avec le comptable, les chauffeurs et gardiens.

Le président de Saal I relate ainsi la crise de l'APROVAG. Mais bien avant ces événements il y avait un certain déphasage entre l'APROVAG et les GIE. Lors de notre pré-enquête en janvier 1997 qui avait coïncidé avec le bilan de l'année écoulée, les réunions de restitution organisées par l'APROVAG au niveau de chaque village, étaient particulièrement houleuses dans certains GIE. La baisse des prix de la banane avait provoquée chez les producteurs un doute concernant la compétence de tous les membres de l'APROVAG, à défendre leurs intérêts face aux commerçants. Ce qui faisait davantage monter la suspicion est que les GIE de la FEGAP continuaient à vendre le kilogramme à 140frs alors qu'eux, ne touchaient que 120frs pour un kilogramme de banane.

Le problème est plus complexe du fait que les frais de fonctionnement de l'APROVAG sont pris en charge par les producteurs. L'APROVAG définit chaque année son budget de fonctionnement. Cette somme est divisée en 13 et chaque groupement envoie sa cotisation. A leur tour ils divisent leur « quote-part » suivant le nombre de parcelles qu'il y a dans le GIE et chaque producteur donne sa participation. Les frais de fonctionnement de l'APROVAG concernent les salaires à payer au Coordinateur, au comptable, aux gardiens et aux chauffeurs, les frais d'entretien de la voiture, le carburant et les indemnités à verser aux autres membres à chaque déplacement. Ces derniers ne touchent pas directement un salaire parce qu'ils ont encore leur parcelle et sont producteurs à part entière. Ils sont délégués par leur groupement mais à chaque fois qu'ils sont obligés de quitter leur parcelle pour les besoins de la fédération, ils touchent une indemnité.

Certains producteurs ne peuvent pas comprendre le fait de cotiser tous les ans pour le fonctionnement d'une structure qui ne marche pas comme elle devrait.

L'association des commerçants guinéens est très forte et réussit souvent à faire baisser les prix lors des négociations avec les producteurs (Casamance et Tamba). Du côté de l'APROVAG, on voit le problème différemment. Pour eux, le problème n'est pas aussi grave que le pensent les paysans, car la mesure est tombée de la même façon sur les producteurs casamançais. Les commerçants leur ont fait comprendre que si la banane ne présentait plus quelque opportunité pour eux, ils se tourneraient vers d'autres denrées telles que la pomme de terre et d'autres légumes. Ceux de l'APROVAG ont donc saisi l'enjeu du problème et ont capitulé une fois de plus devant eux, mais en se disant qu'ils devraient changer de stratégie à l'avenir et se charger eux-mêmes de la distribution de la banane auprès des consommateurs. En se dotant de chambres froides dans les différentes villes du pays, ils sécuriseraient ainsi leur produit pour pouvoir l'écouler dans les meilleures conditions.

Une chambre froide avait déjà été acquise à Touba ; il restait seulement à mettre l'électricité, une autre était prévue à Thiès et à Dakar. C'était une véritable lutte que se proposait d'engager l'APROVAG aux côtés des Casamançais et elle réclamait le soutien sans faille des producteurs. Le coordonnateur s'adressait ainsi aux producteurs :

Dans cette phase de lutte, il faudra donc que vous acceptiez des sacrifices, même au prix de voir se gâter toute votre production dans les périmètres. Nous, de notre côté, nous devons accepter de rester pendant six mois sans salaire...

Le discours ne semblait pas convaincre les paysans de la bonne foi des responsables de l'APROVAG. Car un mois après, une procédure fut enclenchée au tribunal pour faire la lumière sur les camions invendus dont parle le président de Saal I.

Quand on a demandé au président du GIE de Thilo-Thilo de nous relater les faits sur la crise de l'APROVAG, le nom de I.M. n'apparaît pas une seule fois. Par

contre, celui de A.S., président de la fédération est en première ligne. Il l'accuse de sortir de l'argent comme il veut et d'avoir défoncé illégalement la porte du bureau de l'APROVAG, scellée pendant que la procédure suivait son cours. Le secrétaire du même GIE pense que l'APROVAG joue un rôle important de trait d'union entre les GIE et les commerçants. De plus l'APROVAG les a aidé quant à l'acquisition d'un nouveau groupe moto-pompe. Il continue en disant que la fédération a de sérieux problèmes de fonctionnement, car quatre groupements seulement sur les treize avaient envoyé leur cotisation à la date prévue.

On note deux tendances différentes à Saal et à Wassadou. Les premiers accusent le coordonnateur et pensent que le problème ne peut valablement être résolu qu'en justice, alors que les seconds sont plus indulgents envers ce dernier et pensent que le problème aurait pu être réglé par le dialogue. L'un des producteurs de Thilo-Thilo pense qu'il s'agit d'une simple erreur de la part du coordonnateur. Le président de l'APROVAG n'aurait pas dû porter l'affaire en justice, selon lui des conseils auraient suffi à faire rentrer les choses dans l'ordre.

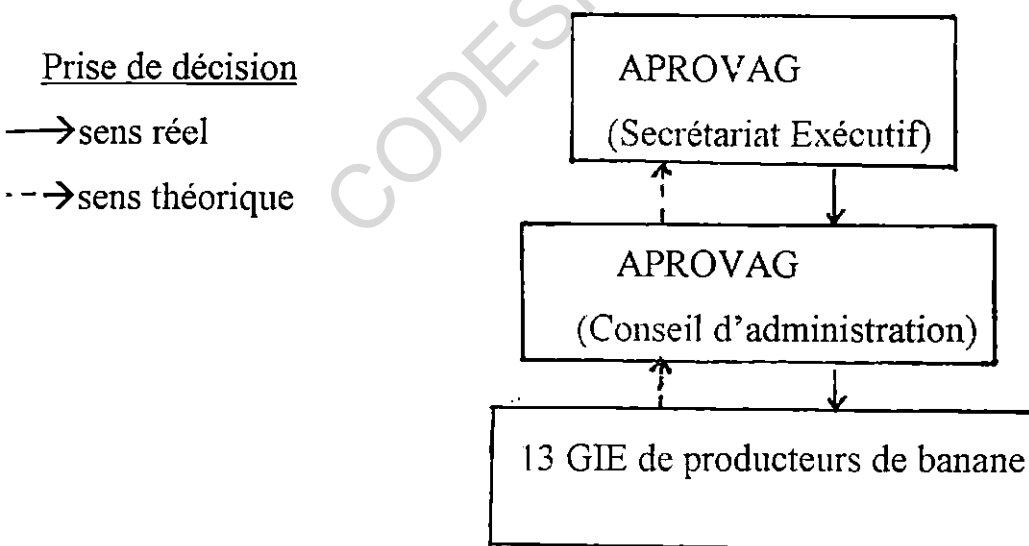
Pour expliquer cet abus de pouvoir, le président de Saal I considère que le coordonnateur a profité de l'ignorance des paysans.

Après treize ans d'encadrement, les agents de l'OFADDEC nous considéraient comme prêts à diriger notre GIE. Ils nous ont montré comment entrer dans le délestage. On a eu peur d'être indépendant et on a pris un coordinateur. Dans notre entendement, celui-ci devait avoir des liens avec les agents de Dakar [commercialistes basés à Dakar], les GIE, le comptable. Mais il ne devait pas tout accaparer. Il était notre employé et non notre employeur. Il a fait en sorte de ne pas dépendre du conseil d'administration de l'APROVAG, mais c'est lui qui décidait de tout et nous, on disait « oui ». Il a abusé de notre ignorance. Il a fait signer à notre président des tas de papiers pour pouvoir s'octroyer un salaire mensuel de 500.000frs. Il se comportait comme un patron.

Une telle crise était prévisible et prévue par R. Audet dans l'évaluation du programme Tambacounda depuis 1991. Une définition trop floue du rôle de ce coordonnateur, lui laissait une grande marge de liberté.

Entre le président du secrétariat exécutif de l'APROVAG et son coordonnateur, on ne sait pas qui pilote réellement les programmes. En tant que coordonnateur, I.M est normalement chargé de les concevoir, étant au fait de tous les dossiers. Mais en tant qu'employé, payé par les paysans tout ce qu'il conçoit comme plans et programmes ne peut avoir que valeur de proposition. Entre les propositions et les décisions il existe un pas à franchir. Si celui-ci a pu franchir le cap c'est que les paysans ont trop acquiescé ses propositions, participant peu ou timidement à l'élaboration des programmes. Cela par ignorance, par manque d'expérience ou simplement par peur (pour reprendre l'expression du président de Saal I) de se prendre en charge. Ils ont eux-mêmes oublié pendant trop longtemps qu'ils étaient les employeurs, les « patrons » de l'APROVAG.

L'organigramme de l'APROVAG pourrait être représentée par le schéma suivant. Les décisions devraient aller du bas vers le haut, théoriquement, mais en réalité, l'organe de décision est le secrétariat exécutif.

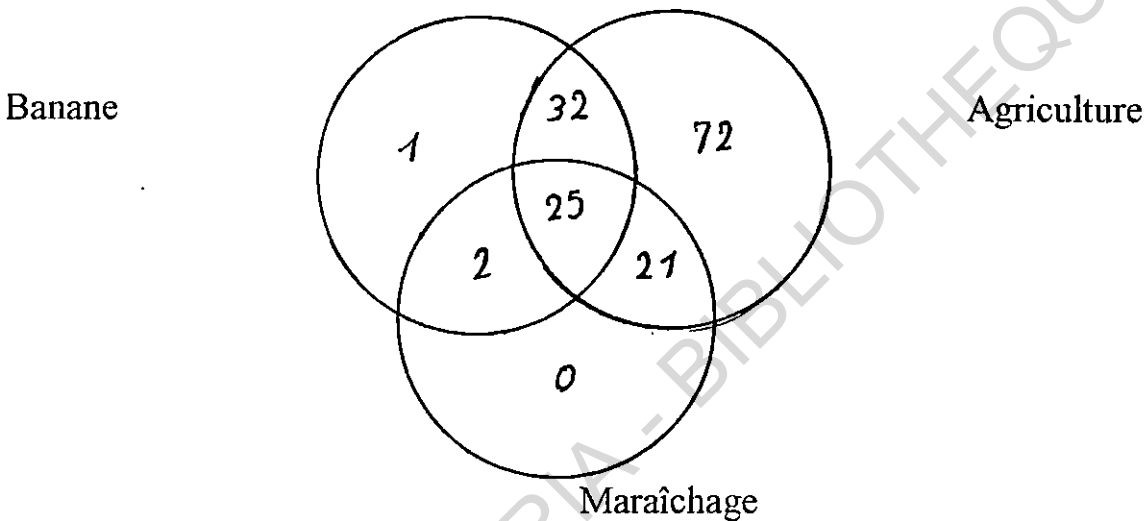


Le Conseil d'administration qui est un organe de contrôle du secrétariat exécutif ne peut exercer son rôle normalement, vues les différentes tendances qui s'y opposent.

C - La place de la banane dans l'économie des villages de Saal et Wassadou.

La culture de la banane a démarré il y a à peine quinze ans dans nos villages, mais elle occupe une part importante des ménages. A travers le diagramme de Venn, nous tenterons de saisir son importance par rapport à l'agriculture et au maraîchage.

Figure V_: Diagramme de la répartition des ménages agricoles de Wassadou selon l'activité pratiquée (Banane, Agriculture et Maraîchage).



La Banane et les produits maraîchers, ne sont pas des aliments de base, mais complémentaires du régime alimentaire. Ils sont donc pratiqués en association avec l'agriculture. Car ils permettent aux paysans d'avoir des revenus, alors que l'agriculture elle, intègre les produits vivriers (céréales, tubercules...). A Wassadou soixante (60) ménages sur les cent cinquante trois (153) recensés dans ce diagramme, cultivent la banane. Le maraîchage occupe 48 ménages sur ces cent cinquante trois (153) et l'agriculture vient en tête avec cent cinquante (150) ménages.

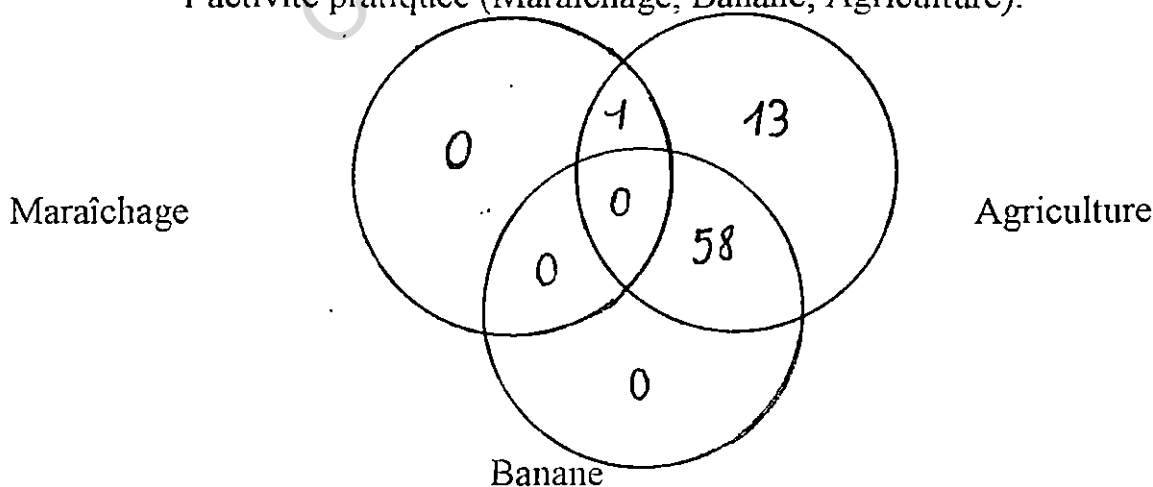
La culture de la banane n'a donc pas eu d'impact négatif sur l'agriculture comme dans d'autres villages où elle a fait reculer de loin l'activité agricole. Cela s'explique par le fait que depuis le début du projet OFADEC, beaucoup de

producteurs se sont retirés des périmètres. L'ancien président de l'APROVAG déclare qu'il y a eu un relâchement à un certain moment après le retrait de l'OFADDEC. Les cultures pluviales étaient quelque peu délaissées car l'ONG en quittant a aussi emporté son matériel lourd ; quelques rares producteurs seulement, disposant de charrues, animaux de trait et autres petits matériels continuaient à faire de l'agriculture en même temps que la banane. Au fil du temps, les revenus de la banane aidant, les producteurs se sont équipés pour renouer avec l'agriculture.

On remarque aussi dans le diagramme que vingt cinq ménages pratiquent à la fois les trois activités (Banane, Agriculture et Maraîchage). La caractéristique commune de ces ménages c'est qu'ils comptent un grand nombre d'individus. Sur vingt cinq ménages, les quinze dépassent la taille moyenne des ménages (leur taille varie entre huit et dix huit personnes). Les dix autres comptent entre quatre et sept personnes.

Dans le village de Saal, soixante douze ménages pratiquent l'agriculture, la banane et/ou le maraîchage. Leur répartition selon ces différentes activités est différente de celle de Wassadou.

Figure VI : Diagramme représentatif des ménages de Saal selon l'activité pratiquée (Maraîchage, Banane, Agriculture).



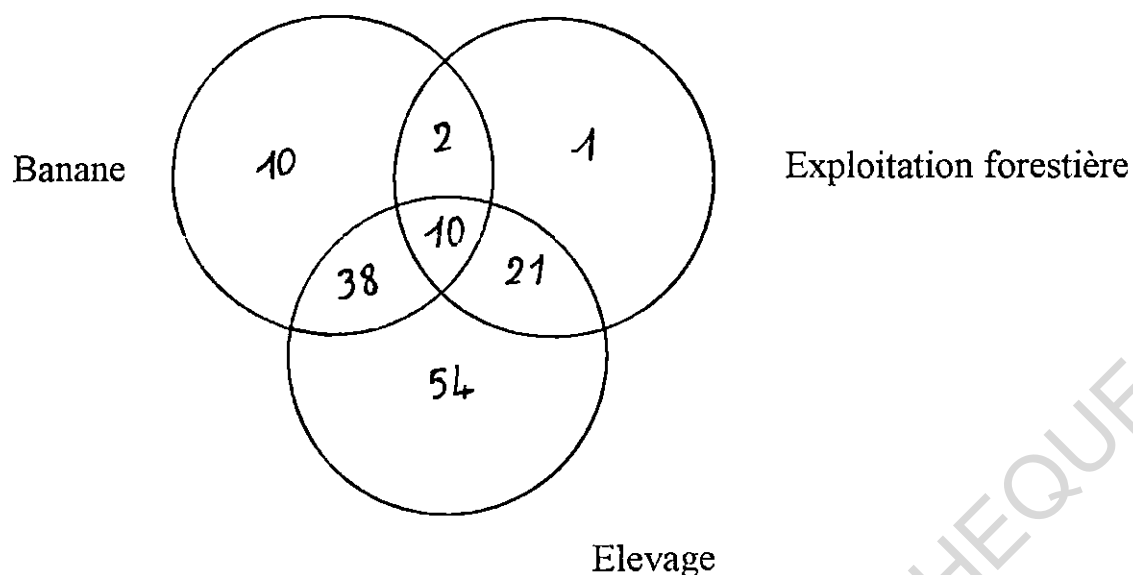
L'activité maraîchère est quasi-inexistante dans ce village (1 ménage sur 72). Le pourcentage des ménages pratiquant la banane est assez élevé, mais cette culture est faite en association avec l'agriculture (80,55%). Enfin, ceux qui pratiquent uniquement l'agriculture représentent 18,05% des ménages. Là encore l'agriculture est de loin l'activité la plus pratiquée 72 ménages sur 72.

En comparant les figures V et VI, on peut faire le même classement, d'abord le maraîchage qui a un taux particulièrement faible à Saal. Il faut souligner que même à Wassadou, il s'agit d'une activité nouvelle qui est née avec le projet OFADEC. Cette activité économique était méconnue des populations et les périmètres irrigués ont beaucoup participé à son développement, car elle se fait généralement dans les parcelles de banane. Vingt sept ménages sur quarante huit le pratiquent en même temps que la banane à Wassadou.

En deuxième position arrive la banane avec un taux de 80,55 % des ménages à Saal et 39,21 % à Wassadou. En considérant seulement le nombre de ménages occupés par cette activité, on peut dire que la banane est au cœur de l'activité économique à Saal, alors qu'à Wassadou son importance est moindre, bien qu'elle soit assez significative. Mais d'autres facteurs peuvent servir à évaluer l'impact de la banane dans les économies des deux villages cités.

Enfin l'agriculture est dans les deux villages, l'activité la plus pratiquée : 100% des ménages à Saal et 98,23% à Wassadou. Dans le premier village elle est plus pratiquée en association avec la banane et le maraîchage 81,94%. Dans le second village le taux est de 52 % seulement. L'exploitation forestière et l'élevage sont aussi des éléments de la situation économique des villages cités. Nous allons donc essayer de voir le taux d'occupation des ménages par ces deux activités et en rapport avec la banane.

Figure VII : Répartition des ménages de Wassadou suivant l'activité pratiquée
(Elevage, exploitation Forestière, Banane)



Cette répartition des ménages place l'élevage en tête des activités (123 ménages sur 136). La banane arrive en seconde position avec soixante (60) ménages qui s'y investissent. Ces deux activités sont très liées ou du moins le développement de la culture de la banane entraîne celui de l'élevage. En effet les entretiens montrent que l'élevage est un domaine privilégié d'investissement des producteurs de banane. Ceux qui n'avaient pas de bétail ont pu en acquérir grâce aux revenus procurés par la banane et ceux qui en avaient déjà ont pu agrandir leurs troupeaux. Les chiffres montrent d'ailleurs que seuls douze (12) ménages producteurs sur les soixante (60) ne font pas d'élevage.

Concernant l'exploitation forestière un ménage seulement sur les trente quatre (34) se limite à cette activité uniquement. Son association avec l'élevage reste plus courante (21 sur 34).

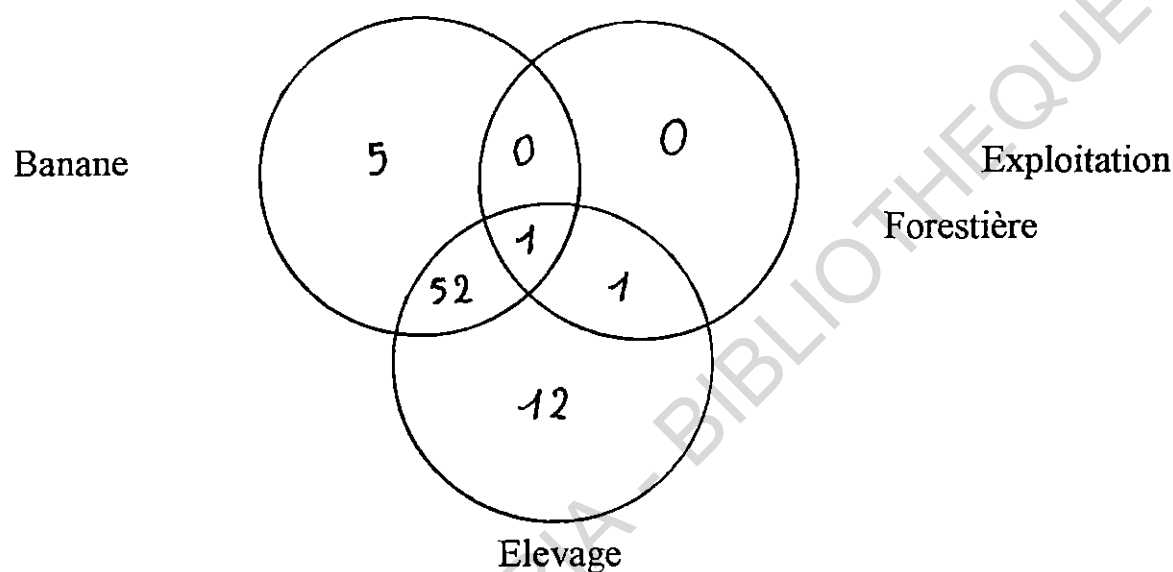
Dix (10) ménages sur les 136 font les trois activités en même temps. En regardant la taille de ces ménages l'hypothèse selon laquelle ce sont les ménages qui comptent le plus de membres qui pratiquent le plus grand nombre d'activités, se confirme encore. Parmi ces dix (10) ménages, trois (3) seulement comptent

entre cinq (5) et sept (7) membres. Les autres varient entre huit (8) et dix sept (17) membres.

A Saal l'exploitation forestière est pratiquement méconnue. L'élevage arrive en tête des activités avec 66 ménages sur 71.

Figure VIII : Répartition des ménages de Saal suivant l'activité

Pratiquée (Elevage, Exploitation forestière, banane).



La proportion des ménages éleveurs qui cultivent la banane est la plus importante (52 ménages sur 71). Il existe cependant quelques ménages qui ne font que de l'élevage (12 ménages) et d'autres qui se limitent à la culture de la banane (5 sur 71 ménages). Ici la pratique de l'élevage est uniformisée alors que la banane est plus pratiquée par les ménages sereer.

Il existe un seul ménage faisant à la fois la banane, l'exploitation forestière et l'élevage. Là encore il s'agit d'un ménage composé de 18 membres.

En somme l'Agriculture et l'élevage constituent les activités pratiquées par le plus grand nombre de ménages. La banane arrive ensuite.

Tableau 22 : Répartition des ménages agricoles selon le village et l'activité économique

Activités Villages	Agriculture	Elevage	Banane	Forêt	Maraîchage	Total Ménages
Wassadou	150	123	60	34	48	153
Saal	72	66	58	2	1	72

Cette activité occupe une place importante dans l'économie de Saal puisque 58 ménages sur 72 vivent de ses revenus. A Wassadou la proportion de ces ménages est moins importante (60 sur 153).

Mais cette activité offre indirectement des emplois à d'autres catégories sociales notamment les femmes et les jeunes et même les éleveurs. En effet certaines femmes ont comme activité principale la vente de la banane (ou d'autres fruits cultivés en intercalaire dans les parcelles) dans le village (sur le bord de la route à Wassadou) et à Tamba ville. Les femmes de Saal se rendent tous les matins au marché de tamba ville pour y vendre de la banane et de la papaye.

A Wassadou, les femmes se procurent un régime dont le prix d'achat varie entre 1500Frs et 3000Frs pour faire une recette comprise entre 5500Frs et 8000Frs. Le kilogramme de banane leur revient à 140Frs dans les périmètres et elles le revendent en ville à 250Frs. La banane étant disponible presque toute l'année, leurs recettes sont substantielles, et elles peuvent ainsi aider leur mari à subvenir aux besoins de leur famille.

En dehors des femmes, les jeunes (qui sont sans parcelle) trouvent aussi leur compte dans cette activité. Ils peuvent se faire employer dans les parcelles comme

apprentis, percevant un salaire mensuel tournant autour de 6000Fr. D'autres s'emploient à récolter la paille pour la revendre aux producteurs à 50Fr la botte. Celle-ci servira à recouvrir les périmètres pour conserver l'humidité et empêcher la prolifération des mauvaises herbes. Lorsque la paille doit être transportée jusque dans les périmètres, son prix s'élève à 100Fr la botte. A Saal, près d'une centaine de jeunes vivent de ces activités.

De même les éleveurs en offrant du fumier aux producteurs bénéficient des retombées de la culture de la banane. Ils peuvent toucher entre 15.000Fr et 20.000Fr pour chaque troupeau de bœufs. Ceux qui se chargeront du transport du fumier sur 9 à 10km recevront 20.000Fr à 30.000Fr en plus.

A Wassadou, comme à Saal où l'élevage est la deuxième activité qui occupe les ménages, les éleveurs bénéficient donc un tant soi peu de cette culture. La place de la banane dans l'économie peut aussi être appréhendée par rapport à la dynamique qu'elle lui impulse partant de la masse d'argent produite à des intervalles de temps réguliers. Après les deux premières coupes (qui servent au remboursement des frais de fonctionnement du GIE) le paysan peut percevoir de l'argent tous les quinze jours suivant le calendrier de plantation qu'il aura adopté.

Section 2 - Les retombées socio-économiques de la banane

A - Augmentation des revenus et Amélioration des conditions de vie

En 1996, la production globale de Saal I, était de 2.185.222 Kg avec un rendement moyen de 4117,39Kg par producteur.

Pour connaître le revenu annuel moyen des producteurs nous multiplierons ce rendement par le prix de la banane en vrac (120Fr minima) ainsi que par le prix de la banane en carton (200Fr/Kg maxima). Le revenu annuel varie donc, après avoir défalqué la cotisation annuelle s'élevant à 180.000Kg (en 1996), entre un

minimum de 314.087FrS et un maximum 643.487FrS. Ce qui fait un revenu mensuel à peu près égal à 53.623FrS lorsque toute la production est vendue en carton et de 26.174FrS lorsqu'elle est vendue en vrac.

Le producteur qui a eu le meilleur rendement en 1996 a récolté 8039Kg de banane. Son revenu annuel est de 784.680FrS au minimum et de 1.472.800FrS au maximum. Ce qui équivaut à un revenu mensuel compris entre 65.390FrS et 118.983FrS.

Ce chiffre est de loin supérieur aux revenus que se procurait le paysan avec les cultures hivernales. On peut donc croire que cette augmentation du revenu s'accompagne d'une amélioration des conditions de vie des producteurs. Son pouvoir d'achat ayant augmenté, son niveau de vie devrait aussi s'accroître.

Nous verrons dans un premier temps si les types de biens consommés ont changé ou s'ils gardent le même style de vie. A ce propos nous avons constaté dans une boutique à Wassadou (le plus grand commerce du village, tenu par un maure) qu'il y avait sur les étagères les mêmes denrées que dans les boutiques des grands centres urbains du pays. En dehors du riz, de l'huile, d'arachide, du savon et du sucre, il y avait des boîtes de conserve (concentré de tomate, sardinelles, lait Gloria,...). On pourrait aussi apercevoir sur les étagères des pots de chocolat, de beurre Margarine, des boîtes de fromage. Il y avait entre autre toute la gamme des boissons SOBOA.

D'après la boutiquier les sacs de riz se vendaient très bien, mais les produits chocoleda s'écoulaient en petite quantité. Cela serait dû d'après lui, à la nouveauté, mais aussi au prix du produit. Mais dans l'ensemble, disait-il le commerce marchait bien. Ce qui signifie que les populations villageoises changent d'attitude vis-à-vis des produits manufacturés et vont de plus en plus vers de nouvelles habitudes alimentaires.

A Saal C.B, venu de Sinthian nous confie que son alimentation est maintenant plus variée. A Sinthian, il ne pouvait même pas accueillir décemment un invité parce qu'ils avaient des problèmes pour manger. A l'approche des fêtes il peut actuellement se permettre d'offrir aux membres de sa famille de nouveaux habits.

Ceux qui viennent de Pambal connaissaient les mêmes difficultés quant à leur alimentation. Actuellement de tels problèmes ne surgissent qu'au mois d'août où la farine de banane (séchée) sert d'aliment de base. Ici aussi, le riz a été intégré dans l'alimentation quotidienne.

La consommation représente une part importante des revenus, mais les producteurs investissent dans certains domaines spécifiques. La bicyclette par exemple est un bien que se procurent tous ceux qui en ont les moyens. C'est pourquoi son utilisation est assez répandue à Wassadou comme à Saal. Les producteurs investissent aussi dans le bâtiment (maison en dur et toiture de zinc). Un producteur a pu acquérir une voiture de marque Peugeot 404 reliant Wassadou à Tamba tous les matins et revenant dans le village l'après-midi. C'est cette voiture de liaison que l'on nomme habituellement le « courrier » ; tous les villages cultivant la banane ont leur courrier, nous dit le sous-préfet.

Certains plus rares ont préféré s'expatrier après avoir rassemblé le prix d'un billet d'avion. C'est l'option faite par beaucoup de jeunes Sereer de Wassadou qui ont comme seul projet d'avenir de sortir du pays. A côté de ceux-là, d'autres voudraient construire une maison soit à Wassadou, soit chez eux, et fonder un foyer. Le reste penchent plutôt pour l'acquisition de bétail, principal domaine d'investissement.

A Saal les domaines d'investissement concernent l'élevage, l'agriculture (par l'acquisition de charrettes d'ânes ou de chevaux), le bâtiment. Il existe aussi un producteur qui a investi dans le transport Saal/Tamba avec l'acquisition d'une Mercedes qui leur sert de « courrier ».

Que ce soit à Saal ou à Wassadou, l'épargne formelle n'est pas très développée. A Missirah il existe une caisse de crédit mutuel et d'épargne (succursale du Crédit Mutuel du Sénégal). Le nombre des épargnants du village de Wassadou (personnes physiques et associations) ne dépasse pas 49. Et la plupart des comptes qui ont été ouverts, ne sont pas régulièrement alimentés. La somme de 164.282Fr que nous a communiquée l'agent du crédit mutuel, représentant le total des avoirs de ces producteurs, semble incohérente car elle donne une moyenne de 3.352Fr par personnes alors que le minimum requis pour avoir un compte est de 7500Fr ? Ceux qui alimentent les caisses de cette mutuelle ce sont plus les groupements de femmes qui bénéficient d'un financement du FED, les ASC et les coopératives scolaires.

La fédération APROVAG dispose d'une banque populaire où les paysans peuvent déposer leur argent. Cette banque semble bénéficier davantage de la confiance des producteurs. Même si beaucoup d'entre-eux n'y déposent pas leur argent s'ils savent qu'ils devront le récupérer peu de temps après pour faire face aux besoins de leur famille.

Chez les femmes, la tontine constitue une autre forme d'épargne. Les cotisations peuvent être de 100Fr par semaine, 1000Fr par mois, 20.000Fr à 30.000Fr après chaque coupe. Cette masse d'argent épargnée leur sert à affronter le mois d'août qui est le plus dur de l'année. Il coïncide avec la floraison des plants et il faut attendre trois mois pour que les régimes arrivent à maturité.

Concernant la santé et l'éducation, l'investissement n'est pas collectif ou communautaire, mais individuel. Les infrastructures sociales qui étaient mises en place par l'OFADEC pour le développement communautaire (écoles, cases de santé, pharmacie, boutiques, puits et moulins à mil) n'ont pas été reprises en main par l'APROVAG. Dans les villages, les écoles qui existent sont gérées par le gouvernement et il s'agit d'écoles primaires à cycles incomplets. A Saal les parents investissent dans l'éducation de leurs enfants en leur payant la scolarité dans une école privée située à Nguène (un village voisin).

Pour ce qui est de la santé des populations, il y a des cases de santé dans lesquelles on ne peut traiter que des affections bénignes, vu leur pauvreté en équipements sanitaires et en médicaments ainsi que la faible qualification des agents de santé. Un projet de relance des cases de santé a été initié par l'Association pour la Promotion de la Santé en partenariat avec les villages environnants. Dans le cadre de ce projet un centre de santé a été inauguré à Sinthian en février 98. Pour adhérer à ce projet une participation de 3000Frs est demandée à une personne seule et 5000Frs aux couples. Cette somme couvre aussi les enfants de moins de 18 ans. En cas de maladie, le patient peut se présenter à la case de santé de son village avec un ticket de consultation dont le prix est de 1000Frs. Lorsque l'affection dépasse la compétence de l'agent sanitaire en place, le malade est évacué sur Sinthian où il recevra les soins nécessaires. Cette amélioration des conditions de vie s'appréhende davantage au niveau individuel que collectif.

B – Impact de l'augmentation des revenus sur l'intégration sociale

- des jeunes, des femmes et des immigrés.

L'augmentation des revenus a certes eu des impacts sur les conditions de vie des populations. Mais sur le plan social, elle permet une réintégration de certaines catégories sociales.

Le fait pour un jeune de disposer d'une parcelle représente un enjeu socio-économique important. Il voit dans cette parcelle un symbole de libération par rapport à ses besoins économiques qu'il ne parvenait pas à prendre en charge tout seul. Mais au-delà de son indépendance financière, il voit son statut social augmenter. En fait, dans cet espace social qu'est le GIE, il peut s'exprimer au même titre que les autres producteurs quelque soit leur âge, leur rang social. Bien plus, s'il s'agit d'un jeune instruit, il a de fortes chances de se voir confier un poste de responsabilité : ce qui fortifie son assise au sein du GIE.

Au sein du village, le rôle économique qu'il joue dans sa famille et hors de sa famille, fait qu'il jouit de plus de considération. Celle-ci s'accroît lorsqu'il décide de se marier. Cette décision est d'autant plus facile à prendre qu'il peut faire face à tous les frais qui lui seront demandés (dot...).

La parcelle est en quelque sorte un garant de la promotion économique et sociale. A Saal, un jeune a ouvert un procès au tribunal pour pouvoir hériter de la parcelle de son défunt père. Les responsables l'avaient attribuée à un autre alors qu'il considérait que la parcelle lui revenait de droit. Il perdit son procès après avoir dépensé beaucoup d'argent à payer des honoraires. Quelques années plus tard, on lui accordait une parcelle, et il se retrouva très vite à la tête du GIE en qualité de président.

A Wassadou, les jeunes qui venaient d'arriver de Koar et qui attendaient de se voir attribuer une parcelle avaient non seulement des problèmes d'ordre financier mais rencontraient aussi l'indifférence des populations. Certains d'entre eux recevaient de l'argent de parents installés à Koar, et les autres se débrouillaient nous disent-ils. Avec les villageois il y avait non seulement la barrière de la langue mais une certaine méfiance par rapport à ces Sereer qui étaient de plus en plus nombreux. Du côté des jeunes, certains comportements ne facilitaient pas non plus le rapprochement. « *On est tous des jeunes, il y en a parmi nous qui ont des comportements*

incorrects. C'est pourquoi il y avait la distance, mais maintenant ça va un peu mieux. » P. D. considère comme de la distance ce que d'autres appelleront un « *manque de téranga* »⁴⁷ voire du « *racisme* ».

L'intégration de ces jeunes s'est faite par le biais du catéchiste qui a demandé leur aide pour la mise sur pied de mouvements d'action catholique. C'est par ce biais qu'ils ont intégré les villageois et ont appris à parler le Peulh, élément déterminant dans l'établissement d'une communication entre eux et les populations autochtones.

L'acquisition d'une parcelle a mis fin à leurs difficultés économiques (du moins pour la plupart d'entre eux, car il y en a dont la parcelle se trouve dans une zone inondable et ils perdent chaque année une grande partie de leur production avec les crues du fleuve).

Pour ce qui est de l'intégration au sein du GIE, quelques problèmes subsistent encore.

Dans l'organisation du projet, il y a plusieurs ethnies. Il n'y avait pas de problèmes au niveau des groupements à Wassadou. Depuis l'arrivée de nos parents sereer il y a des problèmes de confiance. Quant aux postes de responsabilité, chacun vote pour son parent.O.B.

Mais ils réussissent à exprimer leur point de vue, bien que minoritaires dans le GIE de Thilo-Thilo.

D'un point de vue social, la relation matrimoniale constitue le sommet de leur intégration au sein du village. Le chef de village ne les considère comme des habitants de Wassadou que lorsqu'ils se sont mariés là-bas ; car dit-il, s'ils ne sont

⁴⁷ Mot Woloff signifiant hospitalité, accueil et courtoisie vis-à-vis d'un étranger ou d'un hôte.

pas mariés, ils peuvent quitter le village à n'importe quel moment, dans le cas contraire ils ont une attache solide.

Chez les femmes, l'augmentation des revenus a accru leurs responsabilités dans le foyer. En plus de la dépense quotidienne à laquelle elles participent, certaines se chargent de payer la scolarité de leurs enfants, beaucoup d'entre elles construisent des cases pour elles-mêmes, elles participent aussi à l'habillement de leurs enfants. Au sein du village leur statut et leur rôle n'ont pas pour autant changé. Les activités de production viennent se greffer à l'activité ménagère.

Dans les GIE elles sont en arrière plan, car elles se font représenter par deux d'entre elles qui transmettent leurs doléances. Lorsque nous avons demandé à l'une d'entre elles si leurs doléances avaient été prises en compte, elle nous répondait simplement que ceux à qui elles les présentaient avaient aussi des supérieurs et qu'ils ne pouvaient pas prendre une décision seuls. Avec l'augmentation des revenus, ces femmes ont vu leur rôle s'accroître au sein du ménage, mais pas leur statut, contrairement aux jeunes qui jouissent d'une plus grande considération. Les migrants eux, ne sont réellement intégrés que lorsqu'ils s'établissent dans un foyer stable en se mariant. Par contre leur intégration dans les périmètres est moins problématique. D'abord parce que tout le monde y a les mêmes droits et obligations et ils maîtrisent généralement bien leur travail.

TROISIEME PARTIE

ANALYSE ET INTERPRETATION DES
RESULTATS.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre VI. ANALYSE SOCIOLOGIQUE

Dans la première hypothèse, nous avons mis en relation l'économie bananière et le changement social. Nous commencerons d'abord par analyser séparément les dimensions de ces concepts par l'examen des causes et du contexte dans lequel sont apparus les différents changements.

Section 1 – Analyse des changements démographiques

La première question que nous nous poserons est la suivante : quels liens existe-il entre la culture de la banane et les déplacements de populations qu'il y a eu à Wassadou et à Saal ainsi que les autres changements intervenus dans la structure démographique ? Le lien logique unissant ces trois phénomènes est à deux niveaux. D'abord, la culture de la banane a entraîné des déplacements de populations ensuite ces déplacements ont à leur tour suscité des changements au sein de la structure démographique.

A - Déplacement de populations et culture de la banane

Rappelons que dans le village de Wassadou les déplacements de la population se sont déroulés entre Wassadou village et Wassadou dépôt, qui est devenu le principal pôle d'habitation. La proximité du fleuve et l'installation du projet OFADEC, ont été largement déterminantes. Le village de Wassadou est l'un des premiers, où fut introduite la banane, parmi tous les villages encadrés par l'OFADEC. Cette culture fut introduite en 1982 dans le village et on constate qu'en 1987, c'est 96,5% de la population qui vivent à Wassadou Dépôt. Alors qu'en 1977 c'était seulement 87% de cette population qui étaient présents sur les lieux.

Dans le village de Saal ces déplacements de la population autochtone ont eu une plus grande ampleur. Il y a eu en effet, colonisation des terres situées sur les rives du fleuve Gambie par des populations habitant à 10km de là, dans le village de Sinthian. C'est ainsi que fut créé le village de Saal, avec comme seul but la culture de la banane. C'est en 1983 que les Peulh de Sinthian finissaient de construire leurs habitations et leur périmètre (Saal I) et s'installèrent dans le village. Un an après c'était le début des mouvements transrégionaux. Des populations ont quitté Thiès pour venir s'établir à Saal dans le même but de cultiver la banane. Trois groupes se sont ainsi succédés, tous ayant les mêmes ambitions : disposer d'un périmètre pour cultiver la banane.

A Wassadou on a aussi noté ces mouvements transrégionaux. Mais là-bas ce ne sont pas des migrants originaires de la région de Thiès, mais de Fatick. Il y en avait parmi eux, qui venaient de Dakar, de Podor, etc., mais en nombre limité. Cette relation entre la culture de la banane et les mouvements de populations (qu'il s'agisse de la migration ou des colonisations de terres par les autochtones) doit être replacée dans le contexte du *Programme Tambacounda*, débutant entre 76 et 77 à Missirah. Programme par le biais duquel l'OFADDEC voulait développer la zone rurale. Ronald Audet écrit dans l'évaluation du programme en 1993 que la volonté de l'OFADDEC était d'améliorer les conditions de vie des populations rurales en fondant leur autonomie sur une base économique durable et rentable. La culture de la banane fut trouvée après maints essais avec d'autres cultures (riziculture, maraîchage, ananas...) comme moyen de concrétiser cet objectif de l'OFADDEC. Cette culture pratiquée à grande échelle nécessite beaucoup de main d'œuvre mais aussi beaucoup d'entretien. C'est donc pour se rapprocher des périmètres que les populations autochtones ont quitté leur terroir. Et la migration dans son ensemble a eu comme effet de combler le déficit humain de cette zone faiblement peuplée.

On pourrait tout de même se demander si dans la zone de Missirah il n'y avait pas eu le développement de la culture de la banane est-ce qu'il y aurait eu

migration ou non. Et si une autre culture avait été exploitée à la place de la banane, aurait-on eu les mêmes conséquences démographiques ?

Une réponse *a priori* ne peut être donnée que pour le village de Saal. En effet plusieurs villages à l'instar de celui-ci avaient été créés par l'OFADDEC avec comme seul objectif de développer cette culture dans l'arrondissement de Missirah : Nguène, Sankagne, Adiaff, Koar Projet (le village de Koar existait déjà). Pour ce qui est du village de Wassadou, les mouvements migratoires fondent l'histoire même du peuplement de ce village. Depuis sa création à l'époque coloniale il y a eu des migrants venus de la République de Guinée (des Peulh), mais aussi de certains arrondissements de la région de Tambacounda (des Bassari et des Coniagui). C'est à partir de 1977 que la culture de la banane drainera son lot de migrants venus des régions centre-ouest du pays. On remarque donc une certaine rupture entre les migrations intervenues avant 1977 et celles qui ont eu lieu après. Rupture par rapport au lieu de provenance mais aussi par rapport à l'effectif des migrants qui a beaucoup augmenté dans les dernières années. L'étude de la motivation des migrants révèle en outre que l'eau du fleuve a été un facteur important par rapport à ce qui les a attirés dans la zone. L'un des producteurs souligne le fait qu'à Thiès ils ne comptaient que sur les pluies hivernales. Et lorsque la saison n'était pas pluvieuse ils n'avaient pas d'autre recours pour leurs cultures. Par contre à Saal l'eau ne manquait jamais. Avec l'installation des périmètres irrigués, la banane peut être produite sans risque d'assèchement des plants en pleine croissance.

Donc au-delà de la banane, il y a aussi le système d'exploitation de cette culture liée à la disponibilité de l'eau, qui a attiré les migrants dans les PIV de Missirah.

B - Les changements intervenus dans la structure démographique

Il s'agit du second niveau de la relation entre la banane et les changements démographiques. Les variations dans l'évolution de l'effectif de la population de Saal et Wassadou de la taille des ménages ainsi que de l'âge des chefs de ménage dans ces villages, ne sont pas des conséquences directes de l'introduction de la banane, mais des différents mouvements de populations.

Dans les deux villages, la population a évolué de façon positive. Mais à Saal, l'accroissement de la population entre 83 et 97 est relativement lent comparé à celui de Wassadou. La population est passée de 0 à 565 habitants, alors qu'elle était déjà à 507 habitants en 1987 ; soit un accroissement de 58 habitants en dix ans. On remarque donc que lors des dix dernières années, l'apport migratoire a considérablement baissé par rapport aux années précédentes. Cela s'explique par le fait qu'en 1987 déjà, la totalité des parcelles fut cédée. Ceux qui continuaient à venir dans le village se faisaient embaucher comme apprentis, avec un salaire mensuel tournant autour de 6000Frs, atteignant rarement 10.000Frs. C'était donc un nombre limité de jeunes qui continuaient à émigrer vers Saal et de façon saisonnière pour la plupart d'entre eux. D'un autre côté, le taux de natalité n'a pas été suffisamment élevé pour impulser une croissance naturelle de la population. Ceci est dû non seulement au fait que le village fut nouvellement créé, mais aussi à l'instabilité des différents groupes qui se sont succédés dans le village. Parmi les premiers habitants de Saal qui sont les Peulh de Sinthian, il ne reste plus que quelques rares familles qui se sont reconverties dans l'élevage et quelques cinq producteurs hommes et femmes travaillant encore dans les périmètres. Le premier convoi venu de Saal constitue actuellement la majeure partie de la population. Du second convoi il ne reste que quelques producteurs et du troisième presque aucun.

Pour qu'une population puisse croître à un rythme normal, il faut que soient réunies certaines conditions. D'abord il faut que celle-ci procréée pour assurer une

croissance naturelle. Dans le même temps il faut que la mortalité diminue. L'existence d'infrastructures sanitaires et de soins de santé sont donc des conditions sine qua non pour le recul du taux de mortalité. La présence d'un minimum de structures socio-économiques est indispensable pour freiner ou lutter contre le départ massif des populations vers d'autres zones plus nanties. Enfin, il faut qu'il y ait à l'inverse un apport migratoire considérable.

Pour expliquer le rythme de croissance de la population de Saal, nous pouvons nous demander si ces conditions précédemment citées, existaient dans ce village.

En 1987, l'effectif de 507 habitants était essentiellement le fruit des apports migratoires. Mais à partir de cette année-là, les flux migratoires ont chuté. Entre 1992 et 1997, c'était plus des migrations individuelles sans grande envergure. A propos du développement des infrastructures socio-économiques, nous pouvons dire que les habitants de Saal jouissaient d'un certain bien-être avec l'OFADDEC qui jusqu'en 1991 a valorisé le développement communautaire. Le département santé s'occupait de l'approvisionnement en médicaments et de la gestion d'une case de santé. Le département formation s'occupait de la scolarisation des enfants, de l'alphabétisation et de la formation des adultes. D'autres départements s'occupaient de l'installation de puits, moulins à mil...

Si entre 1987 et 1997, il n'y a eu qu'un apport de 58 individus, c'est qu'il y avait un faible taux de natalité, combiné à un solde migratoire faiblement positif.

A Wassadou où la date de création du village remonte à l'époque coloniale, les effets de la migration ont très vite été perçus. Entre 1977 et 1987, la population atteint presque son double avec 518 habitants. Dix ans après ce chiffre est multiplié par 2,3 : la population s'élève à 1202 habitants. Il s'agit d'une croissance assez régulière.

Ces deux situations complètement différentes à Saal et à Wassadou, confirment la relation entre la migration et la croissance de la population. A Wassadou où la majeure partie des migrants est arrivée entre 1990 et 1997, on remarque une croissance soutenue et régulière de la population. (voir tableau 9). Par contre à Saal où l'évolution de la migration a été décroissante à partir de 1987 (voir tableau 13), le rythme de croissance de la population a ralenti à partir de cette même année.

L'augmentation des effectifs de la population n'a pas été la seule conséquence de la migration. Le Rapport de Masculinité a évolué de façon croissante à Saal. En 1987, il y a 117 hommes pour 100 femmes. Dix ans après il y en a 120 pour 100 femmes. Pourtant, dans le village de Wassadou, le Rapport de Masculinité a eu une tendance décroissante depuis 1977. Si nous avons mis en rapport ce taux et la migration, c'est pour montrer que celle-ci influence la répartition de la population par sexe, en augmentant de fait, le nombre des hommes par rapport aux femmes. Les résultats que nous avons observés, montrent le contraire. Puisque c'est le village de Saal, qui a enregistré une baisse de la migration et qui a en même temps enregistré une élévation du rapport de masculinité supérieur à 100 depuis 1987. Dans le village de Wassadou où la migration a atteint ses plus forts taux entre 92 et 97, le RM n'a cessé de décroître (de 114 à 96 en passant par 100).

Il reste donc à conclure de l'intervention d'une variable tierce jouant sur la relation migration/répartition de la population par sexe. Le mouvement général de la population est une résultante de l'action combinée de l'accroissement naturel (rapport entre naissances et décès) et du mouvement de la population (rapport entre immigration et émigration). Cette troisième variable est donc l'accroissement naturel. Celui-ci évolue en faveur des femmes dans l'arrondissement de Missirah.

La zone rurale de la région de Tambacounda a un RM égal à 94 hommes pour 100 femmes.

A Saal, nous avons encore un faible taux de natalité. Donc dans ce village, le mouvement général de la population est plutôt dépendant du facteur de la migration. On doit reconnaître que les hommes ont immigré plus que les femmes, même si avant 1987, ce sont des familles tout entières qui immigraient. En 1997, où se sont uniquement les hommes qui immigrent (quelques rares femmes sont concernées par la migration de suivi), le RM a davantage augmenté.

A Wassadou, les naissances semblent renverser la vapeur et faire évoluer le RM en sens inverse de l'évolution des apports migratoires. Et comme dans l'ensemble de la zone rurale, l'évolution naturelle de la population se fait en faveur des femmes, cela explique que le RM y soit constamment décroissant jusqu'à devenir inférieur à 100. Dans la relation entre la migration et le rapport de masculinité, les naissances ou plus globalement l'accroissement naturel de la population, interviennent. Les deux phénomènes en relation évoluent dans des sens contraires. La migration a tendance à relever le RM alors que l'accroissement naturel des zones rurales de Tambacounda offre généralement un RM inférieur à 100. C'est donc la combinaison des deux phénomènes qu'il faut prendre en compte pour comprendre la répartition de la population par sexe de Wassadou et de Saal.

Après cette approche diachronique des conséquences de la migration sur l'évolution de la population entre 1977 et 1997, nous allons analyser les effets de cette migration sur la structure actuelle des ménages.

Les ménages de Wassadou comptaient généralement entre 5 et 9 membres. L'analyse du graphique de la répartition des ménages selon leur taille, montre que les ménages comptant cinq membres ou six membres se rencontrent le plus fréquemment : ce qui représente un nombre assez faible. La moyenne de

l'ensemble des ménages donne un nombre tournant autour de sept membres. Les ménages comptant dix membres et plus (entre 10 et 18) ne représentent que le quart des ménages de Wassadou. Ceux qui sont dirigés par des migrants et des femmes ont rarement plus de quatre membres.

A Saal, le graphique correspondant révèle que les ménages qui comptent cinq membres sont les plus nombreux par rapport à l'ensemble. Leur taille moyenne est de sept membres et ceux comptant dix membres et plus représentent un quart des ménages. Nous avons là les mêmes caractéristiques d'ensemble qu'à Wassadou.

La structure des ménages présente certaines régularités dans les deux villages, mais aucun signe de perturbation ou d'évolution de leur taille. A Saal on aurait pu avoir un élargissement de la taille de la famille lié à l'immigration de parents proches venus cultiver de la banane. Mais en 1997 cela ne concerne plus que quelques familles et de façon momentanée, car le flux de la migration a diminué et celle-ci ne se fait que de façon saisonnière. Les jeunes arrivent en saison sèche et s'installent chez leurs parents. Ils sont employés dans les parcelles jusqu'au prochain hivernage où ils retournent à Thiès. Une étude diachronique aurait mieux saisi cette relation entre la taille du ménage et la migration.

A Wassadou, les migrants étant d'ethnie différente avec la population autochtone, quelques rares seulement y retrouvent des parents installés depuis longtemps, et pouvant assurer leur prise en charge dans les premiers temps. Pour le reste un autre type de ménage se crée. Les jeunes logent ensemble dans la même maison sans avoir aucun lien de parenté. Ceux qui habitent ailleurs, partagent au moins les repas avec leurs camarades. On peut donc comprendre ici qu'il n'y ait pas de rapport apparent entre la migration et la taille des familles. Il existe dans ce village dix ménages à une personne, cinq parmi ceux-là sont ceux des migrants.

A côté de la taille des ménages nous avons supposé qu'une autre conséquence de la migration sur la structure des ménages, pourrait être l'élévation de l'âge moyen. Avec l'étude de l'âge des chefs de ménage (seules données disponibles sur la répartition par âge) nous avons cherché à montrer un certain vieillissement de la population. Les résultats sont les suivants : A Wassadou l'âge des chefs de ménage varie entre 22 ans et 87 ans, mais les $\frac{3}{4}$ d'entre eux ont entre 32 ans et 68 ans. L'âge moyen des chefs de ménage est de 46 ans.

Dans le village de Saal, l'âge moyen des chefs de ménage tourne aussi autour de 46 ans, mais l'amplitude entre le plus jeune chef de ménage et le plus âgé, est plus petite que celle de Wassadou : l'amplitude de Wassadou est de 65ans, alors qu'à Saal elle est de 55ans. La plupart des chefs de ménage se retrouve dans l'intervalle (47-52ans).

Comme dans le cas de l'étude de la structure des ménages (taille), il existe certaines régularités dans les deux villages concernant l'âge des chefs de ménage. L'âge moyen est le même (46ans) ; la classe modale est de 45-50ans pour Saal et 47-52ans pour Wassadou.

L'âge moyen des chefs de ménage que ce soit à Saal ou à Wassadou, n'est pas réellement élevé et si nous considérons l'âge médian, nous aurons pour Wassadou $x=54,5$ ans et pour Saal $x=52,5$ ans. Les $\frac{3}{4}$ des chefs de ménage n'atteignent pas cet âge à Saal. Trente neuf (39) d'entre eux, ont entre 25 et 50ans et à Wassadou les $\frac{4}{5}$ des chefs de ménage ont moins de 52ans. En comparant la moyenne d'âge dans les périmètres (Tableau 14 – colonne des mariés) avec celle de l'ensemble des chefs de ménage du village de Saal, nous avons eu le tableau suivant :

Tableau 23 : Comparaison de l'âge dans le village de Saal
et de l'âge dans les périmètres

SAAL Tranches d'âge	PERIMETRES (hommes mariés)		ENSEMBLE DES CHEF DE MENAGE	
	Effectifs	%	Effectifs	%
18-29 ans	2	11,76	4	6,15
30-39 ans	7	41,19	18	27,69
40-49 ans	6	35,29	27	41,54
50-60 ans	2	11,76	16	24,62
TOTAL	17	100	65	100

Nous pouvons dire que dans les périmètres l'âge moyen est moins élevé que pour les chefs de ménage de l'ensemble du village car le pourcentage le plus élevé concerne les 30-39ans alors que pour l'ensemble du village, le plus grand pourcentage concerne les 40-49ans. Dans les périmètres 88,24% ont moins de 50ans alors que ce pourcentage n'est que de 75,38% pour l'ensemble du village.

Si nous nous basons uniquement sur l'âge des chefs de ménage, nous ne pourrions pas parler de vieillissement de la population. Car non seulement leur âge moyen n'est pas très élevé, mais en plus cette catégorie ne représente que 12,74% de la population totale de Saal. Il existe bien sûr d'autres catégories d'adultes qui, appartenant à la même classe d'âge, ne sont pas pris en compte dans ces 12%. Il s'agit des hommes adultes ou du troisième âge qui vivent sous le couvert d'un fils ou de tout autre chef de ménage. Les femmes vivant sous couvert de leurs maris peuvent aussi faire partie de cette classe adulte.

En général l'augmentation de la proportion des vieillards permet de dire qu'il y a vieillissement de la population ; de même que l'accroissement de la longévité. Mais cette situation résulte souvent d'une baisse de la natalité en un moment donné.

Même si l'étude de l'âge moyen des chefs de ménage de Saal ne permet pas de conclure à un vieillissement de la population dans ce village, nous avons vu que la natalité faisait évoluer la population très lentement. Un prolongement de cette situation dans le temps pourrait entraîner une explosion de la classe adulte au détriment des classes jeunes et de fait, provoquer des problèmes de renouvellement de la population à long terme.

En somme les changements démographiques peuvent se résumer de la façon suivante : $A \leftrightarrow B$ et $B \rightarrow C$ (avec $A = \text{Banane}$; $B = \text{Migration}$; $C = \text{changements structurels}$).

La première relation entre A et B , est réciproque car de la même façon que la culture de la banane a influencé la migration, celle-ci a aussi contribué à son développement. Mais la culture de la banane n'est pas le seul facteur à avoir occasionné ces grands déplacements. L'opportunité que présentait le fleuve pour l'irrigation et le système d'exploitation de la banane ont provoqué l'intérêt des migrants pour cette zone bien arrosée (par les eaux de pluie et les affluents de la Gambie).

La seconde relation entre la migration et les changements structurels s'exprime ainsi :

*lorsque la migration augmente comme à Wassadou, la population évolue rapidement et régulièrement. Il s'agit-là d'une migration que l'on peut qualifier d'ancienne car elle concerne plusieurs générations de migrants. Les migrations bananières sont les plus récentes et commencent à partir de 1977 (pour ce qui est du projet OFADEC) et 1982 (pour ce qui est de l'introduction de la banane à proprement parlé). Celle-ci a comme effet une augmentation directe de la population, mais aussi une croissance de la natalité. C'est pour cette raison d'ailleurs que le RM décroît. Car dans cette zone rurale l'évolution naturelle de la

population se fait en faveur des femmes. Nous avions prévu le contraire, mais sans avoir pris en compte l'importance de l'accroissement naturel de la population.

Une autre conséquence de la migration, c'est qu'un nouveau type de ménage s'est répandu à Wassadou, sans lien de parenté directe entre les membres du ménage. De même on assiste à une croissance des ménages à une seule personne, il y en a autant que ceux qui comptent une douzaine de membres.

En général la taille du ménage n'a pas varié, comme nous le pensions. De même, le développement de la natalité a freiné le vieillissement de la population auquel nous nous attendions.

- A Saal, lorsque la migration varie de façon décroissante durant la dernière décennie, la population évolue de façon très lente : car il s'agit d'une nouvelle migration (la première vague venue de Thiès est arrivée en 1984) et ses effets ne se sont pas encore faits sentir sur le plan de la natalité. Le RM est croissant car la natalité est faible et les migrations drainent plus d'hommes que de femmes. Comme à Wassadou, la variation de la migration n'a pas non plus d'incidence sur la taille des ménages de Saal. Si tel est le cas, il y a donc forcément variation du nombre de ménages par rapport aux fluctuations de la migration. Reportons-nous au recensement de 1988 pour vérifier cette hypothèse secondaire.

Le village de Saal comptait en 1988, 111 ménages et en 1997, 79 ménages. Celui de Wassadou en comptait 94 en 1988 et en 1997 ce chiffre s'élève jusqu'à 171 ménages. Notre hypothèse secondaire est donc confirmée car lorsque les flux migratoires diminuent à Saal entre 88 et 97, le nombre de ménages diminue. Et lorsque ce flux augmente comme à Wassadou, le nombre de ménages suit la même évolution positive.

En dehors de la taille des ménages, on note qu'il n'y a pas de vieillissement apparent de la population à Saal. Mais la faiblesse de la natalité, si elle perdure, pourrait très vite le révéler. Analysons à présent, les changements intervenus dans la structure socio-économique de Saal et Wassadou.

Section II – Analyse des changements de la structure socio-économique

Nous cherchons ici à comprendre comment la banane a pu transformer la structure socio-économique des villages de Saal et Wassadou. La culture de la banane pourrait en elle-même être considérée comme un système économique extérieur qui fut introduit dans la structure socio-économique de ces villages. La comparaison entre la structure ancienne et la nouvelle, offre un début de réponse à notre interrogation.

En 1977 à Wassadou, l'économie rurale était dominée par les activités agricoles : agriculture, élevage et pêche. On pourrait aussi apprécier les effets bénéfiques de l'exploitation forestière, générant des ressources financières en saison sèche.

Toutes ces activités servaient non seulement à produire des ressources vivrières (céréales, produits laitiers, viande, produits halieutiques...), mais aussi à procurer un revenu financier aux paysans. En 1982, l'introduction par l'OFADDEC de la culture de la banane, présentait de nouvelles opportunités à savoir la diversification des activités de production et une augmentation considérable des revenus des paysans. La banane, le maraîchage et l'exploitation de plusieurs autres espèces fruitières vont attirer beaucoup de ménages qui tireront la majeure partie de leurs revenus de l'horticulture.

Ayant créé une activité nouvelle, la banane fera à l'inverse reculer l'exploitation forestière. Cette activité occupe aujourd'hui moins de ménages. Il

s'agit d'une activité saisonnière dont les revenus sont incomparables avec ceux qu'offre la nouvelle culture. La banane a renforcé les acquis de l'élevage, car avec les revenus qu'elle génère les populations se procurent du bétail. Par rapport à l'agriculture, ses impacts négatifs n'ont pas duré à Wassadou comme dans d'autres villages.

Parmi les activités que l'on rencontrait en 1977, il n'y a que la pêche qui était pratiquée durant toute l'année. Toutes les autres étaient des activités saisonnières. L'agriculture se pratiquait en hivernage, car en dehors des eaux de pluies il n'existait pas d'autres moyens d'irrigation à Wassadou ; l'exploitation forestière se déroulait en saison sèche. C'était aussi la période des travaux artisanaux (vannerie, poterie, fabrication d'ustensiles et d'outils...), et des migrations de transhumance, pour les éleveurs qui ne trouvaient plus de pâturage dans leur environnement immédiat. D'autres types de migration se déroulaient cette saison-là permettant aux paysans de vendre leur force de travail en ville ou dans les autres villages.

La culture de la banane a pratiquement passé outre ce découpage temporel des activités économiques. Le système d'irrigation permet de cultiver en contre-saison autant qu'en hivernage. Le travail se déroule durant toute l'année. Un seul jour de repos existe dans la semaine de travail et qui varie suivant les villages. En hivernage on assiste à une répartition de la force de travail du ménage entre les périmètres et les champs. Les uns cultivant dans les champs, les autres s'occupant des parcelles. Lorsqu'il n'y a pas assez de bras dans le ménage, le chef de ménage confie la surveillance de sa parcelle à un jeune à qui il donnera une contre-partie et cultive lui-même son champ.

Depuis l'introduction de la banane on a noté un recul des migrations saisonnières et de l'exode rural. Dans l'arrondissement de Missirah, les villages

producteurs de banane sont ceux où l'on note les plus grandes densités humaines : le solde migratoire devient positif comme nulle part ailleurs dans l'arrondissement.

Par rapport à l'ancien système agraire, les paysans maîtrisaient le procès de production puisque le pratiquant depuis des générations. Mais leur productivité dépendait aussi des aléas climatiques : l'hivernage pouvait être pluvieux ou non ou alors les eaux de pluies pouvaient être abondantes mais mal réparties dans le temps.

Avec la culture de la banane, la maîtrise du procès de production s'accompagne d'une maîtrise des facteurs de production. La connaissance des besoins hydriques de la plante et le système d'irrigation mis en place, permettent une utilisation rationnelle des eaux du fleuve Gambie.

Un autre trait caractéristique de l'ancienne structure est l'importance de la traite dans la dynamique de l'économie rurale. C'est le moment où l'on enregistre les quantités d'échanges les plus élevées dans la zone rurale. Dans les marchés locaux, s'échangent les produits de la récolte, les biens de consommation, les biens d'équipements et divers articles provenant de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur du pays. Mais les produits échangés sont limités quant à leur variété, de même que les marchés où se déroulent les échanges (dans les différents centres d'échange de l'arrondissement de Missirah ou du département de Tambacounda). Cela est aussi dû aux quantités produites mais aussi à la faiblesse relative de la masse d'argent en circulation dans le monde paysan.

Dans ce domaine, la banane a presque été une révolution en ce sens que le marché où s'écoulent les produits dépasse le cadre régional, mais concerne presque toutes les grandes villes du pays, en particulier Dakar. La moitié de la production locale de banane est couverte par la région de Tambacounda. L'augmentation des revenus constitue le maillon central de la relation entre la banane et la

transformation de la structure socio-économique. Puisque c'est elle qui entraîne un changement dans le type et la quantité des produits consommés, qui permet aux populations de pouvoir disposer de soins de santé et de payer l'éducation de leurs enfants. Elle permet la montée de l'épargne dans les banques populaires et à travers le jeu des tontines (pour les femmes). Elle permet aux populations d'investir dans plusieurs domaines et surtout de réinvestir une partie de leur revenu dans la production de la banane pour accroître leur productivité.

Mais le type de changement provoqué par la banane peut être considéré comme exogène, car il met le GIE au cœur d'un système vaste et qui n'est pas totalement contrôlé par ce dernier. Dans ce système économique, la variation des termes de l'échange joue immédiatement sur le revenu réel du producteur, donc a une répercussion au niveau de la structure économique du village.

Dans ce système nous avons le consommateur à qui est destiné le produit. Ses goûts et préférences conditionnent quelque peu la qualité de la production. Entre ce consommateur et les producteurs de l'APROVAG, il y a des intermédiaires qui sont le transporteur et le commerçant. Ce dernier influence aussi le revenu net du producteur par le prix d'achat qu'il fixe à l'APROVAG et par le quota de banane qu'il décide d'acheter, car d'autres fruits existent sur le marché. Dans ce même marché le producteur de l'APROVAG devra faire face à la concurrence des producteurs privés ou des importateurs de banane. Pour affronter une telle situation des stratégies d'alliance sont développées et le comité paritaire occupe une place importante dans le marché de la banane. Un autre acteur de taille est à prendre en compte dans ce marché, à savoir l'Etat. Le Ministère du Commerce joue un rôle important dans la protection de la banane locale et des produits horticoles en général.

Dans la politique de commerce extérieur de l'Etat sénégalais, il est inscrit que, pour les produits horticoles de consommation courante (oignon, pomme de

terre, banane), l'objectif recherché est une protection en vue de favoriser la production nationale ainsi que celle de la sous-région dans le cadre d'un marché régional. Il sera appliqué à ces produits une surtaxe de protection ne dépassant pas 30%. Mais il a d'abord été précisé que les systèmes de protection tarifaire seraient conformes aux engagements de l'Etat dans le cadre du GATT et de l'UEMOA⁴⁸.

En dehors de ces systèmes de protection la filière horticole est choisie par l'Etat pour jouer un rôle important dans l'équilibre de la balance commerciale. A cet effet il s'engage à prendre un certain nombre de mesures pour la promotion des produits de grande consommation notamment (pomme de terre, oignons, tomate, choux, banane).

En dehors de ces acteurs importants du marché de la banane, il en existe d'autres en amont de la production et dont l'influence est assez visible sur le revenu net du producteur. Il s'agit des industriels fabricant les intrants et les machines notamment les groupes motopompes. En 1984 la production avait baissé du fait de l'augmentation du prix des intrants.

Voici donc un système de production qui ne dépend pas seulement des ressources du village (ressources humaines, facteurs de production – terre et eau-) mais est extravesti parce que dépendant d'un marché extérieur pour l'acquisition des intrants et l'écoulement des produits.

Pour répondre à la question, « comment la banane a pu transformer la structure socio-économique des villages de Saal et Wassadou », nous dirons que c'est par le biais de l'intégration partielle de l'économie du village dans le réseau du marché sénégalais de la banane. Nous disons « partielle » car il existe d'autres composantes de l'économie des villages qui ne sont pas intégrées à ce vaste réseau.

⁴⁸ République du Sénégal. Programme d'Ajustement Sectoriel Agricole (P.A.S.A.) Lettre de politique de développement agricole L.P.D.A. – Avril 1995.

Jean Pierre WAMPACH dans son étude de la *Productivité Agricole et Niveau de vie des Agriculteurs dans une Economie industrialisée : le cas du Québec*⁴⁹ pose comme hypothèse qu'il existe une structure, un ensemble de relations, entre productivité, niveau de vie, croissance économique, marchés mondiaux et institutions, et que ce système serait une composante de toute économie industrialisée.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

⁴⁹ In *Cahiers Agricultures* 1993, 2, pp.233-244.

Chapitre VII. INTERPRETATION DES RESULTATS

Section 1 – Interprétation de l'interdépendance entre les variables Economiques et les variables démographiques : Banane/ Développement économique/Migration.

Si nous voulons étudier la relation entre la banane, le développement et la migration, il nous faudra d'abord voir dans quel ordre ces variables sont apparus. Nous avons vu qu'avant la banane, il n'y avait pas de développement économique dans nos deux villages (et généralement dans les villages encadrés par l'OFADDEC). L'exploitation des eaux du fleuve Gambie pour l'irrigation des périmètres a été un facteur déterminant dans le développement économique car elle permettait une production en toute saison. Ce qui a contribué à augmenter le revenu du paysan. Mais la culture de la banane, c'est aussi des implications techniques et organisationnelles. Ce sont ces trois aspects (économiques, techniques et organisationnels) qui ont entraîné en un moment donné dans la vie sociale des populations le développement économique. En ce sens, si nous considérons l'économie comme la mise en œuvre ou l'organisation de ressources humaines, matérielles et/ou financières pour la production et la consommation de richesses, nous pouvons dire que la culture de la banane est le moteur du développement économique des villages de Saal et Wassadou. On peut se rendre compte du développement économique, par l'augmentation du pouvoir d'achat des populations, la possibilité qu'elles ont de se soigner et d'étudier et l'élargissement de leurs zones d'échanges de biens et services (en cela, le « courrier »⁵⁰ constitue un élément fondamental dans l'ouverture de ces villages au monde extérieur particulièrement à la ville de Tamba). Mais si cette corrélation entre la culture de la banane et le développement économique a été possible, c'est grâce à d'autres facteurs qui furent des catalyseurs.

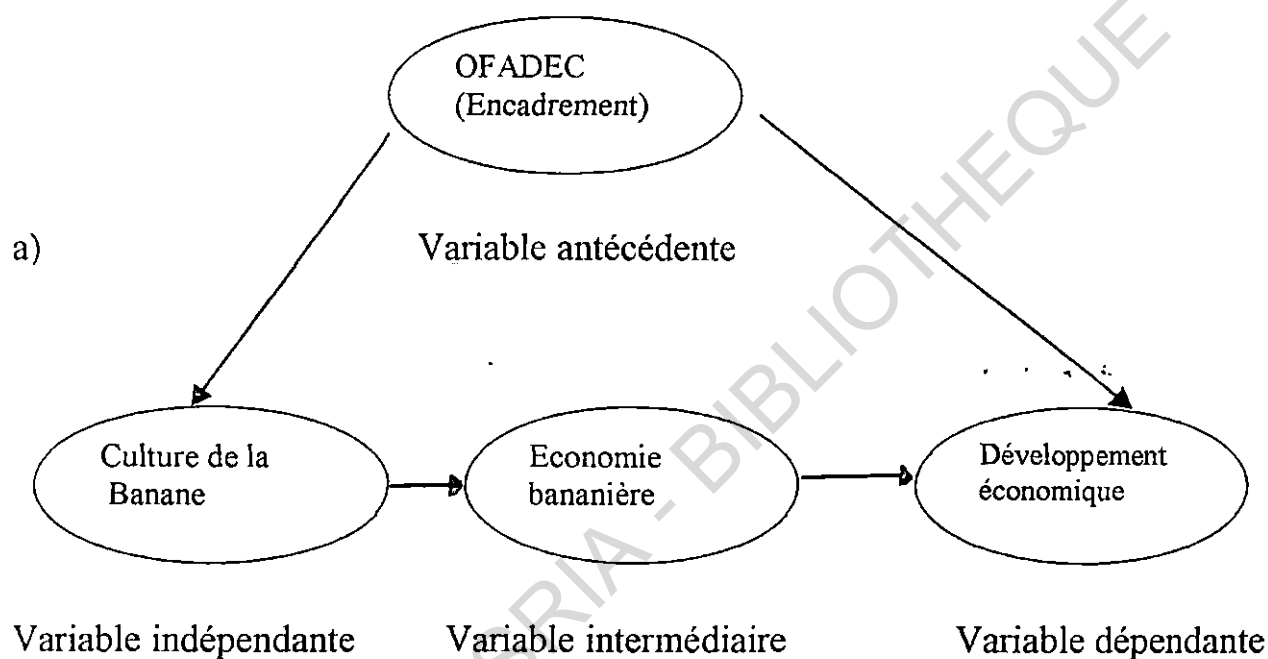
En effet si la culture de la banane a pu s'installer et s'intégrer dans les villages, c'est grâce à l'OFADDEC qui non seulement a introduit cette culture, mais a encadré les paysans pendant près de 14ans. La banane aurait pu être introduite dans la région par une individualité par exemple et rester une culture comme une autre, sans atteindre une telle ampleur. Si cette culture a pu être étendue à l'échelle de l'arrondissement, c'est grâce à une action soutenue d'encadrement technique, financier et matériel, faisant voir au paysan l'opportunité qu'offrait la production de banane. On pourrait considérer ce facteur déterminant (dans le développement de la culture de la banane d'abord et dans le développement économique ensuite) comme une variable antérieure d'un point de vue temporel dans la relation culture de la banane/Développement économique. Il existe un second phénomène intervenant dans cette relation, il s'agit de l'installation d'une économie bananière en un moment donné. Cette variable n'est pas antérieure à la culture de la banane mais s'interpose entre celle-ci et le développement économique.

Si la banane n'était pas devenue le maillon central de l'économie, si elle n'avait intéressé que quelques rares producteurs, elle n'aurait nullement affecté l'économie des villages. Ce système économique s'est intégré dans l'économie rurale et l'a transformée. Sur le plan de l'organisation socio-professionnelle, cette culture a occupé à ses débuts, la presque totalité des paysans de Saal et de Wassadou. Actuellement elle est en perte de vitesse à Wassadou, car plusieurs personnes ont changé d'activité. Elle vient en troisième position après l'agriculture et l'élevage, occupant tout de même 39,2% de la population de Wassadou. A Saal elle vient toujours en troisième position après l'agriculture et l'élevage mais 80,5% de la population exercent encore cette activité. Elle a contribué malgré tout à faire reculer certaines activités comme l'exploitation forestière à Wassadou et participe au développement de l'élevage puisque la majeure partie des producteurs le considère comme un domaine privilégié d'investissement.

⁵¹ Voiture de liaison des villages avec la ville de Tamba.

Toujours sur le plan organisationnel, cette culture a créé un vaste réseau de communication et d'échanges entre tous les villages producteurs à travers les comités de gestion et d'administration de l'APROVAG qui compte aujourd'hui 13 groupements.

Nous pouvons représenter la relation entre la culture de la banane et le développement économique à travers ce schéma a) :



Le second axe de la relation étudiée est le rapport existant entre le développement économique et la migration. Ici nous devons préciser qu'il s'agit des migrations de travail en provenance de la partie centre du pays (Fatick et Thiès), car comme nous l'avons vu, Wassadou a connu plusieurs vagues de migration concernant l'histoire même de son peuplement. La migration de direction Centre/Est est tout à fait nouvelle et est apparue avec l'introduction de la banane.

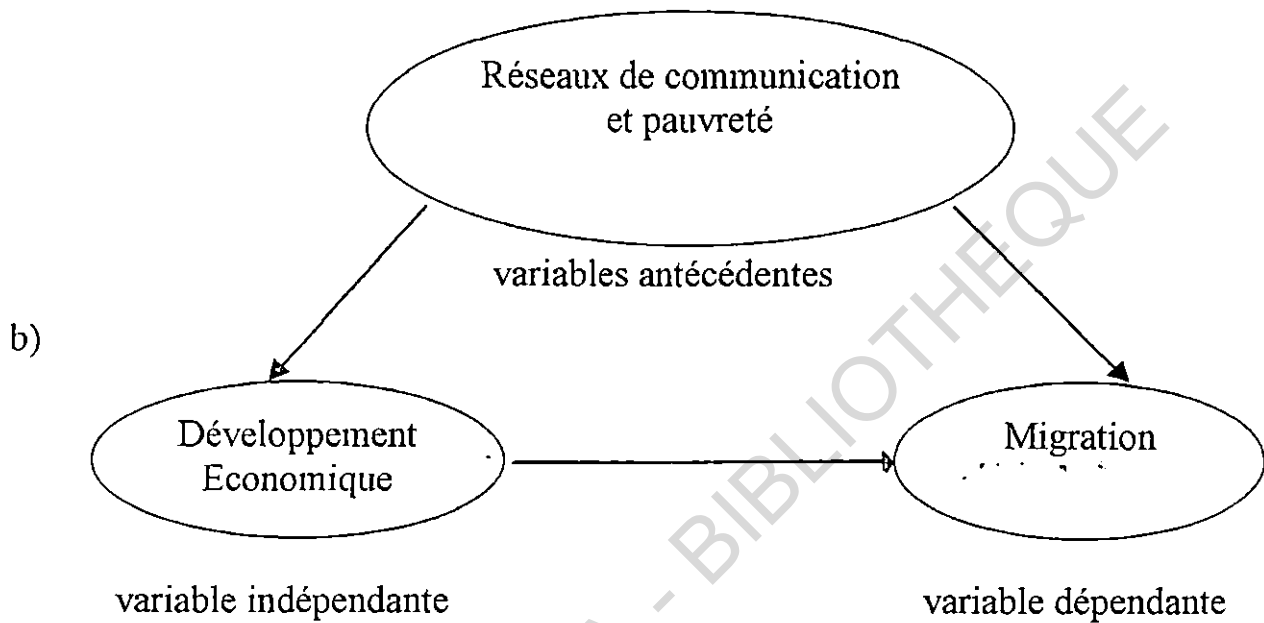
Si après le développement économique, il y a eu la migration c'est principalement à cause de la présence de deux facteurs que nous allons étudier. Mais avant cela, remarquons que l'immigration dans une zone particulière peut

être un indicateur du niveau de développement de cette zone. En effet les foyers d'accueil présentent toujours quelques caractéristiques socio-économiques qui attirent les couches à la recherche de travail ou en difficulté et les encouragent à rester. C'est à cause de cela que des gens ont quitté Fatick et Thiès pour s'installer à Wassadou et à Saal.

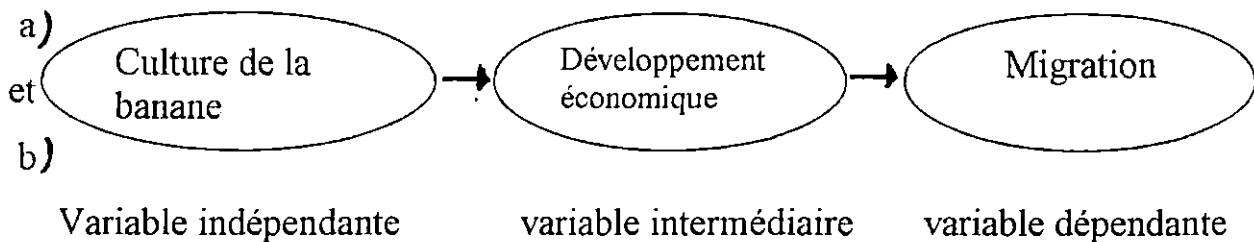
Mais indépendamment de cela il existait des réseaux de communication entre la région de Tambacounda et les régions de Fatick et Thiès d'une part. D'autre part les problèmes de sécheresse et l'installation progressive de la pauvreté dans la région Centre ont aussi été déterminants. Pour le premier facteur, bon nombre de migrants disent qu'ils sont allés à Wassadou parce qu'un parent ou un ami leur avait dit qu'on recherchait des travailleurs dans le périmètre de Takku Liggey. Dans un cadre plus général, les jeunes saisonniers des Terres Neuves de Koumpentoum servent habituellement de courrois de transmission. Faisant régulièrement la navette entre leur village d'origine et leur lieu de travail, ils informent leurs parents et amis restés au village de la situation dans la région de Tambacounda. C'est par ce moyen que la nouvelle de l'installation de périmètres de banane fut diffusée jusqu'à Fatick. A Thiès, on perçoit dans les récits des producteurs une communication entre l'Abbé P.D. et l'OFADEC qui lui a donné tous les renseignements nécessaires à sa prise de décision. C'est grâce à l'établissement de cette communication que le transfert des populations fut envisagé.

Concernant la pauvreté, elle a été déterminante dans la migration. Dans les sociétés sous-développées l'exode est la solution la plus fréquemment utilisée par les populations non-pour lutter contre, mais pour fuir la pauvreté. Mais ce facteur est à remettre dans son contexte car ce n'est pas parce que ces populations vivent une situation de pauvreté qu'elles sont venues cultiver de la banane. Ce fut une opportunité qui leur fut offerte. Elles auraient pu migrer vers d'autres zones (comme Saint-Louis). De même, la culture de la banane n'a pas attiré que des gens

en difficulté (économiquement parlant) ou des chômeurs. Les tableaux 11 et 15 de la répartition selon le niveau d'instruction et la profession, font figurer au nombre des migrants, des anciens ouvriers, des transporteurs, et même un enseignant. Ceux-là jugent que leur activité présente leur rapporte plus que ce qu'ils gagnaient en exerçant leur métier. Nous allons donc schématiser cette deuxième relation qui lie la migration au développement économique de la manière suivante (schéma b).

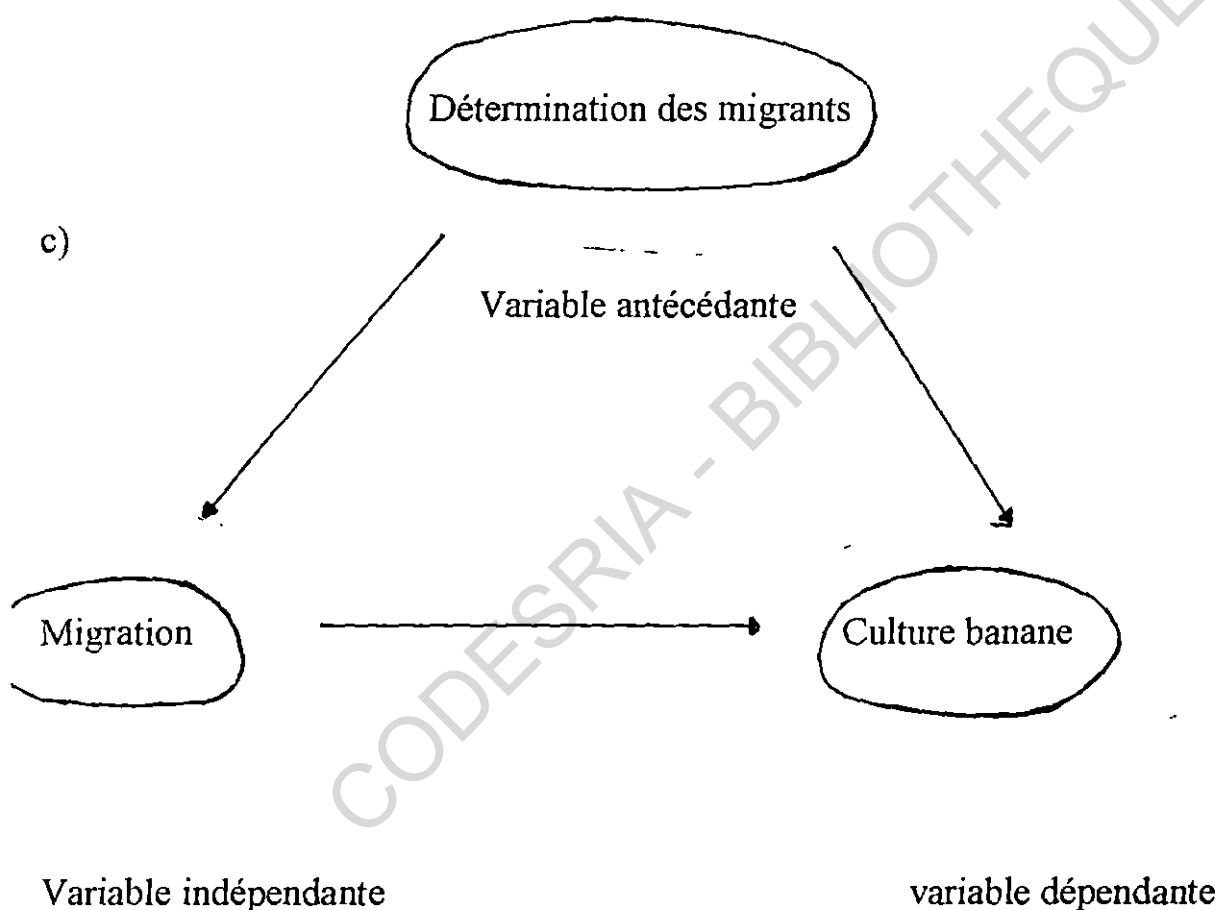


Comparant la relation a et b, on se rend compte que le développement économique qui était une variable dépendante dans la première relation est devenue une variable indépendante dans la seconde. En systématisant les schémas a et b, nous avons donc une relation allant de la banane vers le développement économique et vers la migration ensuite.



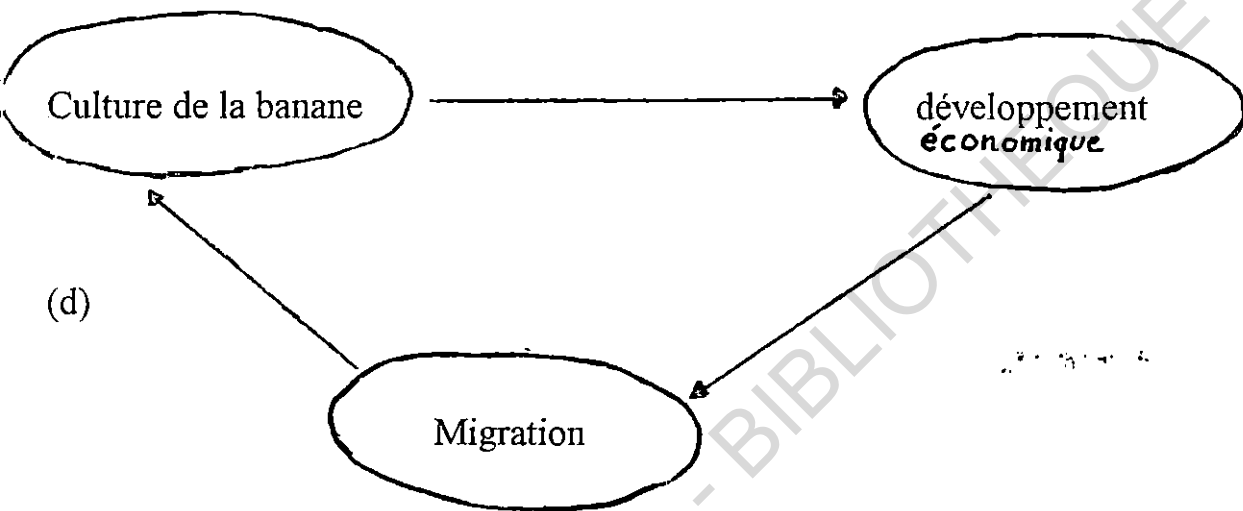
Concrètement l'introduction de la banane a entraîné un développement économique, qui à son tour a entraîné une migration massive. Mais les migrants ont participé au développement de la culture de la banane. Et on a vu que dans le

périmètre de Saal I, lorsque les Peulh quittaient leur parcelle parce que découragés par les difficultés économiques et techniques qui perturbaient alors leur travail, ce sont les migrants venus de Thiès qui ont relancé la production de la banane. D'un constat unanime, les périmètres dirigés par les serereer ont le plus grand taux de productivité. Cela s'explique par leur détermination due au fait qu'ils ont quitté leur terroir pour venir cultiver la banane, seul objectif qui les a menés jusqu'à Tamba. On peut donc voir une troisième relation entre la migration qui devient variable indépendante (théoriquement) et la banane devenant variable dépendante par rapport à la Migration dans le schéma c).



Si donc nous reprenons le schéma (a et b), nous voyons que la culture de la banane est le point de départ de la relation et la migration est le point d'aboutissement de cette même relation. Mais le schéma (c) montre qu'il existe une dépendance de la culture de la banane par rapport à la migration. Notre relation n'est donc pas linéaire comme en (a et b), mais est une relation fermée et chaque

variable est en même temps dépendante et indépendante vis-à-vis des autres. La banane est le point de départ, mais aussi le point d'aboutissement de la relation Banane/Développement économique/Migration. Elle a entraîné le développement économique des villages de Saal et Wassadou, mais son développement actuel est aussi le fruit de la migration, qui elle, a été entraînée par le développement économique. (a et b) et (c) entraînent (d) schéma final de la relation entre la banane, le développement économique et la migration.



Cette dernière relation répond à notre question de départ où il s'agissait de montrer la relation entre la culture de la banane et les flux migratoires qui se déversaient dans l'arrondissement de Missirah.

Si la culture de la banane a entraîné le déferlement des migrants dans l'arrondissement de Missirah, c'est qu'un certain développement économique fut enclenché du fait de cette culture. Le développement économique a provoqué un attrait sur des populations rurales de Fatick et de Thiès et d'autres zones parfois urbaines du pays. Mais la migration a aussi contribué au développement de cette culture par son apport en ressources humaines et surtout par la détermination des migrants.

Section II — Production agricole et changement social : degré d'explication des hypothèses principales

Au regard des différents changements cités, pourrait-on parler de changement social selon la définition que nous avons donnée du concept ?

Le changement social avons-nous dit, est la transformation de la structure sociale et des mécanismes de régulation de celle-ci, grâce à l'action innovante d'un acteur. Cette transformation est repérable dans les modes de vie et l'univers mental d'une collectivité ou d'une société.

L'accroissement des populations de Saal et Wassadou énoncé dans la seconde hypothèse a été confirmé. L'étude des caractéristiques socio-démographiques dans les périmètres bananiers de ces villages a aussi confirmé une diversification de celles-ci. Le rapport de masculinité se confirme pour le village de Saal et non pour celui de Wassadou, parce que nous n'avons pas pris en compte les conséquences de l'accroissement naturel sur le RM.

Enfin le changement de la structure des ménages ne se confirme ni à Saal, ni à Wassadou. Par contre on remarque une variation du nombre des ménages avec la variation des flux migratoires. La raison pour laquelle cette dernière partie de l'hypothèse n'a pas été confirmée est que les migrants n'habitent chez leurs parents que de façon temporaire à Saal, et à Wassadou ils créent leur propre ménage, soit seuls ou en groupe.

Peut-on, à travers ces changements parler d'une transformation de la structure démographique et de ses mécanismes de régulation ? Il y a bel et bien eu transformation de la structure démographique car certaines constantes dans la structure démographique sont devenues variables. Le taux d'accroissement de la population rurale de Missirah était faible du fait de l'exode rural qui sévissait dans

cette zone. Le village de Saal fait maintenant partie des cinq plus gros villages de la Communauté Rurale de Missirah. Le village de Wassadou a une croissance particulièrement rapide.

Pour ce qui est des caractéristiques socio-démographiques, les populations de l'arrondissement étaient plutôt homogènes du point de vue ethnique et religieux ; ils sont généralement des agriculteurs/éleveurs et rares sont les personnes qui ont atteint le niveau secondaire. Nous avons vu dans l'analyse des caractéristiques socio-démographiques des migrants une diversification de toutes ces variables. Les apports migratoires ont entraîné une hétérogénéité dans les villages de Saal et Wassadou qui comprennent en leur sein des Sereer et des Peulh, ainsi que des Coniagui et des Bassari précédemment installés à Wassadou.

Le rapport de masculinité était généralement inférieur à 100 dans la CR de Missirah, mais la migration a modifié cette constante à Saal. Pour ce qui est du mécanisme de régulation de cette structure démographique, l'exode rural et l'émigration en général y jouait un rôle important dans le maintien de la constance de cette structure⁵¹. Un phénomène inverse a bouleversé ce mécanisme de régulation, à savoir l'immigration qui est devenue le facteur de régulation de la structure démographique, combinée à la natalité. Mais ces transformations, affectent-elles le mode de vie et l'univers mental des populations de Saal et Wassadou ?

L'installation des migrants dans les villages, a occasionné chez les populations autochtones, une prise de conscience de leur identité face à l'autre. Entre Sereer et Peulh, les habitudes, mœurs et coutumes diffèrent. Certains

⁵¹ « Nous notons une diminution des hommes imposables d'année en année et une augmentation des femmes. Les proportions sont faibles mais pourraient s'expliquer par un exode dû à l'attrait de la ville de Tambacounda sur les villages éloignés de la capitale régionale mais aussi par les populations qui vont à l'extérieur, à la recherche de travail. Cette émigration est l'un des facteurs qui ont contribué à la régularisation de la population. »
Développement à la base. *Plan de développement de la Communauté Rurale de Missirah* ; publié en 1994, p.4.

préjugés disparaissent dans les deux ethnies car la cohabitation permet de voir l'autre sous son vrai jour, de connaître ses forces et faiblesses.

Dans la pratique l'apprentissage de la langue Peulh par les Sereer est un symbole de la volonté de communication entre les deux groupes ethniques. A Saal comme à Wassadou, le Peulh est la langue de communication mais chaque ethnie conserve sa langue. Cela entraîne que la majorité de la population soit au moins trilingue (Peulh, langue maternelle, ouloff et/ou français).

L'augmentation numérique de la population sur une superficie autrefois faiblement peuplée a entraîné le développement de systèmes de solidarité tels que le prêt des champs. Les pères de famille ne disposant pas de terres à cultiver peuvent en emprunter à d'autres.

Pour ce qui est des habitations, c'est le chef de village et ses collaborateurs qui décident de l'emplacement à octroyer aux nouveaux-venus, si ceux-ci expriment le souhait de s'établir dans le village.

On peut donc à travers le mode de vie, et l'évolution des mentalités vers une plus grande ouverture par rapport à l'autre, identifier le changement social partant des transformations de la structure démographique.

La troisième hypothèse prévoyait une relation entre les revenus générés par la banane et des changements dans la structure socio-économique des villages : changements relatifs aux conditions de vie des populations et à une plus grande intégration des composantes de la société villageoise.

La première partie de l'hypothèse fut confirmée par la découverte de l'augmentation du pouvoir d'achat des producteurs et la diversification des produits consommés, des biens et services auxquels ils peuvent avoir accès. Une

banque populaire fut créée à Gouloumbou pour que les producteurs de l'APROVAG puissent y déposer leurs avoirs. Une succursale du crédit Mutuel du Sénégal a été ouverte à Missirah près de la sous-préfecture afin d'être plus proche des producteurs et de leur éviter ainsi d'aller jusqu'à Tambacounda ville. Pour leur déplacement une desserte quotidienne est assurée par une voiture de liaison avec la ville de Tamba : ce qui leur permet d'élargir leurs possibilités d'échanges.

La seconde partie de l'hypothèse est partiellement confirmée. Lorsqu'ils disposent d'une parcelle de banane, donc de revenus réguliers, les jeunes participent davantage à la vie politique et sociale du village. Dans le G.I.E. ils ont les mêmes droits que tout autre producteur. De même que pour les migrants. Lorsqu'ils choisissent de se marier dans la communauté qui les a accueillis, ils ne sont plus des étrangers, mais bénéficient du même statut que les natifs du village. Par contre les femmes ne voient pas leur statut changer même si dans leur foyer elles ont plus de responsabilité du fait qu'elles gagnent leur vie par leur propre travail.

Pour que l'on puisse parler de changement social à ce niveau il faut qu'il y ait une transformation de la structure socio-économique et non un simple « changement des équilibres ».

Dans les transformations apparues dans la structure économique, on a noté l'amélioration des conditions de vie et l'intégration sociale. L'amélioration des conditions de vie ne constitue pas une transformation superficielle, mais atteint les mécanismes profonds de la structure socio-économique. En effet à travers cette expression on peut voir le niveau de vie, qui fait référence à un classement dans la consommation des biens et services. On peut donc croire que plus le revenu est élevé, plus le pouvoir d'achat augmente et plus large est la gamme des produits consommables par l'individu : donc il peut disposer d'un niveau de vie plus élevé, c'est-à-dire se placer à un niveau supérieur sur l'échelle de consommation.

A travers le terme « conditions de vie, » on peut aussi percevoir le « genre de vie » qui est plus un terme socio-culturel qu'économique parce que lié au choix de l'individu de vivre de telle ou telle manière. S'il s'agit de la société entière, qui décide d'adopter un nouveau genre de vie, c'est toute la structure socio-économique qui change ou qui est bouleversée.

Enfin la transformation des conditions de vie, c'est la transformation du rapport entre l'homme et son environnement, dans ses activités de production de ressources. Dans le cas de la culture de la banane le rapport de l'homme à la nature change. Parce qu'il ne fait plus de la culture extensive, mais intensive (densité des plants, apport en intrants, système d'irrigation...), les ressources que lui donnent la terre ne sont pas auto-consommables (donc vivrières) mais commercialisables (donc ressources financières). C'est autour du système de production que se tisse la vie sociale ; alors lorsque ce système change, on a un autre mode de vie, une autre structure socio-économique.

En dehors de l'amélioration des conditions de vie nous avons un renforcement de l'intégration pour certaines catégories sociales. Nous pouvons comprendre le terme d'intégration sociale comme la relation entre l'individu ou le groupe et la société.

Nous remarquons que le cercle des acteurs de la vie socio-politique, qui était principalement constitué par la classe des hommes adultes, s'élargit pour inclure de plus en plus les jeunes. En effet qu'ils soient migrants ou autochtones, lorsque ceux-ci disposent d'une parcelle, ils deviennent des acteurs économiques à part entière : ce qui change leur relation avec la société globale. Ils s'extirpent en effet, des conditions de cette classe d'âge dont la force de travail est utilisée contre une faible compensation liée à leur statut économique d'aide familiale lorsque le jeune travaille pour sa propre famille ou d'apprenti lorsqu'il travaille pour d'autres. Le

fait que l'on puisse disposer d'une parcelle à 18 ans est donc un élément important de leur intégration à la vie économique et sociale. Ils peuvent à cet âge déjà, bénéficier entièrement du fruit de leur travail, et échapper ainsi à cette forme d'extorsion du surtravail qui est le fait des aînés sur les cadets (situation décrite par l'anthropologie économique dans les sociétés les moins hiérarchisées en apparence)⁵².

On peut donc dire qu'il y a fondamentalement un changement dans les mécanismes de la trame sociale. Entre individus, les rapports changent puisque c'est plusieurs groupes ethniques qui cohabitent, ayant des modes de vie et de représentation différents. Le rapport entre l'individu et la société aussi change puisque de nouveaux rôles sont confiés à des catégories qui étaient plus ou moins en marge de la vie politique et économique.

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

⁵² « La dépendance sociale des « cadets » (jeunes hommes célibataires) et les formes d'extorsion de surtravail qu'ils subissent de la part des « aînés » (seuls habilités à leur attribuer des épouses) ont été considérées au départ comme l'expression du principal rapport d'exploitation dans les sociétés lignagères : la question a même été soulevée de savoir si ce rapport correspondait à un rapport de classes, suscitant d'ailleurs de vives controverses. » (cf. Terray africaines. Exemple du Congo in *Cahiers des Sciences Humaines*, n°24 (4) 1988, pp.471-485, p.472.

CONCLUSION

En étudiant le changement social provoqué par une production agricole nous avons abouti à trois principaux résultats :

1/ La culture de la banane a entraîné le changement social dans les villages de Saal et Wassadou, par le biais de l'économie bananière. Celle-ci a intégré la structure sociale de ces villages et l'a transformée.

2/ En provoquant l'immigration des populations de Thiès et Fatick dans la zone de Missirah, la banane a entraîné une diversification des caractéristiques socio-démographiques des populations de Saal et Wassadou, ainsi qu'une augmentation des effectifs de ces populations.

3/ Par une augmentation notable des revenus des paysans, la culture de la banane a largement participé à l'amélioration des conditions de vie des populations de Saal et Wassadou, ainsi qu'à une plus grande intégration des différentes catégories sociales de ces villages.

Le développement économique issu de l'action de l'OFADEC à Missirah peut être qualifié d'exogène, parce que reposant sur des ressources humaines qui proviennent de l'extérieur pour une large part (apports migratoires), et dépendent d'un large système économique dont la production (seul aspect contrôlé par les producteurs) n'est qu'un maillon de la chaîne que constitue la filière de la banane au Sénégal.

A travers cette étude, nous avons voulu montrer que le changement social pouvait aussi avoir d'autres causes que la poussée démographique, l'innovation technique, les valeurs culturelles et l'idéologie. Les résultats obtenus confirment par ailleurs la complexité de la relation causale dans un changement quelconque. L'analyse des schémas « a », « b », « c » et « d » dans la section 1 de la troisième partie, montre que plusieurs variables sont intervenues dans la relation entre la banane, le développement économique et la migration à des degrés différents cependant. Certains interviennent comme variables intermédiaires, d'autres comme variables antécédentes.

Si l'on retrouve dans cette étude des similitudes avec les conséquences de la banane en Guadeloupe et au Gabon, c'est que les conditions qui prévalaient dans les structures sociales dans lesquelles fut introduite la banane sont quelque peu identiques. Le soutien de l'Etat (au Gabon) ou des ONG (à Tamba et en Guadeloupe) et les apports migratoires ont permis de développer cette culture à l'échelle de la région ou de l'arrondissement. Cette culture entraînera à son tour l'essor économique de toutes ces contrées.

Nous pouvons donc considérer la banane comme la cause première du changement social dans les trois cas, et l'appui technique et financier ainsi que la migration, comme les conditions qui ont permis le changement social. Pour que les mêmes causes aient les mêmes effets il faut que les conditions ou les causes secondaires soient les mêmes.

Nous pouvons donc reprendre notre première définition afin de prendre en compte cette caractéristique. Car comme nous l'avons vu l'action transformatrice peut ne pas directement provoquer le changement social, mais passer par une cause secondaire ou une variable intermédiaire.

Nous définirons donc, pour finir, le changement social comme la transformation de la structure sociale et de ses mécanismes de régulation, suite à l'introduction de causes directes ou indirectes par un ou des acteurs.

La pluralité des causes dans l'apparition d'un phénomène, n'a pas suffisamment été prise en compte dans l'élaboration des hypothèses, c'est pourquoi la dernière partie de la seconde hypothèse a été totalement infirmée (évolution de la structure des ménages). Quant à l'évolution de la population en faveur des hommes, elle a été partiellement confirmée (pour le village de Saal et non Wassadou). De même l'augmentation du degré d'intégration, concerne les jeunes et les migrants et non les femmes.

Mais dans l'ensemble, nous pouvons dire que les trois hypothèses ont largement expliqué la relation entre le changement social et la production agricole.

Etant donné que l'étude est plus qualitative que quantitative (par ses méthodes et la taille relativement réduite de l'échantillon) ses résultats ne peuvent être généralisés que dans les limites des conditions préalablement citées. Donc cette étude faite au niveau de Wassadou et de Saal peut s'étendre au niveau des huit autres villages encadrés par l'OFADEC. Et au-delà, ses conclusions permettent de dire que le changement social est la conséquence probable de la banane ou de toute autre production agricole lorsque celle-ci crée les conditions économiques nécessaires pour l'attrait d'autres populations dans la zone de production. En somme la combinaison des phénomènes économiques et démographiques offre toutes les chances d'un changement de la structure sociale.

Ce qui a le plus attiré notre attention dans cette étude, et qui mériterait d'être approfondi, est à notre avis, l'importance de la migration dans le développement de la culture de la banane. On remarque que les GIE où dominent les migrants (numériquement) marchent mieux que ceux tenus par des autochtones. On pourrait

donc étudier l'avenir de cette culture en rapport avec l'évolution de la tendance migratoire. Ce thème trouve son importance dans le fait que la banane est un facteur prépondérant dans l'économie des villages que nous avons étudiés. Il s'agira donc de mettre en relation la durabilité du développement économique que nous avons constaté, et l'avenir de la migration dans cette zone de Missirah.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- 1- CHAMPION Jean, *Le bananier, techniques agricoles et productions tropicales*, Paris, Editions G.P. Maisonneuve et La Rose, 1963, 264 p.
- 2- CROZIER Michel et FRIEDBERG Erhard, *L'acteur et le système*, Paris, Le Seuil, 1977, 500 p.
- 3- DUMONT René et MOTTIN Marie-France, *Le défi sénégalais*, Dakar, Enda, Séries Etudes et recherches n°74-82, Juin 1982, 68 p.
- 4- DU MONTCEL Hugues Tejenes, *Le bananier plantain*, t.3, Paris, Editions Maisonneuve et Larose, 1985.
- 5- GRAWITZ Madeleine, *Méthodes des Sciences Sociales*, Paris, Editions Dalloz, 1990, 8^{ème} édition, 1140 p.
- 6- OUELLET André, *Processus de recherche, une approche systémique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 268 p.

REVUES ET ARTICLES

- 7- CHAMPION Jean, Dossier in *Le Courrier*, Dieter Frish - C.C.E. Editeur, Bimestriel n°78, mars-avril 1983, pp.64-94.
- 8- *Encyclopédie Universelle Symposium*, volume 2, Paris, Maury et Brun édit., 1990, 1735 p.
 - 1/ ALMINO DE ALENCAR José, La démographie dans les pays du tiers-monde, pp.1602-1611.
 - 2/ BOUDON Raymond, Le changement social, pp.1208-1216.
 - 3/ CHONCOL, Jacques, L'agriculture dans les pays en voie de développement, pp. 1586-1601.
- 9- GALLEY Yawo-Ganyo, Le bananier plantain : une culture commerciale au Fernan-Vaz, in *Muntu : revue scientifique et culturelle du Ciciba*, n°6, 1^{er} semestre 1987, pp.153-170.
- 10- GUILLERMOU Yves, Procès de production et formes de surtravail dans les sociétés rurales africaines, in *Cahiers des Sciences Humaines*, vol.24, n°4, 1988, pp. 471-485.

- 11- KORTBECH-OLESEN Rudy, Produits à base de fruits tropicaux : un marché bien établi, in *FORUM du commerce international*, publié par le centre du commerce international CNUCED/OMC, Genève, n°3, 1996, pp.10-15.
- 12- MATONDO A. et alii, Agroforesterie en milieu paysan : étude du comportement du bananier (*Musa Sapientum*) associé au Limba (*Termibia Superba*), in *Muntu : revue scientifique et culturelle du Ciciba*, n°8, 1988, pp.183-190.
- 13- MEYER Reinbold, La révolution doit se faire dans les têtes, in *Développement et Coopération*, n°6, 1990, pp.17-20.
- 14- TUBIANA Marie-José, Tchad 1989 : les changements, in *Journal des Africanistes*, Tome 59, n°1/2, 1989, pp.185-200.
- 15- WAMPACH Jean-Pierre, Québec : productivité agricole et niveau de vie des agriculteurs, in *Cahiers d'études et de recherches francophones/Agricultures*, Montrouge (France), publiée par l'AUPELF-UREF et John Libbey Eurotext éditeur, vol.2, n°4, juillet-août 1993, pp. 227-290.

ETUDES ET RAPPORTS

- 16- A.O.F. (agence économique de l'AOF de Paris), *Les produits de l'AOF : la noix de cola, la gomme arabique, le sisal, le kapoh, le coton, le café, le bananier, le cacao, le palmier à huile*, Paris, 1981, 129 p.
- 17- ASSOCIATION des produits à Marché C.E.E./A.C.P., *Le marché de la banane*, établie à la demande du Ministère français de la coopération et du développement, 1992, 191 p.
- 18- AUDET Ronald et alii, *Rapport Final de l'O.C.C.D.P., Programme Tamba 1982-1993*, novembre 1993.
- 19- CAMARA Abibou Diagne, *Populations paysannes diola et projets de développement agricole. Approche environnementale*, Mémoire D.E.A. Anthropologie, département de philosophie, faculté de Lettres et Sciences Humaines, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 1992, 65 p.
- 20- DIOP Papa Moumar, *Contribution à l'étude du changement social chez les léhous de la presqu'île du Cap Vert*, Dakar, Mémoire de maîtrise sociologie,

département de philosophie, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 1992-1993, 88 p.

- 21- GUISSÉ Serigne Mor, *7^{ème} plan national du développement économique et social de la contribution de la région de Tambacounda*.
- 22- Du même auteur, *Dépôt du rapport C.R.D.* Inspection régionale de l'Agriculture de Tambacounda, Septembre 1996.
- 23- INRA Europ Marketing, *Le Marché du cacao et des bananes dans les pays de la C.E.E.*, Etude réalisée pour le compte de la commission de la CEE par l'INRA Europ marketing Research Institute, Bruxelles, Service des publications des communautés européennes, 1963, 226 p.
- 24- INSEE France, *La Banane dans les pays de la zone franc*, Paris, INSEE, 1962, 60 p.
- 25- Institut Français de recherches fruitières outre-mer, Section de Côte d'Ivoire, *Soutiers de la production bananière*, S.L., IFAC, 1959, 21 p.
- 26- KONE Assitan, *Structuration du monde rural et dynamique économique : le cas des Associations Villageoises du Mali-Sud*. Mémoire de DESS de formation d'analystes de projets de développement du tiers-monde, Faculté des Sciences Economiques et d'Economie appliquée à la Gestion, Université de Rennes.
- 27- MENAUGE Jean, *Planteurs et plantations de banane en Guadeloupe : type d'agriculture commerciale*, Talence, centre d'étude de géographie tropicale, centre national de documentation des départements d'outre-mer. Bordeaux 1974, 276 p.
- 28- Ministère de l'agriculture, Direction de l'agriculture de Dakar, Division des statistiques agricoles, *Pré-recensement de l'agriculture*, (Dakar), Septembre-Décembre 1997. (Non encore publié). Projet GCP/SEN/048/NET.
- 29- Ministère de l'économie, des finances et du plan, direction de la prévision et de la statistique,
 - 1/ *Recensement général de la population et de l'habitat de 1988 : rapport régional Tambacounda*, Dakar, Imprimerie EXCAF Editions, septembre 1992, 50 p.
 - 2/ *Répertoire des villages : Région de Tambacounda*, R.G.P.H. 88, 52 p.
 - 3/ *Recensement Général de la population et de l'habitat de 1988 : rapport national*, EXCAF Editions, juin 1993, 71 p.
 - 4/ *Population du Sénégal*, Dakar, EXCAF Editions, juillet 1993.
 - 5/ *Recensement général de la population de 1976*.

30- Ministère de l'intérieur, Service de l'expansion rurale, *Plan de développement de la communauté rurale de Missirah*, Appui et contribution de la fondation Konrad Adenauer Tambacounda, Publication 1994.

31- OFADEC 1/ *Rapport annuel*, Tamba, 1984.

2/ APROVAG. *Règlement Intérieur*, Tambacounda..

3/ *Relation Fédération APROVAG/GIE* (Acte d'engagement),
Tambacounda

4/ *Guide de procédure de prise en charge*, Tambacounda, Février 1991.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE I/ GUIDES D'ENTRETIEN

1 *Guide d'entretien du focus group des hommes les plus anciens de Thilo-Thilo.*

- Activités économiques et conditions de vie avant le projet OFADEC.
- Introduction et évolution de la culture de la banane à Wassadou.
- Conséquences socio-économiques de la banane dans le village.
- Intégration entre les divers groupes ethniques.

2 *Guide d'entretien du focus group des femmes les plus anciennes de Thilo-Thilo.*

- Activités économiques des femmes de Wassadou avant le projet OFADEC.
- Introduction et Evolution de la culture de la banane à Wassadou et la place des femmes dans le projet OFADEC.
- Conséquences socio-économiques de la banane dans le village.
- Impact de l'augmentation des revenus de la femme sur son statut dans le village et au foyer.

3 *Guide d'entretien des autres membres de Thilo-Thilo.*

- Aspects historiques du projet
- Revenus générés par la banane et leur utilisation (consommation, épargne, investissement).
- Crise de l'Aprovag et répercussion de cette crise sur la commercialisation.
- Rôle de la banane dans l'amélioration des conditions de vie dans le village.

4 *Guide d'entretien des jeunes migrants de Takku Liggey*

- Itinéraire de migration et motivation.
- Les problèmes d'intégration au sein du village et dans les périmètres.

- Culture de la banane et retombées socio-économiques.
- Utilisation des revenus et projets d'avenir.

5 *Guide de l'entretien avec des vendeuses de banane*

- Mode d'approvisionnement du produit.
- Lieu d'écoulement du produit.
- Recettes et Bénéfices obtenus.
- Utilisation des revenus.

6 *Guide d'entretien des producteurs de Saal*

- Itinéraire de migration et Motivation
- Culture de la banane : organisation du travail, aspects techniques et sociaux.
- Crise de l'APROVAG et les difficultés de gestion des G.I.E.
- Retombées socio-économiques de la banane et changement de conditions de vie.

7 *Guide d'entretien des chefs de village de Saal et Wassadou*

- Historique du village
- Importance de la banane dans la vie économique et sociale du village.
- Cohabitation entre divers groupes ethniques.
- Evolution de la population depuis les débuts du projet.

N.B. – Ces différents guides d'entretien étaient précédés d'un petit questionnaire pour l'identification des personnes enquêtées.

QUESTIONS D'IDENTIFICATION

1. Age et lieu de naissance
2. Sexe
3. Situation matrimoniale
4. Nombre d'enfants
5. Lieu de provenance et année d'arrivée dans le village (pour les migrants)
6. Religion
7. Ethnie
8. Niveau d'instruction ou langue d'alphabétisation.
9. Dernière profession exercée avant la culture de la banane (pour les producteurs uniquement).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE II : QUESTIONNAIRES

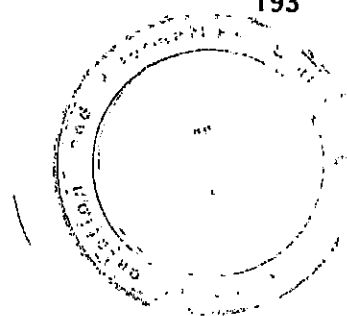
A – Questionnaires des responsables de G.I.E.

I – Questions d'identification

- 1- Age et lieu de naissance (ou lieu de provenance pour les migrants)
- 2- Sexe
- 3- Situation matrimoniale
- 4- Nombre d'enfants
- 5- Religion
- 6- Ethnie
- 7- Niveau d'instruction ou langue d'alphabétisation.
- 8- Formation reçue
- 9- Dernière profession exercée avant la culture de la banane.
- 10- Poste occupé dans le GIE et depuis combien de temps.

II – Données physiques et agronomiques

- 11- Quelle variété de banane cultivez-vous (décrivez ses caractéristiques) ?
- 12- Quelles sont les conditions climatiques idéales pour son développement ?
- 13- Dans des conditions écologiques optimales quel est le rendement moyen de la banane ?
- 14- Ces conditions sont-elles présentes dans vos périmètres. Si non, dites quelles solutions envisagez-vous pour une meilleure adaptation de la banane ?
- 15- Quels sont les problèmes que vous rencontrez dans l'exploitation des périmètres ?
- 16- Productivité réelle des périmètres : quelle quantité de banane produit annuellement votre GIE ? Quel est le rendement moyen par producteur ?



III. Organisation socio-professionnelle des G.I.E.

- 17- Combien de producteurs y a-t-il dans votre GIE ?
- 18- Y a-t-il souvent des retraits de parcelles ? Si oui, pour quels motifs ?
- 19- Quel est le temps de travail consacré à l'activité de production ?
- 20- Les problèmes de gestion des GIE : y a-t-il généralement des problèmes de non respect du règlement établi ? Si oui, quels sont les cas les plus fréquents et les sanctions prévues ?
- 21- Quelle appréciation faites-vous du travail de l'APROVAG ? Est-elle une structure indispensable au développement de la production et de la commercialisation de la banane ?
- 22- Qu'est-ce qui est à l'origine de la crise qui secoue l'APROVAG ces temps-ci ? A-t-elle une répercussion négative sur vos activités de production et de commercialisation ?
- 23- Quels sont vos rapports avec les commerçants ?
- 24- Avez-vous des problèmes d'écoulement, de transport ou de fixation des prix de vente de la banane ? Quels sont les prix appliqués lors de la dernière campagne ?

IV- Revenus et Implications socio-économiques

- 25- Quel est le revenu moyen du producteur après paiement de toutes ses cotisations ?
- 26- Y a-t-il un programme de développement communautaire géré par l'APROVAG ou les GIE ? Dans quels domaines sociaux investissez-vous ?
- 27- Les revenus de la banane ont-ils des implications positives dans le village ? Si oui, lesquelles ?
- 28- Recevez-vous des financements de la part des anciennes ONG qui vous encadraient ?

B – Questionnaire des responsables de l'APROVAG

I – Questions d'identification

(Voir questionnaire des responsables des G.I.E.)

II – Evolution de la culture de la banane dans le temps et dans l'espace

11- Extension des périmètres irrigués dans les différents villages choisis par l'OFADDEC (année d'ouverture des périmètres).

12- Evolution de la production à l'hectare : quels sont les GIE qui ont eu une évolution régulière de leur production et ceux qui sont plus en difficulté ?

13- Installation des GIE et des périmètres dans les villages : accueil du projet par les populations, et réactions par rapport à cette nouvelle culture.

14- Quels ont été les obstacles au développement des périmètres ?

15- Y a-t-il eu des fermetures de périmètres ? Si oui, pour quelles raisons ?

III- L'organisation fédérative

16- Historique de l'APROVAG et les différentes cissions enregistrées dans la fédération.

17- Difficultés de gestion des GIE et rôle de l'APROVAG dans la résolution des problèmes des GIE.

18- Les relations avec les commerçants.

19- La concurrence dans le marché de la banane et les relations entre l'APROVAG et la FEGAP.

20- Réalisations et investissements de l'APROVAG dans le développement de la santé et de l'éducation des populations villageoises.

21- Participation des femmes dans l'organisation fédérative.

22- Participation des migrants dans le développement de la culture de la banane.

23- Appréciation de l'impact de la banane dans l'économie de Missirah.